

2020
FRANCE
LE MAGAZINE
DE LA FRANCE
DE DEMAIN



L'AVENIR
C'EST L'EUROPE !

TGV PRO



CHOISISSEZ L'ABONNEMENT FRÉQUENCE 30.

Et bénéficiez de -30% garantis sur vos billets TGV PRO.

TARIFS EXCLUSIFS POUR LES ENTREPRISES*

FORMULE 1 AN DÈS 159€

Amorti dès 3 allers-retours**

FORMULE 6 MOIS DÈS 99€

Amorti dès 2 allers-retours**

L'abonnement Fréquence 30 est nominatif et valable sur tous les trajets TGV et INTERCITÉS à réservation obligatoire (hors OUIGO, iDTGV et TGVpop) en France. *Tarif valable pour les entreprises sous Contrat Pro SNCF ou Contrat Grand Compte SNCF. **Amortissement constaté sur les principales destinations Pro TGV, sur la base du tarif TGV Pro 2^{de}, période de pointe au 31/12/2015.

TGV® est une marque déposée de SNCF. Tous droits de reproduction réservés.

SNCF Mobilités - 9 rue Jean Philippe Rameau - 93200 Saint-Denis - R.C.S. Bobigny B 552 049 447. 07/2017.



ÉDITO



L'AVENIR, C'EST L'EUROPE

Comme entrepreneurs, nous savons ce que l'Europe nous a apporté de positif : une monnaie stable et unifiée entre plusieurs pays, des réglementations convergentes (même si la France a tendance à les surtransposer), une discipline budgétaire commune (même si la France ne l'a respectée qu'une seule fois en seize ans)...

Pour autant, force est de constater que les dernières élections présidentielles ont démontré une méfiance toujours vivace vis-à-vis de l'Europe et de sa construction (la France n'est cependant pas le seul pays dans ce cas). Alors, oui, il nous faut réaffirmer notre attachement raisonné et argumenté à l'Europe, et il faut que nous accélérions sa construction.

Car nous en sommes persuadés : l'avenir, c'est l'Europe. Et pour que cet avenir européen s'affirme, la France joue un rôle primordial : d'impulsion, de construction, de développement.

Mais il ne faut plus se tromper. Ce rôle central doit se conquérir et s'imposera par la vitalité de notre économie. On ne peut plus se contenter de rappeler que la France a été à l'origine de la construction européenne avec l'Allemagne. La caution historique ne suffit plus. La caution économique est devenue majeure. Et en la matière, notre pays doit encore prouver sa capacité à changer, à ne pas se laisser emporter par ses vieilles lunes et à agir en collaboration.

Voilà pourquoi les réformes à mener dans notre pays sont tellement importantes : en regagnant de la compétitivité pour ses entreprises, en rétablissant ses finances publiques, en améliorant la formation de ses salariés, en simplifiant sa législation, en redevenant attractive pour les investisseurs internationaux, la France s'affirmera comme un acteur naturel et central de l'Europe.

Une France économiquement et socialement forte sera une bonne nouvelle pour l'Europe et sa construction. Il y a urgence. Pour la France et pour l'Europe.

Pierre Gattaz
Président du MEDEF

SOMMAIRE



PAGE 3
L'ÉDITO DE PIERRE GATTAZ



PAGES 8/11
GRAND TÉMOIN
JEAN-YVES LE DRIAN
Ministre de l'Europe et des Affaires étrangères

2020
FRANCE
LE DÉFI
DE L'ÉCONOMIE



MEDEF

MEDEF
55 avenue Bosquet. 75007 PARIS
Tél. : 01 53 59 19 19
Site : www.medef.com

1

PAGES 16 / 61
ACTU(S)

PAGES 19 / 29
NUMÉRIQUE

PAGE 19
DIGITAL DISRUPTION LAB
EN CORÉE DU SUD ET AU JAPON
PAGE 28
LE NOUVEAU SITE WEB DU MEDEF

PAGE 33
LA VIE DU RÉSEAU
LE CARNET

PAGES 36/37
INTERNATIONAL
AFROBYTES, RENDEZ-VOUS INTERNATIONAL
DE L'“AFRICAN TECH INDUSTRY” AU MEDEF

PAGES 40 / 43
UNIVERSITÉ D'ÉTÉ
CONFIANCE ET CROISSANCE,
L'AVENIR C'EST LA FRANCE !

PAGES 47 / 49
TOUR DE FRANCE
“BEAU TRAVAIL !”
DES VÉLOS DU FUTUR SUR LE TOUR DE FRANCE
POUR DÉMONTRER L'EXCELLENCE DE L'ALTERNANCE

PAGES 50 / 61
CARTES SUR TABLE
“DES FAITS POUR DES ACTES”

2

PAGES 62 / 107
LES GRANDS DÉFIS
(FOCUS SPÉCIAL EUROPE)

PAGES 65 / 97
LA FRANCE DANS L'EUROPE

PAGE 65
DES MINISTRES PRO-EUROPEÛNS
PAGE 79

LA FRANCE EN MARCHÉ, UNE CHANCE POUR
RELANCER L'EUROPE !
TRIBUNE DE MICHEL GODET

PAGE 82
EN MARCHÉ VERS UN NEW DEAL EUROPÉEN
TRIBUNE DE LOÏC ARMAND

PAGE 87
LEADER EUROPÉEN DU TRANSPORT PREMIUM :
L'EXCELLENCE COMME ADN
PORTRAIT DE L'ENTREPRISE CHABÉ
INTERVIEW DE GUILLAUME CONNAN

PAGE 94
HORS L'IMPLÉMENTATION, POINT DE SALUT !
PORTRAIT DE L'ENTREPRISE KLB

PAGES 100 / 107
LES GRANDS CHANTIERS EUROPÉENS

PAGES 100 / 105
L'EUROPE ET LA FORMATION/APPRENTISSAGE

PAGE 100
ERASMUS, 30 ANS DÉJÀ !
INTERVIEW DE MICHEL LEGAULT

PAGE 104
WORLDSKILLS, EN ROUTE POUR ABU DHABI !
PAGE 106

L'EUROPE DES RÉGIONS

PAGE 106
EUROPE ET GOUVERNANCE TERRITORIALE
CONVERGENCE OU DIFFÉRENCIATION ?

TRIBUNE DE ROMAIN PASQUIER

SOMMAIRE

3

PAGES 108 / 161
**SPÉCIAL
BUSINESSEUROPE**

PAGE 110
**“L'EUROPE NE PEUT TOUT SIMPLEMENT PAS
SE PERMETTRE DE S'ISOLER”**
INTERVIEW DE MARCUS J. BEYRER

PAGE 116
LES 38 MEMBRES DE BUSINESSEUROPE



LEXUS NX 300h HYBRIDE

L'HYBRIDE SOUS UN NOUVEL ANGLE

À PARTIR DE **399 €/MOIS**⁽¹⁾
ENTRETIEN, GARANTIE & ASSISTANCE INCLUS^{***}
SANS CONDITION DE REPRISE

LOA^{**} 49 MOIS, 1^{er} loyer de 4100 € suivi de 48 loyers de 399 €.
Montant total dû en cas d'acquisition : 41752 € TTC.



UN CRÉDIT VOUS ENGAGE ET DOIT ÊTRE REMBOURSÉ. VÉRIFIEZ VOS CAPACITÉS DE REMBOURSEMENT AVANT DE VOUS ENGAGER.

Consommations mixtes : de 5,0 à 5,3 L/100 km. Émissions de CO₂ mixtes : de 116 à 123 g/km. Données homologuées CE.

^{**}LOA : Location avec option d'achat. (1) Exemple pour un Lexus NX 300h 2WD neuf au prix exceptionnel de 36 090 €, remise de 4 500 € déduite. LOA^{**} 49 mois, 1^{er} loyer de 4 100 € suivi de 48 loyers de 399 €/mois hors assurances facultatives. Option d'achat : 18 500 € dans la limite de 49 mois & 40 000 km. Montant total dû en cas d'acquisition : 41 752 €. Assurance de personnes facultative à partir de 39,70 €/mois en sus de votre loyer, soit 1 945,30 € sur la durée totale du prêt. Modèle présenté : Lexus NX 300h 4WD F SPORT (peinture métallisée incluse) neuf au prix exceptionnel de 53 890 €, remise de 4 500 € déduite. LOA^{**} 49 mois, 1^{er} loyer de 4 100 € suivi de 48 loyers de 679 €/mois hors assurances facultatives. Option d'achat : 25 650 € dans la limite de 49 mois & 40 000 km. Montant total dû en cas d'acquisition : 62 342 €. Assurance de personnes facultative à partir de 59,28 €/mois en sus de votre loyer, soit 2 904,72 € sur la durée totale du prêt. ^{***}Entretien, Garantie^{****} et Assistance^{****} inclus dans la limite de 49 mois ou 40 000 km (au 1^{er} des 2 termes atteints). ^{****}Garantie Confort Extracare, suivant contrat 101.112 souscrit exclusivement auprès de London General Insurance Company Limited - RCS Nanterre 392678116, et dans la limite prévue au contrat. Offre réservée aux particuliers dans la limite des stocks disponibles, valable jusqu'au 31/10/2017 chez les distributeurs Lexus participants, portant sur le tarif en vigueur au jour de la souscription du contrat. En fin de contrat, restitution du véhicule dans votre concession avec paiement des frais de remise en état standard et des éventuels kilomètres excédentaires. Sous réserve d'acceptation par TOYOTA FRANCE FINANCEMENT, 36 bd de la République 92423 Vaucresson, RCS 412 653 180 - n° ORIAS 07 005 419 consultable sur www.orias.fr.

^{*} Vivez l'exceptionnel.



NX 300h

 **LEXUS**
EXPERIENCE AMAZING®

GRAND TÉMOIN

**“JE RÊVE D’UNE EUROPE
QUI REGARDE VERS L’AVENIR”**

JEAN-YVES LE DRIAN,

MINISTRE DE L’EUROPE ET DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES



NOMMÉ EN MAI DERNIER AU MINISTÈRE DE L'EUROPE ET DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, LE MINISTRE EMBLÉMATIQUE DU QUINQUENAT DE FRANÇOIS HOLLANDE, JEAN-YVES LE DRIAN, S'ATTACHE DÉSORMAIS AU FUTUR DE L'UNION EUROPÉENNE. IL ENTEND BIEN LA RENFORCER, SANS POUR AUTANT NIER LES DIVERSITÉS DE CHAQUE PAYS. ET IL SOUHAITE SURTOUT LUI PERMETTRE DE RETROUVER TOUT SON POIDS SUR L'ÉCHIQUIER MONDIAL.

V

France 2020 : C'est aux accents de "L'Hymne à la joie" que le président de la République a initié son mandat, marquant ainsi son attachement à l'Europe. L'avenir de l'Europe et la relance de l'Union font partie des priorités du gouvernement. De quelle Europe rêvez-vous, monsieur le ministre ?

Jean-Yves Le Drian : Je rêve d'une Europe qui, à la fois, retrouve ses fondamentaux et regarde vers l'avenir. La raison d'être historique de l'Union européenne – cet ensemble politique aujourd'hui encore sans équivalent dans le monde –, c'est la volonté des six États fondateurs de se rapprocher pour que, plus jamais, le continent ne connaisse les ravages de la guerre et pour que leur alliance les rende plus forts ensemble que séparément. C'est avec la claire conscience de ces principes que je veux agir pour une Europe plus unie. Bien sûr, chaque Nation a son histoire ; certaines ont été privées d'Europe par le communisme, qui les a isolées et séparées de l'ensemble européen durant des décennies. Chaque État a également son organisation politique propre, son modèle social, ses intérêts économiques, ses préférences citoyennes ; ces éléments relèvent tous de sa souveraineté. Il ne s'agit pas de nier la diversité de l'Europe, mais de revenir à l'idéal des fondateurs qui espéraient une union toujours plus étroite.

e

Nous devons dépasser les individualismes nationaux et retrouver la volonté de nous rapprocher et de faire converger vers le haut nos pays, pour avancer collectivement dans le respect de nos valeurs communes.

Forte de ces racines, l'Union européenne doit pouvoir aussi préparer le futur pour être au service de ses citoyens et de leur avenir. Elle doit investir dans sa jeunesse, pour qu'elle soit formée, et qu'elle puisse ainsi donner toute sa mesure ; dans la recherche, pour être un pôle d'innovation et d'excellence de portée mondiale ; et dans sa défense, pour disposer de l'autonomie stratégique nécessaire à son affirmation, à la protection de ses citoyens et à la défense de ses intérêts et de ses valeurs. L'Europe tournée vers l'avenir est une Europe qui protège, non pour se replier sur elle-même, mais au contraire afin de se projeter à l'extérieur de ses frontières. C'est la position que le président de la République a affirmée lors de la campagne et depuis son élection, et c'est ce que je veux mettre en œuvre comme ministre de l'Europe et des Affaires étrangères.

Comment expliquez-vous le sentiment de distance qui, depuis plusieurs années, s'est installé entre les citoyens européens et l'Union ? Comment rétablir la confiance en l'Europe et remettre les citoyens au cœur du projet européen ?

S



L'Union est en effet souvent perçue comme lointaine et technocratique. Pourtant, les outils de la légitimité démocratique existent : représentation directe par le Parlement européen, démocratie participative avec le droit de pétition et l'initiative citoyenne européenne, interventions des parlements nationaux par la procédure de "carton jaune" et consultation systématique des parties prenantes et des citoyens.

Pour autant, la distance s'est bel et bien installée. La complexité des processus de décision et la bureaucratisation ont éloigné les institutions des citoyens. De plus, chacun a malheureusement contribué à ce sentiment par le passé, en pointant du doigt Bruxelles en cas d'échecs et en s'attribuant les mérites lorsque des succès étaient obtenus.

Renouer le lien entre l'Union et ses citoyens est essentiel. Le président de la République s'y est résolument engagé. C'est aussi l'objet des Conventions démocratiques que nous souhaitons organiser dans les prochains mois : elles devront permettre aux citoyens, les plus convaincus comme les plus sceptiques, de partager avec nous leurs déceptions, leurs attentes et leurs espoirs à l'égard de l'Union européenne.

Quelles sont, aujourd'hui, les principaux atouts et les principales faiblesses de l'Union européenne ?

L'Union européenne sort de difficultés économiques qui l'ont profondément affectée et ont menacé aussi son existence politique par les fossés qu'elles ont creusés entre partenaires et au sein de chaque État. Le Brexit a jeté un nouveau doute sur le projet européen. L'Union a découvert qu'elle était mortelle.

C'est bien une crise que l'Union a traversée, au sens grec du terme : la krisis, ce moment décisif de la maladie où se dessine une issue. C'est aujourd'hui la guérison qui se profile, avec à la clef une Union fortifiée et qui sait ce qu'elle doit améliorer : l'approfondissement de l'Union économique et monétaire, la cohésion sociale, les dépenses d'avenir et l'adhésion citoyenne.

Comment relancer et élargir le dialogue franco-allemand ? Quelles seront les exigences de la France face à l'Allemagne ? Et quelles garanties pouvons-nous offrir à Angela Merkel ?



GRAND TÉMOIN
JEAN-YVES LE DRIAN



Le dialogue a déjà été relancé, avec énergie et ambition. Un premier conseil des ministres franco-allemand s'est réuni à Paris le 13 juillet 2017, le conseil de défense et de sécurité commun se réunit désormais au niveau de la chancellerie et du chef de l'État. Une nouvelle session se tiendra dès après les élections allemandes. Le couple franco-allemand n'est pas un héritage historique sentimental, c'est un moteur actuel, un moteur d'avenir pour notre coopération bilatérale et pour l'Europe, et il doit être pleinement utilisé. Notre dialogue couvre l'ensemble des sujets, des plus consensuels aux plus sensibles. Il n'y a pas de tabou et nos travaux sont orientés vers des résultats concrets et bénéfiques pour nos citoyens et nos entreprises. Nous avons par exemple déjà décidé de travailler à un rapprochement de notre fiscalité sur les entreprises : ce n'est pas un sujet facile, mais il constituera un marqueur important de simplification et de rapprochement.

La meilleure garantie que nous pouvons offrir à l'Allemagne pour la convaincre qu'elle a face à elle un partenaire solide et sérieux est la même que pour l'ensemble de nos partenaires européens : nous devons tenir nos engagements, qu'ils soient politiques, économiques ou financiers.

Pensez-vous que le Brexit puisse être réversible ?

Le peuple britannique s'est prononcé de façon souveraine, et nous devons respecter cette décision. Aujourd'hui, ce dont les citoyens et les entreprises ont besoin, au Royaume-Uni comme dans l'Europe à vingt-sept, c'est de certitudes et de stabilité. Nous devons parvenir à un accord rapide avec les Britanniques sur les conditions de leur retrait, avant de pouvoir ensuite élaborer ensemble le cadre de nos relations futures. Plus tôt nous en connaissons les paramètres, mieux cela sera pour tous.

Faut-il revenir sur la libre circulation des personnes, en raison des menaces terroristes ?

La libre circulation des personnes est un acquis fondamental de l'Union européenne ; ce principe contribue à la vitalité économique et à la richesse des échanges humains pour tous au sein de l'espace européen. Les travailleurs transfrontaliers, les étudiants, les touristes, les entrepreneurs en apprécient concrètement les mérites chaque jour. Il convient donc de préserver ce principe de libre circulation.

D

r

Pour que cette libre circulation au sein de l'Union européenne puisse perdurer, nous devons en revanche mettre en œuvre les moyens nécessaires pour assurer notre sécurité, ce qui passe par un contrôle renforcé de nos frontières extérieures et une capacité beaucoup plus efficace de coopération, d'échanges et de suivi en matière de sécurité à l'intérieur de l'espace européen. Nous avons plaidé pour le déploiement d'un système de collecte des données des passagers aériens, nous appuyons également le développement d'un système enregistrant les entrées et les sorties de l'espace européen, ainsi que d'un mécanisme de contrôle sécuritaire pour les voyageurs exemptés de visa. Ce sont les conditions de l'équilibre entre liberté et sécurité, auxquelles nous sommes également attachés.

Comment l'Europe peut-elle se remettre "en marche" et redevenir conquérante face aux États-Unis, à la Chine et au reste du monde ?

L'Union européenne, comme la France, oublie parfois qu'elle a des atouts pour faire valoir ses intérêts. Son poids économique la place en tête des acteurs mondiaux, avec un PIB de plus de 15 000 milliards d'euros, devant celui de la

Chine. L'Union européenne représente environ 20 % du volume total du commerce international, proche des États-Unis et de la Chine, et elle est bien plus innovante que le groupe des BRICS. Lorsqu'elle utilise ses forces, l'Union européenne est en mesure de défendre ses intérêts au sein d'une mondialisation aujourd'hui perturbée par la concurrence entre grands blocs économiques et la montée des tentations isolationnistes.

Cela a notamment été le cas récemment dans la négociation de l'accord de libre-échange entre l'Union européenne et le Japon, qui nous a permis de faire valoir les intérêts offensifs des Européens : je pense notamment à l'ouverture des marchés publics, à la levée complète des droits de douane sur les vins et spiritueux et les produits agricoles transformés, à la reconnaissance et à la protection des indications géographiques, à la levée des barrières non-tarifaires dans le secteur automobile, sans contrepartie démesurée sur nos intérêts défensifs. C'est la preuve que l'Union européenne peut jouer à armes égales et doit être convaincue de sa légitimité à le faire. Pour cela, l'Union européenne doit aussi être à l'initiative pour une meilleure régulation des diverses formes de la mondialisation.

i

a

Que signifierait un “Buy European Act” ?

L'Europe est le plus ouvert des continents, mais cette ouverture ne peut être unilatérale ni inconditionnelle. Notre priorité doit être de promouvoir une mondialisation ouverte, mais juste et régulée, dont la réciprocité constitue un principe clef.

Dans ce contexte se pose la question spécifique de la réciprocité dans l'ouverture des marchés publics. Même si nous défendons le système commercial multilatéral, nous aurions tort de nous montrer naïfs et de négliger nos intérêts européens. Ainsi, nous devons aujourd'hui envisager de fermer certains de nos marchés publics aux États tiers qui n'offriraient pas le même accès à leurs propres marchés publics. Nous travaillons étroitement avec l'Allemagne et l'Italie sur ce sujet, afin de faire aboutir les discussions au Conseil européen.

Ambition européenne et fierté nationale peuvent-elles aller de pair ?

Bien sûr ! Un exemple vaut mieux que de longs discours : Thomas Pesquet aurait-il pu faire rêver les Français et être l'honneur de la France depuis la Station spatiale internationale sans l'Agence spatiale européenne, qui l'a sélectionné comme astronaute européen ? L'Union européenne doit agir comme un amplificateur de l'ambition de chacun de ses membres, et donc de la France elle-même : ambition pour elle et pour cet ensemble européen plus vaste qui doit servir de démultiplicateur d'influence politique et économique dans le monde.

N

IL FAUT VIVRE AVEC SON TEMPS...
ET PARFOIS PRENDRE UN PEU D'AVANCE.



HYBRIDE TOYOTA = ESSENCE + ÉLECTRIQUE

 Pas besoin de les brancher  Se rechargent en roulant **50%** en mode électrique*

Consommations mixtes (L/100 km) et émissions de CO₂ (g/km) : AURIS HYBRIDE : de 3,5 à 3,9 et de 79 à 91 (A). RAV4 HYBRIDE : de 4,9 à 5,1 et de 115 à 118 (B). PRIUS : de 3,0 à 3,3 et de 70 à 76 (A). YARIS HYBRIDE : de 3,3 à 3,6 et de 75 à 82 (A). PRIUS+ : de 4,1 à 4,4 et de 96 à 101 (B). C-HR HYBRIDE : de 3,8 à 3,9 et de 86 à 87 (A). Données homologuées (CE). *Du temps de trajet EN MOYENNE EN PARCOURS MIXTE/URBAIN, selon conduite, chargement et facteurs extérieurs ; tous résultats confondus des Essais Alternatifs Hybride au 30 juin 2017. **Cumul des ventes Toyota & Lexus dans le monde. Arrêté au 14/02/2017.



TOYOTA

TOUJOURS
MIEUX
TOUJOURS
PLUS LOIN

RIDE



TOYOTA
HYBRID

DÉCOUVREZ LA GAMME HYBRIDE LA PLUS LARGE DU MARCHÉ.

Avec 10 millions d'utilisateurs dans le monde**, Toyota est le leader incontesté de l'Hybride depuis 20 ans. L'Hybride Toyota, c'est le meilleur des deux mondes avec l'association d'un moteur essence et d'un moteur électrique. Ce système se recharge tout seul en roulant, pas besoin de le brancher. Grâce à cette technologie, vous pourrez effectuer, en moyenne, plus de 50 % de votre temps de trajet en électrique*. Maintenant, il ne vous reste plus qu'à choisir votre modèle Hybride dans la gamme Toyota : YARIS, AURIS, AURIS TOURING SPORTS, PRIUS, PRIUS+, Toyota C-HR ou RAV4.



ACTU {S}

PAGES 19/ 29
NUMÉRIQUE

PAGE 19
DIGITAL DISRUPTION LAB
EN CORÉE DU SUD ET AU JAPON
PAGE 28
LE NOUVEAU SITE WEB DU MEDEF

PAGE 33
LA VIE DU RÉSEAU
LE CARNET

PAGE 36
INTERNATIONAL
AFROBYTES, RENDEZ-VOUS INTERNATIONAL
DE L'“AFRICAN TECH INDUSTRY” AU MEDEF

PAGES 40 / 43
UNIVERSITÉ D'ÉTÉ
CONFIANCE ET CROISSANCE,
L'AVENIR C'EST LA FRANCE !

PAGES 47 / 49
TOUR DE FRANCE
“BEAU TRAVAIL !”
DES VÉLOS DU FUTUR SUR LE TOUR DE FRANCE
POUR DÉMONTRER L'EXCELLENCE DE L'ALTERNANCE

PAGES 50 / 61
CARTES SUR TABLE
“DES FAITS POUR DES ACTES”

SÉCURISONS ENSEMBLE VOTRE SI !

Suis-je correctement protégé des menaces extérieures ?

Je souhaite améliorer ma sécurité, mais par où commencer ?

Comment m'assurer que mes données confidentielles restent secrètes ?

Quelle solution pour varier mes mots de passe et les mémoriser ?

Comment faire face à un incident de sécurité informatique ?

Mes collaborateurs sont-ils correctement formés aux bonnes pratiques de sécurité ?

Quelle stratégie définir à court, moyen et long terme ?

... Tout chef d'entreprise est tôt ou tard confronté à l'une de ces questions qui touchent à la sécurité de son système d'information.

AlgoSecure : innovation et réactivité pour contrer l'ingéniosité des cybercriminels.

SÉCURISEZ

vosre système d'information avec un spécialiste Répondre à ces questions, c'est le domaine d'expertise d'AlgoSecure. Cabinet de conseil spécialisé en sécurité informatique, AlgoSecure accompagne les entreprises sur toutes ces thématiques. Qu'il s'agisse d'évaluation d'infrastructure sécurisée ou de sécurisation d'un environnement technique déjà existant en production. AlgoSecure appuie sa démarche sur une vision globale du système d'information en y intégrant les besoins sécurité de tous les acteurs de l'entreprise.

INNOVATION

En veille sur les nouveautés et dernières vulnérabilités, AlgoSecure prépare l'avenir en participant activement à la création de solutions innovantes. A ce titre, AlgoSecure est partenaire de l'INSA de Lyon pour le développement de la sécurité des objets connectés.

RÉACTIVITÉ

Une équipe performante dans une structure à taille humaine, formée pour être à la pointe des technologies et pour intervenir dans respect des contraintes de fonctionnement de l'entreprise.

INDÉPENDANCE

AlgoSecure n'entretient aucun partenariat avec des éditeurs ou constructeurs. AlgoSecure entreprend une démarche pragmatique et factuelle afin d'intervenir en toute objectivité.

UN TEST D'INTRUSION POUR ÉVALUER L'EFFICACITÉ DE VOS PROTECTIONS

Les attaques internes ou externes de personnes malveillantes sont plus courantes qu'on ne l'imagine.

Vous avez un doute sur la sécurité de votre application ?

Avec un test vous aurez une vue claire des résultats et risques encourus :

Explication détaillée de chaque vulnérabilité et recommandation.

Preuve de résultats avec des copies d'écrans.

Accompagnement pour la mise en œuvre des actions de remédiation.



www.AlgoSecure.fr
sales@algosecure.fr

OLIVIER MIDIÈRE, AMBASSADEUR DU MEDEF POUR LE NUMÉRIQUE, S'EST RENDU AU JAPON ET EN CORÉE DU SUD DANS LE CADRE DE SA MISSION « DIGITAL DISRUPTION LAB ». IL A PU RENCONTRER DIFFÉRENTS ACTEURS DE CES ÉCOSYSTÈMES NUMÉRIQUES ET EN A TIRÉ DES ENSEIGNEMENTS POUR LES ENTREPRISES ET LES ACTEURS DE L'ÉCOSYSTÈME D'INNOVATION FRANÇAIS.

DIGITAL DISRUPTION LAB EN CORÉE DU SUD ET AU JAPON



DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

(Source : France diplomatie)

SUPERFICIE : 99 618 km²
(hors zone démilitarisée)

CAPITALE : Séoul

VILLES PRINCIPALES : Busan, Incheon, Daegu, Daejeon, Gwangju

LANGUE OFFICIELLE : Coréen

MONNAIE : Won (KRW)

POPULATION : 50,6 millions d'habitants, dont 13,1 % de plus de 65 ans (2015)



DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB : 1 411 Md USD (2016)
(source : FMI)

PIB PAR HABITANT :
27 539 USD (2014) (Source :
FMI)

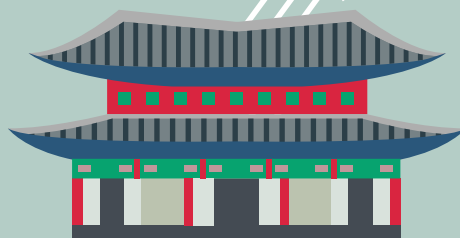
TAUX DE CROISSANCE :
2,7 % (2016), 2,6 % (2015)

**TAUX DE CHÔMAGE (AU SENS
DU BIT)** : 3,5 % (2015)

TAUX D'INFLATION :
-0,71 % (2015)

**PRINCIPAUX CLIENTS
(2015)** : Chine (137 Md USD,
25 %), ASEAN (75 Md USD),
États-Unis (70 Md USD), Union
européenne (48 Md USD),
Hong Kong (30 Md USD),
Viêtnam (18 Md USD), Japon
(26 Md USD)
(source : Korea International
Trade Association)

**PRINCIPAUX FOURNISSEURS
(2015)** : Chine (90 Md USD,
17 %), Union européenne
(57 Md USD), Japon (46 Md
USD), ASEAN (45 Md USD),
USA (45 Md USD), Allemagne
(21 Md USD), Arabie Saoudite
(20 Md USD) - (source :
Korea International Trade
Association)



PART DES PRINCIPAUX SECTEURS D'ACTIVITÉS DANS LE PIB (source : Bank of Korea - 2014)

AGRICULTURE

2,4 %

INDUSTRIE

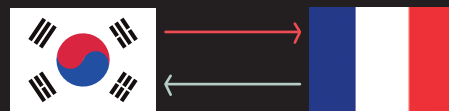
38,2 %

SERVICES

59 %

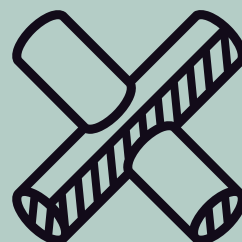
IMPORTATIONS FRANÇAISES DEPUIS LA CORÉE

3,3 Md€ (2016)



EXPORTATIONS DE LA FRANCE VERS LA CORÉE

3,9 Md€ (2016)





AVANTAGES



NORMES SOCIALES : COÛT DE LA MAIN D'ŒUVRE ÉLEVÉ ET DROIT DU TRAVAIL CONTRAIGNANT

Avec des syndicats à la fois forts et puissants, cela pose des problèmes de compétitivité dans les entreprises, notamment par rapport à la concurrence de pays tels que la Chine.

AVERSION ENCORE TRÈS FORTE À LA PRISE DE RISQUE ET À L'ÉCHEC

Dans son baromètre de 2013, EY place la Corée du Sud comme le pays ayant la culture entrepreneuriale la plus développée derrière les États-Unis. Pourtant, ce n'est pas le sentiment qu'en donnent les principaux acteurs qui se plaignent d'une aversion au risque et à l'échec encore trop

prégnante dans l'écosystème. La sécurité de l'emploi et la peur du chômage continuent de primer dans la société et l'esprit d'entreprise est encore peu répandu. Les jeunes diplômés et les talents préfèrent encore largement aller dans les grands groupes industriels (appelés chaebols) qui symbolisent la réussite industrielle de la Corée du Sud de ces cinquante dernières années. On peut cependant observer une évolution favorable de l'entrepreneuriat depuis quelques années due au succès de certaines start-up.

LE COÛT DE LA VIE

Avec 25 millions d'habitants, soit la moitié de la population totale, Séoul concentre plus de 50 % de l'activité économique

de la Corée du Sud et le coût de la vie y est très élevé ; les prix à la consommation et l'immobilier y sont très chers.

LA PRÉDOMINANCE DES CHAEBOLS

Les principales innovations se font dans les grands groupes, et ceux-ci collaborent peu avec les entrepreneurs et les start-up. Ces fameux chaebols possèdent non seulement un véritable poids économique – les cinq principaux représentant environ 60 % du PIB national –, mais également un poids politique. Népotisme, situation de monopole, brutalité envers leurs sous-traitants et cannibalisme de jeunes pousses, telles sont les pratiques de ces groupes, souvent impunies, qui s'avèrent dissuasives pour toute velléité entrepreneuriale.

FAIBLESSES



ACCÈS PRIVILÉGIÉS AUX MARCHÉS ASIATIQUES ET AMÉRICAINS

La Chine représente 25 % du commerce extérieur coréen, puis viennent les pays de l'ASEAN, les États-Unis et l'UE.

LE « SOFT POWER » CORÉEN est devenu LA référence culturelle en Asie ces dix dernières années avec ses créations originales dans les domaines de la musique, des séries TV, des BD ou encore de la mode.

NIVEAU TRÈS ÉLEVÉ DES INFRASTRUCTURES DIGITALES

Outre une position géographique idéale pour s'attaquer au marché asiatique, les infrastructures disponibles sont parmi les meilleures au monde. Les connexions Internet et mobiles

comptent parmi les plus rapides du globe et sont disponibles partout.

NIVEAU TRÈS ÉLEVÉ DE L'ÉDUCATION

Les ressources humaines sont aussi un atout conséquent car l'éducation occupe une place capitale en Corée. Les étudiants coréens sont les plus travailleurs au monde en termes d'heures, et le rapport d'études économiques de l'OCDE sur la Corée (2014) signale même une survalorisation des longues études. Le paysage entrepreneurial est d'ailleurs marqué par de nombreux doctorants entrepreneurs qui créent des technologies de pointe. Toutefois, cette surqualification est basée sur l'importance du statut social



et du rayonnement familial, tous deux conditionnés par la situation professionnelle. Ainsi, ces talents si sérieux et valorisés ont traditionnellement mis leur savoir-faire et leur assiduité au service des grands groupes et non de l'entrepreneuriat.

AIR SUPPORT®

BY Parrot

LE DRONE AU SERVICE DES PROS DU BTP ET DE L'IMMOBILIER

Acteur majeur des drones de loisirs et des solutions professionnelles par drones, le groupe Parrot poursuit sa diversification BtoB au travers d'Air Support, nouvelle filiale destinée aux professionnels de la construction et de l'immobilier. Décryptage avec Thai-Binh Phan, directeur général de cette structure.

QUEL EST VOTRE POSITIONNEMENT SUR LE MARCHÉ DU DRONE PROFESSIONNEL ?

Le succès de l'activité drones grand public a permis à Parrot d'investir depuis 2012 dans le secteur professionnel et d'y développer son écosystème. Avec Air Support, nous proposons aux entreprises du BTP et de l'immobilier un large catalogue de services par drones à forte valeur ajoutée, de la conception à la maintenance en passant par la construction et le diagnostic. Nous bénéficions pour cela de l'expertise du groupe et de ses filiales, notamment senseFly pour les drones professionnels et Pix4D pour le traitement de données captées.

À QUELS MÉTIERS S'ADRESSE AIR SUPPORT ?

Nous opérons sur trois typologies de métiers. Ceux de la mesure, tout d'abord : les géomètres et les architectes qui ont besoin de tracer des plans, les chefs de chantier qui souhaitent mesurer l'avancée des travaux. Pour eux, le drone est un outil de relevé de l'existant à la fois efficace et précis, au centimètre près. Dans le domaine de l'inspection technique, visuelle ou thermographique (nous avons d'ailleurs déposé un brevet lié à notre capacité de modélisation thermique haute

résolution en 3D), nous offrons la précision de capteurs photographiques de 40 mégapixels pour les repérages de désordres et celle de capteurs infrarouges pour l'identification de défauts d'isolation et ce, dans des endroits



difficiles d'accès. Nous servons également les métiers de la promotion immobilière avec des prises de vues aériennes et notre capacité de modélisation 3D d'un bâtiment dans son environnement à travers nos panoramiques 360°.

VOTRE PRINCIPALE VALEUR AJOUTÉE RÉSIDE-T-ELLE DANS LE TRAITEMENT DE LA DONNÉE ?

Le drone apporte un gain d'efficacité en temps, en moyens et en exhaustivité. Mais capter des données est une chose, savoir les traiter en est une autre. Or, le big data, le data modeling

et l'algorithmie sont des techniques que nous maîtrisons parfaitement et cette valeur ajoutée se retrouve dans les fonctionnalités de notre plateforme cloud. Au lieu de recevoir une clé USB avec des milliers de photos haute résolution, nos clients accèdent à la maquette numérique du site qu'ils veulent inspecter. En un clic, ils peuvent obtenir les photos des points qu'ils ont sélectionnés, ils peuvent les annoter, prendre des mesures, calculer des volumes et partager ces informations avec les parties prenantes du projet.

LE CLIENT PEUT-IL COMPTER SUR UN SERVICE CLÉ EN MAIN ?

Absolument. C'est le fondement même d'Air Support. Nous prenons en charge l'ensemble de la prestation, de la commande en ligne à la réception des livrables sur notre plateforme. Nous nous appuyons sur un réseau de télépilotes professionnels présents sur l'ensemble du territoire français, DOM-TOM inclus, et dans les pays limitrophes. Tous sont équipés et formés à la technicité de nos services. Pour chaque mission, nous effectuons les démarches administratives afin d'obtenir les autorisations de vol et notre connaissance de la réglementation et des autorités aériennes nous permet d'opérer en zone urbaine.

PARROT AIR SUPPORT SAS

174, quai de Jemmapes 75010 Paris, France
01 48 03 73 27 - www.parrot-airsupport.com

OPPORTUNITÉS POUR LES ENTREPRISES ET UNIVERSITÉS FRANÇAISES

• La Corée du Sud fait l'objet de nombreux Accords bilatéraux de libre-échange (ALE) avec les autres pays et régions du monde, notamment en Asie, qui en font un véritable hub pour les entreprises françaises, notamment grâce à la baisse ou à la suppression des barrières douanières et tarifaires.

• De nombreux investisseurs en *early stage*, de nombreux incubateurs et de nombreux accélérateurs sont à la recherche de start-up internationales.

• Des possibilités pour les start-up françaises de collaborer en R&D et en open innovation avec l'un des très nombreux grands groupes français présents sur place ou dans l'un des 17 centres d'innovation déployés sur le territoire dans le cadre de la *creative economy*.

Le gouvernement coréen a mis en place des statuts et visas spéciaux :

• visa investisseur afin d'établir une entreprise en Corée du Sud : si un étranger (investisseur individuel ou entreprise) souhaite établir une entreprise en Corée du Sud, l'investissement doit être supérieur ou égal à 100 millions de wons (à peu près 100 000 dollars US) ;

• visa Oasis pour créer une start-up en Corée du Sud : ce programme est basé sur une série de cours dont la validation permet de

cumuler des points pour pouvoir obtenir ce visa. Les cours servent à se familiariser avec la culture coréenne, les réglementations locales (droit du travail, brevets...), mais aussi à accompagner les entrepreneurs dans la création de leur entreprise en Corée.

• Forte consommation : les Sud-Coréens sont très consommateurs de mode, de cosmétiques, d'accessoires et de technologies dernier cri. Leur sport préféré consiste à consulter et à profiter des nombreuses promotions qui leurs sont envoyées chaque



SECTEURS EN FORTE CROISSANCE

- > BIG DATA
- > E-COMMERCE
- > VÉHICULE CONNECTÉ ET AUTONOME
- > APPLICATIONS MOBILES
- > INTELLIGENCE ARTIFICIELLE
- > E-MARKETING
- > RÉALITÉ VIRTUELLE
- > GAMING

« CREATIVE ECONOMY » LA STRATÉGIE DE CROISSANCE, OU « SCALE-UP », DU GOUVERNEMENT CORÉEN

Au cours de son discours inaugural de 2013, la présidente Park Geun-hye a défini l'économie créative « *par la convergence de la science et de la technologie avec l'industrie, par la fusion de la culture et de l'industrie, et par l'épanouissement de la créativité au-delà des frontières. Il s'agit d'aller plus loin que la simple expansion des marchés existants et de créer de nouveaux marchés et de nouveaux emplois en s'appuyant sur la convergence des secteurs. Au cœur de l'économie créative, il y a la science, les technologies et l'industrie des technologies de l'information, domaines que j'ai définis comme des priorités clés* ». Dans son plan, le gouvernement coréen a mis l'accent sur la nécessaire

mise en place de Centres d'innovation de l'économie créative pour chacun des dix-sept gouvernements locaux.

Le centre d'innovation en économie créative est une base d'innovation régionale qui soutient la croissance et l'expansion à l'étranger des petites et moyennes entreprises dans les domaines de spécialisation de l'industrie régionale. Ces centres s'inscrivent dans la volonté du gouvernement d'atténuer la domination des chaebols. Ce sont eux qui en financent les coûts de fonctionnement et qui apprennent à y collaborer avec les start-up. Celles-ci bénéficient de l'expertise des grands groupes dans leur industrie, mais aussi d'un accompagnement personnalisé.

CHIFFRES CLÉS (2016)

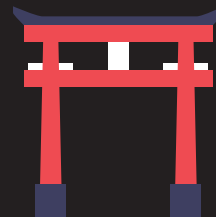
Plus de **2 800** start-up et PME créées dans les **17** centres d'innovation

Plus de **250** millions de dollars d'investissements

Plus de **1 300** emplois créés

JAPON

NOM OFFICIEL : Japon
NATURE DU RÉGIME : Démocratie
parlementaire
CHEF DE L'ÉTAT : Sa Majesté l'Empereur
Akihito depuis 1989
CHEF DU GOUVERNEMENT : Shinzo Abe
(depuis le 26 décembre 2012)



DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

(Source : France diplomatie)

SUPERFICIE : 377 915 km²

CAPITALE : Tokyo

VILLES PRINCIPALES : Sapporo, Yokohama, Nagoya, Osaka, Kobe, Kyoto, Fukuoka

LANGUE OFFICIELLE : Japonais

MONNAIE : Yen

POPULATION : 126,9 millions d'habitants (2016)



DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB : 4 938,6 Md USD (2016, 3^e rang mondial)

PIB PAR HABITANT : 37 595 USD (2015)

TAUX DE CROISSANCE : 1,2 % (Ministry of Finance, estimation 2015)

TAUX DE CHÔMAGE (AU SENS DU BIT) : 2,8 % (Japan Statistics Bureau, février 2017)

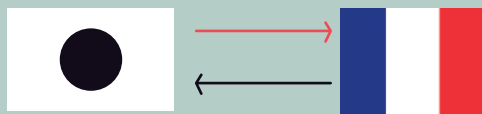
PRINCIPAUX CLIENTS (2015) : États-Unis (20,2 %) ; Chine (17,6 %) ; Corée du Sud (7,2 %)

PRINCIPAUX FOURNISSEURS (2015) : Chine (25,8 %) ; États-Unis (11,1 %) ; Australie (5 %)

PART DES PRINCIPAUX SECTEURS D'ACTIVITÉS DANS LE PIB (source : Bank of Korea - 2014)

AGRICULTURE **1 %** · INDUSTRIE **27 %** · SERVICES **72 %** (2014)

IMPORTATIONS FRANÇAISES DEPUIS LE JAPON **9,4 Md€**



IMPORTATIONS FRANÇAISES VERS LE JAPON **6,2 Md€**

AVANTAGES



LEADER MONDIAL DANS L'INNOVATION

Le Japon dépose plus de 30 % des brevets dans le monde (la grande ville de Tokyo – 30 millions d'habitants – dépose à elle seule plus de brevets que la France) et investit chaque année près de 4 % de son PIB dans la R&D.

LEADER MONDIAL DANS LE DOMAINE DES SEMI-CONDUCTEURS,

le Japon possède 70 % des réserves mondiales de silicium.

NUMÉRO UN MONDIAL DE LA ROBOTIQUE

Le Japon est historiquement le pays le plus en avance dans le secteur de la robotique, notamment sur l'aspect hardware. Cependant, son parc de robots industriels

diminue et a été rattrapé par de nombreuses entreprises étrangères sur les applications software. Les technologies japonaises restent un modèle pour les ingénieurs et développeurs en robotique du monde entier, mais leur développement reste largement endogène. Les intervenants, japonais comme étrangers, s'accordent sur la nécessité pour l'industrie robotique japonaise de développer davantage de collaborations internationales et de favoriser les liens entre recherche, entrepreneurs et industrie.

PARMI LES LEADERS DU JEU VIDÉO

Le secteur souffre néanmoins du même essouffement que la robotique. Bien que perçu

comme le pays phare des jeux vidéo, le Japon et son industrie centrée sur les consoles et les *core gamers* souffrent de la montée en puissance des jeux sur Smartphones destinés aux *casual gamers* et produits aux États-Unis.

FAIBLESSES

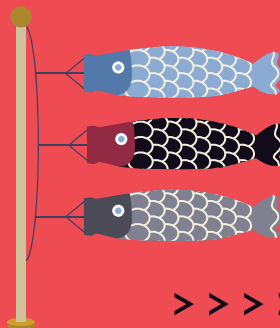
MANQUE D'INGÉNIEURS :

Contrairement à ce que l'on pourrait croire, le Japon manque d'ingénieurs, notamment dans le domaine, très critique pour l'industrie japonaise, de l'intelligence artificielle.

Il existe d'ailleurs une importante communauté française d'ingénieurs IT au Japon.

VIEILLISSEMENT DE LA POPULATION ET PÉNURIE DE MAIN D'ŒUVRE ET D'EXPERTISE

dans certains secteurs, dans un contexte de natalité basse et d'immigration restreinte.

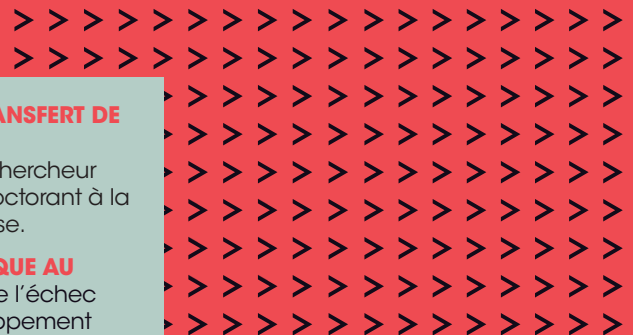


RETARD SUR LE TRANSFERT DE TECHNOLOGIES

et le passage du chercheur ou de l'étudiant doctorant à la création d'entreprise.

CULTURE ALLERGIQUE AU RISQUE :

la peur de l'échec pèse sur le développement de l'esprit d'entreprise dans la société japonaise.



OPPORTUNITÉS POUR LES ENTREPRISES FRANÇAISES

• *Le cloud computing* :

La faible utilisation du cloud par les entreprises japonaises offre des opportunités de marché. Seules 30 % des PME japonaises utilisent des services liés au cloud, contre plus de 60 % aux États-Unis et dans l'Union européenne. De nombreuses entreprises japonaises se tourneront donc vers le cloud, d'autant plus que celui-ci est essentiel au développement de l'Internet des objets (IoT) et donc à la robotique, ainsi qu'au développement des *smart cities*, projets majeurs du gouvernement japonais en vue des Jeux olympiques 2020.

• En lien avec le développement du cloud, les experts estiment que les industriels japonais devront investir davantage dans les technologies de cybersécurité dont l'importance a longtemps été négligée dans l'industrie japonaise, exposant les entreprises à des risques élevés de cyberattaques.

• Un besoin d'expertise dans les domaines où l'expertise nationale ne suffit pas et dans lesquels la France possède des atouts : innovation technologique, financement et gestion des infrastructures.

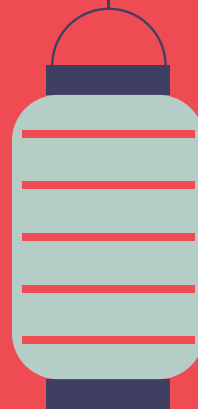
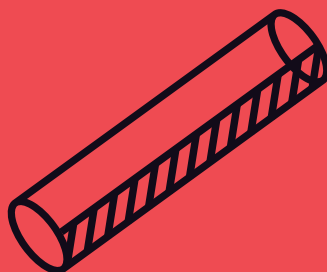
• Les solutions digitales liées à la *smart economy*, notamment dans le domaine des services, car il y a un manque de ressources humaines pour les services à domicile (*silver economy*, garde d'enfants, ménage, santé...).

• Le e-commerce et les solutions de logistique innovantes pour les livraisons constituent également un gisement d'opportunités au Japon :

• Le marché du e-commerce devrait représenter près de 230 milliards d'euros en 2022 (d'après JapanConsuming.com, à partir de sources METI et Nomura Research Institute) ;

• les acteurs japonais de l'e-commerce investissent massivement dans les infrastructures logistiques : l'entreprise de logistique singapourienne, Global Logistic Properties (GLP), va ouvrir un centre logistique – opérationnel en 2022 – de 320 000 m², ce qui en fera le plus grand centre logistique sur le territoire japonais. Chronopost et son équivalent au Japon, Yamato Holdings, ont signé en 2017 un partenariat afin d'améliorer les transferts entre la France et le Japon.

• Lancer des programmes de R&D avec les doctorants dans les universités et/ou par des transferts de technologie avec ces mêmes universités.



• Énormes potentialités dans le développement de l'IoT industriel, du *big data* et de la robotique : les Japonais sont très en avance dans ces domaines, aussi bien au niveau technologique qu'industriel, normatif ou encore de la standardisation, et sont toujours à la recherche de nouvelles solutions (par exemple Toshiba, en difficulté, qui se repositionne clairement sur l'IoT industriel).

• Le *gaming* reste un secteur très porteur et très populaire au Japon et le fait, pour un acteur étranger, d'être présent sur le marché japonais constitue une excellente référence au niveau international.

STRATÉGIE, TECHNOLOGIES CLÉS ET MOYENS D'ACTION DE L'INDUSTRIE JAPONAISE

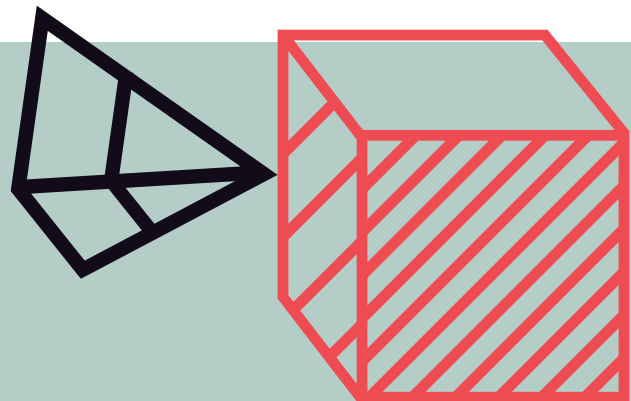
L'organisation des Jeux olympiques de Tokyo en 2020 représente, tant pour le gouvernement que pour les grandes entreprises japonaises, le principal horizon pour le développement et la diffusion des technologies qui constitueront l'avenir industriel du Japon. Robotique, Internet des objets, *big data*, nouvelles technologies de visualisation et 5G constitueront ainsi la « vitrine technologique » du Japon pour les JO. Dans cet objectif, le gouvernement japonais a adopté une nouvelle stratégie de croissance visant à faire entrer le Japon dans l'ère de l'« industrie 4.0 » en se fixant des cibles ambitieuses, telles que la mise en place de cinquante « usines intelligentes » en 2020. Différents outils sont par ailleurs mis en place pour stimuler l'investissement et faciliter le développement des nouvelles technologies dans l'industrie. Dans le cadre de sa nouvelle stratégie de croissance, le Japon identifie l'Internet des objets (IoT) comme un levier majeur de renforcement de la productivité industrielle du pays. Mais si les entreprises japonaises sont toujours à la pointe sur le plan des équipements et matériels

hardware, elles peinent à se démarquer par rapport à leurs concurrents étrangers dans le développement de nouvelles applications. Le gouvernement japonais n'hésite donc pas à endosser un rôle d'évangéliste afin de s'assurer que l'IoT se déploie dans l'ensemble des secteurs.



Deux initiatives publiques-privées ont été créées en 2015 afin de soutenir le déploiement de l'IoT à travers les industries :

- La Robot Revolution Initiative, fondée en février 2015, réunit des représentants de la recherche et de l'industrie dans plusieurs secteurs (automobile, agriculture, infrastructures, santé et soins à la personne) qui ont défini une nouvelle stratégie robotique pour le Japon visant à répondre à ses défis économiques et sociétaux. Cette initiative organise sa réflexion autour de groupes de travail, dont l'un porte sur « la révolution de l'industrie manufacturière par l'IoT ».
- Le forum public-privé IoT Acceleration Consortium a été créé en octobre 2015 pour développer notamment la normalisation et de nouvelles applications IoT. Né sous l'impulsion du METI et du MIC, il regroupe plus de 3 000 membres gouvernementaux, issus du secteur privé et de la recherche, japonais, mais aussi américains, allemands, français, etc.



LES SYNTHÈSES COMPLÈTES CORÉE DU SUD ET JAPON SONT DISPONIBLES SUR LE SITE DIGITALDISRUPTIONLAB.INFO, RUBRIQUE OBSERVATOIRE.



medef.com
rajeunit

**” J'ai 8 ans
de croissance
d'activité ”**

**Retrouvez le nouveau site
du MEDEF à partir du 29 août**



AUTOMATIC SYSTEMS

Access Controlled...
Future secured



AUTOMATIC SYSTEMS, L'EXPERTISE DU CONTRÔLE D'ACCÈS



Filiale du groupe Bolloré, Automatic Systems est un leader mondial des équipements de contrôle d'accès automatisés. Son DG, Luc Vergels, nous fait découvrir cette entreprise belge de 48 ans à la croissance soutenue.

QUELLES SONT LES CLÉS DE LA RÉUSSITE D'AUTOMATIC SYSTEMS ?

Tout d'abord, nous sommes focalisés sur un secteur d'activité, le contrôle d'accès automatisé sur trois segments de marché équilibrés, à savoir le piéton, le véhicule, et le passager. De plus, nous privilégions une approche de qualité et de produits haut de gamme, ce qui nous vaut d'être à la pointe en termes de technologie et de fiabilité. Cette réussite tient aussi à notre adossement au groupe Bolloré, qui nous offre une assise financière tout en nous laissant une grande liberté d'action.

VOS ÉQUIPEMENTS SONT PRÉSENTS DANS LE MONDE ENTIER. QUELS SONT CEUX SUR LESQUELS SE FONDE VOTRE RÉPUTATION ?

Notre savoir-faire est reconnu dans les trois marchés où nous évoluons. Les produits les plus visibles, sur les autoroutes et les parkings, sont dédiés à l'accès véhicules : une gamme de barrières levantes et pivotantes, de bornes et d'obstacles escamotables. Les équipements piétons, tels que portillons, tourniquets et sas de sécurité plus discrets, sont conçus pour permettre une unicité de passage dans les entrées d'immeuble. Côté passagers, nous travaillons avec les opérateurs et les intégrateurs à des solutions automatisées pour les aéroports, les gares ferroviaires et stations de métro.

COMMENT VOS MÉTIERS ÉVOLUENT-ILS DANS UN CONTEXTE MARQUÉ PAR LE TERRORISME ?

Les menaces actuelles renforcent les besoins en haute sécurité. Pour le véhicule, on nous demande d'installer des équipements capables de résister à des voitures bélier et à des impacts de balles. Cependant, la sécurité et le filtrage doivent aller de pair avec l'automatisation. Dans le cas des aéroports, le challenge est d'assurer un contrôle automatisé sans diminuer le flux de passagers.

DANS QUELLE MESURE L'INNOVATION EST-ELLE AU CŒUR DE VOTRE ACTIVITÉ ?

Nous nous efforçons d'être le plus en amont possible de la technologie. Au lieu de brader la qualité, nous souhaitons rester concurrentiels à travers la performance de nos produits. Pour cela, notre maison mère centralise la R&D, tandis que nos filiales en France et au Canada adaptent nos innovations aux besoins des marchés européen et nord-américain. Nous travaillons aussi à la protection de nos équipements connectés contre les cyberattaques.

QUELS SONT VOS PRINCIPAUX PROJETS ?

À côté de la sécurisation de sites sensibles militaires, administratifs et privés, nous sommes sur différents projets de transport public. Après Lille, nous équipons des métros en Amérique latine. Nos produits vont aussi être installés dans les grandes gares TGV françaises et celles de la ligne Miami-Orlando. Nous continuons par ailleurs de nous développer au Moyen-Orient : nous venons de doter l'aéroport d'Abou Dhabi de couloirs de contrôle à l'immigration.



EN FRANCE, UNE FILIALE TOURNÉE VERS LA SÉCURITÉ



Olivier Le Bras



Créée en 1974, Automatic Systems France est la première filiale du groupe fondé par Michel Coenraets. Avec des effectifs de 94 personnes sur un total de 350, elle génère près d'un tiers du chiffre d'affaires global et rayonne sur tout le territoire métropolitain, l'Outre-Mer et l'Afrique francophone. Ses principaux marchés : le contrôle d'accès pour piétons et véhicules. Mais un troisième périmètre prend de l'ampleur, celui de la haute sécurité.

« Sur ce marché en forte croissance, nous sommes les seuls à proposer trois métiers sécurisant un accès intérieur comme extérieur », précise Olivier Lebras, directeur des ventes pour la France. C'est ainsi qu'Automatic Systems France assure désormais les contrôles périmétriques des hôtels de Disneyland Paris et des différents sites du ministère de l'Intérieur, dont celui, prestigieux, de la Place Beauvau.

FORTE VALEUR AJOUTÉE SUR LA SÉCURITÉ

Ces réalisations sont le fruit de couplages entre des équipements fabriqués en usine et des produits spécialement conçus pour répondre à la menace terroriste. « Plus qu'à l'aspect économique, les clients sont sensibles à la forte valeur ajoutée de nos produits et à l'expertise de nos agents », relève Olivier Le Bras. La demande n'en est que plus forte, notamment parmi les grands groupes présents à La Défense, où Automatic Systems est numéro un en matière de sécurisation d'accès. « Beaucoup font appel à nous pour l'installation de systèmes de sas pour piétons, que ce soit le leader de la cosmétique pour son nouveau siège en région parisienne, ou encore l'immeuble de direction d'une importante entreprise pétrolière.

Sur le territoire français, les sites sensibles équipés par Automatic Systems se comptent par dizaines. La signature du groupe se retrouve aux entrées d'usines d'armement de l'armée, mais aussi de l'aéroport de Nice et du Parlement européen à Strasbourg. Au Mont Saint-Michel, l'accès piéton est protégé par des herses pour éviter l'agression d'un véhicule bélier. Autre dispositif de sécurité : des barrières pivotantes mises en place le long du boulevard périphérique de Lyon.

MÉTIERS HISTORIQUES

Le marché de la sécurité n'éclipse toutefois pas ceux, plus traditionnels mais complémentaires, du contrôle d'accès automatisé. Motif de fierté, Automatic Systems équipe le nouveau Palais de justice de Paris pour l'accès piétons. Côté véhicules, ses barrières contrôlent les entrées du nouveau Village Nature de Disneyland. Elles sont aussi très présentes dans les parkings publics gérés par les leaders mondiaux de l'exploitation de parking public, sans oublier les autoroutes du sud de la France.

« Les exploitants veulent des équipements qui tiennent la cadence et soient certifiés pour 5, 10 ou 15 millions de passages », observe le directeur des ventes. « Peu de nos concurrents sont en mesure de proposer ce type de produits. La fluidité est un de nos atouts. » L'autre grand atout d'Automatic Systems est sa capacité à proposer du sur-mesure. Il dispose pour cela de quatre sites de production : deux en Belgique, dont un spécialisé dans le transport public, un en France, dédié aux véhicules, et un au Canada, chargé d'adapter les produits aux normes nord-américaines.

DANS UN MONDE QUI CHANGE,
**ON FINANCE SES FACTURES EN LIGNE
ET EN TOUTE SÉRÉNITÉ.**



FINSY : LE FINANCEMENT DE VOS FACTURES 100 % DIGITAL

- Financement sous 48 heures ouvrées de tout ou partie de vos factures
- Gestion dématérialisée, sans frais de dossier
- Demande ponctuelle ou récurrente

entreprises.bnpparibas.fr



BNP PARIBAS

La banque
d'un monde
qui change

VIE DU RÉSEAU

LE CARNET

PREMIER MOUVEMENT D'ENTREPRISES DE FRANCE, LE MEDEF EST EN PERPÉTUEL RENOUVELLEMENT. DANS LES FÉDÉRATIONS, PROFESSIONNELLES COMME DANS LES MEDEF TERRITORIAUX, DE NOUVEAUX PRÉSIDENTS ET DÉLÉGUÉS GÉNÉRAUX PRENNENT LES RÊNES. POINT SUR LES NOMINATIONS DE CES DEUX DERNIERS MOIS.

PHOTOS : © DR



PASCALE SEBILLE A ÉTÉ ÉLUE PRÉSIDENTE DU MEDEF AISNE.



SANDRINE FLEURY EST LA NOUVELLE PRÉSIDENTE DU MEDEF TOURAINE.



LUC BAIJOT A ÉTÉ ÉLU PRÉSIDENT DU MEDEF OISE.



ANDRÉ ROBERT-DEHAULT EST LE NOUVEAU PRÉSIDENT DU MEDEF HAUTE-MARNE.



PAUL SEIGNOLLE A ÉTÉ ÉLU PRÉSIDENT DU MEDEF LOIR-ET-CHER.



FRANCK ALLARD A ÉTÉ ÉLU PRÉSIDENT DU MEDEF GIRONDE.



HERVÉ KERMARREC EST LE NOUVEAU PRÉSIDENT DU MEDEF ILLE-ET-VILAINE.



SAMUEL HERVÉ A ÉTÉ ÉLU PRÉSIDENT DU MEDEF MONTPELLIER-HÉRAULT.

Vous allez travailler ou voyager à l'étranger
Mais vous ne maîtrisez pas la langue
Vous avez des difficultés ou vous avez peur de parler

**Nous avons la solution
pour vous aider**



LANGUES OUSHYPNOSE®

www.languesoushypnose.com
contact@languesoushypnose.com

PARIS

28 Rue de la Chapelle
75018 Paris
01 71 18 28 16

METZ

12 Rue Haute Pierre
57000 Metz
03 54 73 64 86

MORGES (Suisse)

Rue des Charpentiers 26
1110 Morges
+41 (0)21 804 10 44

LANGUES O U S H Y P N O S E[®]

Une méthode qui fait ses preuves



Créateur de la méthode Langue sous hypnose, le psychologue Pascal Dilly nous fait découvrir cette formule d'apprentissage plébiscitée par un nombre croissant de cadres et de dirigeants d'entreprise en France et à l'étranger.

AU-DELÀ DES PRÉJUGÉS ET DES IDÉES REÇUES, DANS QUELLE MESURE L'HYPNOSE FACILITE-T-ELLE L'ACQUISITION D'UNE LANGUE ?

Il faut tout d'abord préciser que l'hypnose est un mode de fonctionnement normal du cerveau humain. Nous l'expérimentons plusieurs fois par jour, par exemple au cinéma ou au volant d'une voiture. Entraîner la personne à recréer volontairement cet état hypnotique permet d'optimiser son aptitude à percevoir les sons et les fréquences d'une langue en augmentant sa concentration et sa capacité de mémorisation. Mais cela ne peut se faire que si elle évite d'intellectualiser. Le travail sous hypnose facilite justement la levée des blocages psychologiques et libère l'élève de toute forme de complexe.

EN QUOI CONSISTE LA MÉTHODE QUE VOUS DÉVELOPPEZ DEPUIS PRÈS DE 30 ANS ?

Nous enseignons 17 langues, bientôt 18, et pour chacune d'elles, nous avons conçu des textes et une progression pédagogique. Notre méthode, en présentiel dans nos centres (à Metz, Paris et Morges, en Suisse) ou en e-learning, s'appuie sur l'hypnose pour aider la personne à entendre distinctement les sons de la langue enseignée avant la compréhension des mots. Le premier objectif est en effet de réduire son champ auditif afin qu'elle puisse entendre distinctement. C'est une étape cruciale car, dès l'âge de 7 ans, l'oreille se ferme aux tonalités qu'elle ne distingue pas. Le professeur reviendra ensuite, hors hypnose, avec l'élève sur les points de grammaire ou d'expression, dans le cadre d'un suivi individualisé.

COMMENT SE DÉCOMPOSENT LES COURS QUE VOUS PROPOSEZ ?

Le temps de préparation à l'hypnose dure une heure et demie et permet de caler l'oreille sur la fréquence de la

langue étudiée. Chaque cours est fractionné en trois phases de 20 minutes. La première vise à entendre et reconnaître les sons. La seconde, sans hypnose, a pour objet de comprendre et parler. L'enseignant met en place des états réflexes qui permettent d'exprimer une idée sans passer par la traduction. Le troisième temps, à nouveau sous hypnose, vient consolider ces réflexes : le professeur lit des textes à différentes vitesses et demande à l'élève de les répéter. Cette phase est enregistrée pour que la personne puisse réécouter. Chaque cours dure un minimum de 2h, et on peut prendre jusqu'à huit heures de cours par jour, sans fatigue ni saturation. Il faut une quarantaine d'heures pour arriver à l'autonomie dans la langue, avec un palier d'évolution qui commence à se faire sentir aux alentours de 24h.

QUI SONT VOS CLIENTS ET QUELLE EST LEUR MOTIVATION ?

Les profils vont de l'étudiant en période d'examen au retraité préparant un voyage. Mais l'immense majorité de nos clients sont des chefs d'entreprise, des cadres et des professions libérales. Nous travaillons notamment avec Saint-Gobain, Société générale, Electrolux, Siemens, Eiffage, Kellogs, Good Year, Crédit agricole, Banque Populaire, Ferrari, SwissLife avec qui nous avons un contrat cadre, et aussi avec des avocats et des médecins. Pour la Caisse d'Épargne, nous avons construit des modules de formation spécifiques pour la formation de directeurs souhaitant perfectionner leur vocabulaire financier. Ces professionnels ont besoin d'apprendre des langues rapidement ou d'améliorer leur niveau. Et tous veulent des cours sur mesure. ■

AFROBYTES

RENDEZ-VOUS INTERNATIONAL
DE L'“AFRICAN TECH INDUSTRY” AU MEDEF

EN JUIN 2017, AFROBYTES, LE RENDEZ-VOUS INTERNATIONAL DE LA TECH AFRICAINE, A PROPOSÉ PLUS D'UNE CENTAINE D'INTERVENANTS ET PAS MOINS DE 15 *WORKSHOPS* DÉDIÉS À L'ACCÉLÉRATION DIGITALE DES MARCHÉS AFRICAINS. EN L'ESPACE DE DEUX ANS, LE RENDEZ-VOUS DE RÉFÉRENCE DE LA *TECH* AFRICAINE EST DEvenu UNE VÉRITABLE *MARKET PLACE* INTERNATIONALE. AFROBYTES A EN EFFET POUR PARTICULARITÉ DE RASSEMBLER LA *TECH* FRANCOPHONE ET ANGLOPHONE SOUS UN MÊME TOIT AVEC UN FOCUS SUR LES PAYS À FORTE CROISSANCE ET PORTÉS PAR LES USAGES MOBILE : NIGERIA, AFRIQUE DU SUD, KENYA, RWANDA, CÔTE D'IVOIRE, CAMEROUN, SÉNÉGAL...

L'événement s'adresse tant aux start-up et entreprises internationales à la recherche de nouvelles opportunités de croissance qu'aux investisseurs désireux de profiter des potentialités de retour sur investissement qu'offre l'innovation africaine. Les plus de quarante nationalités représentées démontraient à elles seules l'intérêt certain que suscitent les nouveaux réseaux d'affaires africains. L'enjeu pour les grandes entreprises présentes telles que Facebook, Google, Eutelsat, Dropbox, LVMH, Danone, Vinci, Orange, Wari... était d'une part de comprendre comment adresser les *millennials* africains, et d'autre part de se connecter aux start-up et aux *tech hubs* dont les stratégies de croissance reposent sur une disruption accélérée de tous les secteurs clés de la croissance africaine.

UN NOUVEL ÉCOSYSTÈME D'AFFAIRES

Afrobytes propose un nouveau paradigme pour aborder les marchés africains. Tout d'abord, sa conviction est que la nouvelle matière première de l'Afrique est sa *data*. La compréhension des attentes de ceux dont elle émane, les consommateurs africains, a été le fil rouge de thèmes tels que la *fin tech*, l'*agri tech*, l'*IoT* ou la *blockchain*. Ensuite, son ambition est de donner corps à un tout nouvel écosystème d'affaires. Afrobytes fait de Paris un point d'accès majeur du pont entre la *tech* africaine et les écosystèmes *tech* mondiaux. Enfin, son positionnement est résolument pragmatique et "post-plaidoyer africain". Les usages de la classe moyenne émergente et connectée en termes de consommation, de mobilité et de paiements étaient au cœur des *workshops* afin de proposer des clés de compréhension très "time to market".

NETWORKING ET RENCONTRES B2B

Les sessions de networking et les rencontres B2B ont permis aux acteurs présents de conclure de nombreux contrats, d'établir des partenariats stratégiques et d'identifier de nouvelles opportunités d'investissements. Fort de ce succès, Afrobytes va déployer sa stratégie à l'international et accompagner tout au long de l'année les entreprises lors de *workshops* sur mesure. Le 5 septembre 2017, à Paris, Afrobytes organisera au MEDEF les *pitchs* de 15 start-up africaines parmi les plus en vues, en collaboration avec le ccHub, premier incubateur du Nigeria récemment visité par Mark Zuckerberg et Sundar Pichai, respectivement CEO de Facebook et de Google. Du 18 au 23 novembre, à Nairobi, dans le cadre du forum Stars in Africa porté par le MEDEF, Afrobytes proposera une *learning expedition* en partenariat avec iHub, le principal *tech hub* d'Afrique de l'Est. En janvier à New York, puis en février à Hong Kong, Afrobytes mettra à nouveau en avant l'expertise française des marchés africains lors de sessions préparatoires à sa troisième édition qui se tiendra les 7 et 8 juin 2018 prochains au MEDEF.

Pour participer ou obtenir plus d'informations, rendez-vous sur www.afrobytes.com.



bluevalet.fr

« Blue Valet révolutionne le stationnement dans les aéroports et les gares en France. »

H. RICARD, co-fondateur Blue Valet



BLUE VALET

VOTRE VOYAGE COMMENCE AVEC NOUS

BLUE VALET, VOITURIER 2.0 POUR VOYAGEURS

Lancée en 2015, la start-up Blue Valet est aujourd'hui leader sur son marché du parking avec voiturier dans les hubs de mobilité français. Benoît Ricard, cofondateur de l'entreprise avec son frère Hugo, nous livre les clés de ce décollage réussi.

Sur quels principes s'appuie votre offre ?

Notre concept repose sur une offre de stationnement adaptée aux besoins des voyageurs, loisirs ou business. Le service est simple, rapide et économique, la réservation s'effectue en ligne. Le jour de votre départ, un voiturier dédié prend en charge votre véhicule directement au dépose-minute du terminal d'embarquement et va le stationner dans un parking partenaire et sécurisé. Il vous le restitue le jour de votre retour devant le terminal d'arrivée. Les contraintes de mobilité liées au stationnement dans une zone aéroportuaire ou ferroviaire sont effacées, de même que le stress généré par les déplacements qui précèdent ou suivent le voyage.

Comment réserve-t-on son voiturier Blue Valet ?

Le voyageur peut réserver depuis son ordinateur ou son smartphone, via le site et prochainement depuis l'application Blue Valet. Quelques clics suffisent et le tarif - qui comprend le service voiturier, le stationnement et l'assurance à 100% du véhicule - lui est proposé à l'avance.

Cela évite au client de découvrir l'addition du parking à son retour ! Pendant sa réservation, il a la possibilité d'ajouter des options d'entretien : nettoyage de son véhicule, pression des pneus, mise en carburant ...

En quoi votre offre business est-elle un plus pour les entreprises ?

L'offre Blue Valet for Business est une solution de gestion dédiée aux professionnels. Notre plateforme de réservation BtoB permet à une entreprise de centraliser et visualiser les déplacements de ses collaborateurs depuis une seule et même interface de gestion. Elle répond d'autre part à toutes les problématiques business : facturation et paiement mensuels, maîtrise des dépenses et absence de notes de frais de parking. Autant d'arguments auxquels les entreprises sont sensibles.

Où êtes-vous présents en France ?

Dès cette année, les huit plus gros aéroports français seront couverts. Nous sommes déjà présents à Bordeaux-Mérignac, Toulouse-Blagnac, Marseille-Provence, Nice-Côte d'Azur, Nantes-

Atlantique et Roissy-CDG. En septembre, nous le serons à Paris-Orly et Lyon-Saint-Exupéry. Pour les gares, Blue Valet est opérationnel à Bordeaux et Aix-en-Provence, qui sont des hubs business importants. Nous sommes en train de déployer le service dans une quinzaine d'autres gares, notamment à Paris et dans les villes où nous sommes implantés côté aéroport.

Vous avez déjà séduit 40 000 passagers, quels sont vos projets à court terme ?

Nous visons le marché européen dès la fin 2017. Le déploiement se fera sur l'Allemagne, la Belgique, l'Espagne, les Pays-Bas et le Royaume-Uni, en commençant par l'aéroport de Bruxelles. Comme Blue Valet est conçu comme un point d'entrée, nos commerciaux travaillent aussi à une offre BtoBtoC avec des voyageurs. Nous envisageons enfin un partenariat avec un grand centre auto français afin de proposer des solutions d'entretien complètes et sans surcoût. Notre ambition est d'installer la marque et de faire du service Blue Valet un réflexe mobilité pour voyager sans stress depuis les aéroports et les gares en France et en Europe.



UNIVERSITÉ D'ÉTÉ DU MEDEF

29-30 AOÛT 2017

#UEMEDEF17



**L'AVENIR
C'EST LA FRANCE !**

LA 18^E ÉDITION DE LA DÉSORMAIS TRADITIONNELLE UNIVERSITÉ D'ÉTÉ DU MEDEF AURA LIEU LES 29 ET 30 AOÛT PROCHAINS SUR LE CAMPUS D'HEC À JOUY-EN-JOSAS. RÉSOLUMENT PLACÉE SOUS LE SIGNE DE L'OPTIMISME, L'UNIVERSITÉ D'ÉTÉ, QUI MARQUE LA RENTRÉE ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE EN FRANCE, A CHOISI CETTE ANNÉE POUR THÈME "CONFIANCE & CROISSANCE, L'AVENIR C'EST LA FRANCE !"

Le monde change et se transforme de plus en plus vite : doutes européens, terrorisme, montée des populismes, tentations protectionnistes, digitalisation, bouleversements climatiques... Dans ce monde de ruptures, il nous faut repenser nos modèles et inventer sans cesse de nouvelles logiques économiques pour redonner confiance à tous, car seule la confiance permettra de retrouver durablement le chemin de la croissance. La mondialisation n'est pas morte ! Le monde reste à équiper et le futur à inventer.

DEMANDEZ LE PROGRAMME !

**MARDI 29 AOÛT
14H À 20H
BE GLOBAL**


Quand l'imprévisible devient partout la norme, que les victoires programmées se transforment en déroutes, comment garder confiance ? Comment contrer les effets négatifs de la mondialisation et éviter les laissés-pour-compte ?

Il appartient aux entreprises, mais aussi aux gouvernements et aux pouvoirs publics, de transformer l'incertitude en avantage concurrentiel, de faire de la pédagogie et de mettre en place les garde-fous nécessaires pour rendre la mondialisation acceptable par tous et faire en sorte qu'elle profite à chacun. Cette première demi-journée tentera de décrypter le nouveau monde en train d'émerger avec l'Afrique qui s'élançait, la Chine en nouvel héraut du libre-échange, l'Amérique égocentrée, la Russie conquérante, le Moyen-Orient en feu, l'Asie en suspens... et une Europe à repenser, après le Brexit, dans laquelle la France a sans doute un rôle de premier plan à jouer. Cette demi-journée permettra de s'interroger sur les nouvelles formes du commerce international à l'heure où émergent ici ou là des tentations protectionnistes et de se demander comment les entreprises françaises peuvent gagner. Elle sera l'occasion de mesurer aujourd'hui l'impact de l'opinion publique et d'analyser le divorce qui semble se creuser entre le peuple et les élites, avec la place des réseaux sociaux. Lors de cette première demi-journée, nous nous interrogerons aussi sur le retour des religions qui font de plus en plus irruption dans le débat public et attirent les passions, et sur le rôle que doit jouer l'entreprise face au fait religieux. Nous chercherons à mieux cerner les nouveaux dangers que constituent cybercriminalité, cyberpornographie et cyberdépendance, et à imaginer les parades à mettre en place. Nous analyserons les menaces de conflits qui pèsent sur le monde et la place des

entreprises pour la préservation de la paix. Enfin, nous chercherons à voir toujours plus grand à travers les dernières découvertes de l'astrophysique et leurs enjeux économiques et écologiques. Pour clôturer cette première demi-journée, une séquence plénière intitulée "Quelle équipe de France pour conquérir le monde ?" insistera sur les atouts et les talents français.

**MERCREDI 30 AOÛT
9H30 À 13H
BE SMART**

Internet des objets, *big data*, *cloud computing*, impression 3D, intelligence artificielle, robotisation, véhicules autopilotés, neurosciences, génomique, nanomatériaux, énergies renouvelables, médecine à distance... si l'on en croit les futurologues, "Homo sapiens sapiens va accomplir plus de progrès techniques au XXI^e siècle que pendant ses 100 000 premières années sur la planète".

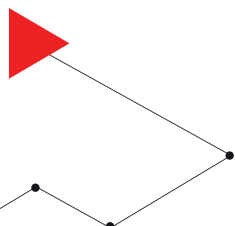


Cette deuxième demi-journée montrera comment la France va devoir faire face aux grandes transformations du monde en libérant l'audace créatrice et en changeant radicalement de méthode pour s'assurer un leadership dans les filières d'avenir. Elle permettra de se demander si l'économie circulaire tourne rond et comment faire de nos déchets des matières premières. Elle cherchera à réinventer la ville à travers de nouveaux modèles urbains durables où tout le monde – enfants, femmes, jeunes, seniors... – trouvera sa place... sans oublier bien sûr les entreprises ! Elle insistera sur le pouvoir de l'optimisme, de la bienveillance, de l'enthousiasme et de la confiance qui, seuls, permettent d'oser et d'entreprendre. Elle se penchera sur le concept de disruption pour sortir des sentiers battus, en finir avec les postures, casser les codes et bousculer l'ordre économique social et sociétal établi. La plénière qui clôturera cette deuxième demi-journée sera consacrée une nouvelle fois à l'emploi, qui reste la priorité numéro un pour les Français, comme pour le MEDEF.

MERCREDI 30 AOÛT 14H30 À 20H TOUS ENTREPRENEURS !

Près d'un Français sur quatre envisagerait de créer ou de reprendre une entreprise. Les Français sont donc de plus en plus nombreux à faire preuve d'audace créatrice. Mais l'écart entre ceux qui rêvent de devenir entrepreneurs et ceux qui le deviennent vraiment reste trop important. Fiscalité confiscatoire, fardeau des charges sociales, rigidités du droit du travail ou simplement peur de l'échec... beaucoup n'osent pas franchir le cap. Entreprendre n'est pas un métier, c'est avant tout un état d'esprit. La troisième demi-journée de l'Université d'été 2017 analysera comment tout mettre en œuvre pour libérer, partout en France, cet esprit d'entreprise.

Cette troisième demi-journée permettra de passer en revue les moyens nécessaires pour briser enfin les plafonds de verre qui freinent encore l'évolution professionnelle des femmes et des minorités visibles : immigrés, jeunes des quartiers, handicapés... Elle se demandera qui aura enfin cette idée folle de réinventer l'école pour en finir avec la dégringolade française dans les classements



internationaux, et faire en sorte qu'aucun jeune n'arrive au collège sans savoir ni lire, ni écrire, ni compter. Elle parcourra le nouveau marché de la connaissance ouvert par l'*open-innovation* où chercheurs, salariés, fournisseurs, clients, et parfois même concurrents travaillent ensemble. Elle analysera tous les bouleversements induits par l'intelligence artificielle. Elle cherchera à définir l'environnement fiscal idéal pour faire de la France une terre de confiance et d'attraction. Elle se demandera pourquoi cette obsession actuelle du court terme qui empêche souvent de bien anticiper l'avenir. Elle fera le point sur les moyens de permettre à une TPE de devenir grande et de dépasser le syndrome de Peter Pan. Elle valorisera les seniors qui osent, à l'âge de la retraite, créer une entreprise et démarrer une nouvelle vie. Elle plaidera pour que l'esprit d'entreprise se libère aussi en milieu rural et pour la redynamisation de tous les territoires. La plénière de clôture "Libérez l'entreprise !" permettra aux chefs d'entreprises de préciser toutes leurs attentes face au nouveau gouvernement et d'expliquer comment ils entendent utiliser leur liberté retrouvée pour le bien de tous les Français.

“HOMO SAPIENS SAPIENS VA ACCOMPLIR PLUS DE PROGRÈS TECHNIQUES AU XXI^e SIÈCLE QUE PENDANT SES 100 000 PREMIÈRES ANNÉES SUR LA PLANÈTE”.

DES ESPACES THÉMATIQUES

En plus des conférences débats, l'Université d'été sera aussi l'occasion de mettre en valeur les partenaires de l'entreprise à travers plusieurs espaces thématiques.

L'ESPACE BUSINESS DÉVELOPPEMENT

est dédié aux acteurs de l'aide au développement et à l'accompagnement des entreprises.

L'ESPACE INNOVATION : INNOVER POUR PROTÉGER

sera consacré cette année à la défense et à la sécurité. Des entreprises y présenteront leurs innovations, et trois conférences spéciales seront consacrées à la safe city et à ses enjeux, à l'homme augmenté et aux frontières repoussées, ainsi qu'à l'intelligence artificielle et sa souveraineté.

L'ESPACE TPE-PME & ADHÉRENTS

mettra en avant les TPE- PME qui représentent plus de 97 % des adhérents du MEDEF.

LA RUE DE LA FORMATION

mettra l'accent sur les outils et l'accompagnement auxquels les dirigeants de TPE-PME peuvent faire appel pour développer les compétences de leurs salariés dans trois domaines : l'international, le numérique et le développement durable.

BEAU TRAVAIL & TOUR DE FRANCE

seront cette année encore présents pour promouvoir l'apprentissage comme filière d'excellence.

L'ESPACE LOGEMENT

sera l'occasion de rappeler les enjeux du logement en France et de mettre en avant les partenariats innovants autour des entreprises qui construisent.

L'ESPACE “BE GLOBAL, BE SMART, BE ENTREPRENEUR !”

dédié aux entrepreneurs qui saisissent les opportunités d'un monde en pleine évolution, sera proposé en collaboration

L'UNIVERSITÉ D'ÉTÉ EN CHIFFRES

6000

VISITES EN DEUX JOURS

150

INTERVENANTS DE NATIONALITÉS

15

400

JOURNALISTES NATIONAUX ET INTERNATIONAUX ET

80

BLOGUEURS

120

ENTREPRISES PARTENAIRES

Nouvelle Opel

INSIGNIA

La technologie allemande à portée de main

- Affichage tête haute⁽¹⁾
- Caméra 360° à vision panoramique⁽¹⁾
- Chargement de smartphone par induction⁽¹⁾
- Phares Matrix adaptatifs IntelliLux® LED⁽¹⁾
- **OPEL OnStar**[®] on board avec Wi-Fi 4G⁽²⁾

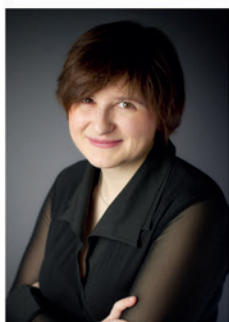


(1) Équipements de série ou en option selon la finition. (2) OnStar® on Board = OnStar® à bord. Les services OnStar® et le Wi-Fi requièrent une activation et un contrat avec OnStar Europe Ltd, ainsi que la souscription d'un Pass SFR, payant après 3 mois d'essai ou 3 Go pour le Wi-Fi. Services soumis à la disponibilité et à la couverture du réseau mobile. Conditions sur opel.fr

Consommation mixte nouvelle gamme Insignia (l/100 km) : 4.0/8.7 et CO₂ (g/km) : 105/199.



OPEL ENTREPRISES



POUR UNE PROTECTION SOCIALE ADAPTÉE À L'ENTREPRISE

Dirigeante du cabinet Actarem qu'elle a créé en 2013, Valérie Schmitt s'appuie sur neuf années d'expérience avec des entreprises du CAC 40 pour conseiller directions et représentants du personnel sur les sujets de protection sociale. Rencontre avec une experte en prise directe avec sa clientèle.

En quoi consiste votre activité ?

Mon rôle, en tant qu'actuaire conseil, est d'aider les entreprises à trouver les solutions adaptées à leurs besoins en protection sociale. Le domaine est très contraint par la réglementation mais nous disposons de leviers autres que la hausse des cotisations. Avec une approche pragmatique, il est possible d'accompagner efficacement les partenaires sociaux sur les questions de prévoyance, de frais de santé et de retraite. L'idéal est de monter un partenariat sur plusieurs exercices afin de piloter le régime. Il convient aussi d'être facilitateur car chaque partie veut un bon contrat bien négocié.

Dans quel périmètre intervenez-vous ?

Mes interventions sont ciblées sur ce qu'on appelle communément la mutuelle et sur la prévoyance lourde, c'est-à-dire la couverture en cas d'arrêt de travail, d'invalidité et de décès. Je travaille avec les entreprises tout au long de la vie de leurs contrats, à travers la mise en place, l'audit et l'harmonisation des

régimes, sans oublier la négociation des renouvellements avec l'assureur. Le suivi régulier permet d'adapter les contrats et de communiquer en temps voulu vers les salariés, par exemple sur le choix d'options et la clause bénéficiaire. C'est un sujet qu'il faut faire vivre.

Qu'attendent de vous vos clients ?

Pour la plupart, les attentes sont d'ordre technique : retravailler le niveau de provisions avec l'assureur pour optimiser le contrat, évaluer le risque, notamment en termes de fréquence d'arrêts de travail, trouver des solutions en cas de déficit pour maintenir le niveau de garanties... Il s'agit aussi de faire de ces sujets une opportunité d'apaisement des relations sociales. En frais de santé, obtenir un bon remboursement pour les prothèses dentaires parle davantage qu'une augmentation de salaire de 0,3%.

D'une manière générale, les risques sont-ils correctement hiérarchisés ?

Mes clients ont une taille suffisante pour que la question de l'adhésion à la

prévoyance lourde par un accord collectif ne se pose pas. Cela dit, les salariés se montrent souvent plus sensibles aux remboursements d'optique qu'à la couverture invalidité. C'est pourtant le risque qu'il convient de traiter en premier ! Un effort de pédagogie est nécessaire, particulièrement en direction des jeunes entrants sur le marché.

Comment répondez-vous à l'évolution de la réglementation ?

En frais de santé, 2017 est une année chargée pour les entreprises généreuses sur leur niveau de garanties. Pour bénéficier des exonérations, elles doivent rendre leurs contrats responsables, ce qui implique de renégocier les dépassements d'honoraires et le remboursement de prestations. Sur le plan de la prévoyance, il faut veiller à maîtriser le risque lié aux arrêts de travail, qui a augmenté ces deux derniers exercices. C'est d'autant plus crucial que l'âge de départ à la retraite pourrait à nouveau être décalé. Pour aborder ces points techniques, l'entreprise peut compter sur notre expertise.

ACTAREM

95 Rue Ney 69006 LYON, FRANCE

www.actarem.com - vschmitt@actarem.com

06 61 85 28 09

« BEAU TRAVAIL ! »

DES VÉLOS DU FUTUR SUR LE TOUR DE FRANCE POUR DÉMONTRER L'EXCELLENCE DE L'ALTERNANCE



AVEC PRÈS DE 7 JEUNES APPRENTIS DIPLÔMÉS SUR 10 EN EMPLOI, L'APPRENTISSAGE S'IMPOSE COMME UN LEVIER DE PROFESSIONNALISATION UNIQUE POUR LA JEUNESSE. POUR LES ENTREPRISES, C'EST UN DISPOSITIF DE FORMATION PRIVILÉGIÉ POUR DÉVELOPPER UN VIVIER DE COMPÉTENCES EN ADÉQUATION AVEC LEURS BESOINS. ET POUR LES JEUNES, C'EST L'ASSURANCE DE SUIVRE UNE FORMATION D'EXCELLENCE ET D'ACCÉDER À UN EMPLOI.

Engagé pour l'emploi, le MEDEF place en toute logique l'apprentissage au cœur de son action et s'est mobilisé avec son réseau pour la troisième année consécutive sur les routes du Tour de France à travers l'opération "Beau Travail !". Une belle opération visant à valoriser de façon originale les métiers qui recrutent et l'alternance auprès d'un public de plus de 10 millions de personnes massées chaque année sur le bord des routes. 25 centres de formation et des centaines

d'apprentis ont répondu au concours "Beau Travail !" lancé en mars 2017 les incitant à créer leur vélo du futur pour le présenter sur le Tour de France. L'occasion de laisser libre court à leur imagination et de traduire leur capacité d'innovation à travers un vélo réalisé dans les matériaux et selon les techniques de leur spécialité. 19 vélos "multi-spécialités" ont ainsi vu le jour pour le plus grand plaisir du public qui attendait chaque matin de découvrir le vélo de l'étape !

Les rendez-vous de la **retraite**

Du 20 au 25 novembre 2017

Les experts Agirc-Arrco répondent à vos questions

Il n'y a **pas d'âge** pour **s'intéresser à sa retraite**



Antoine 58 ans



Clotilde 32 ans



Valérie 42 ans

Conférences, portes ouvertes, infos pratiques :

rdv-retraite.agirc-arrco.fr

● RETRAITE COMPLEMENTAIRE

agirc et **arrco**

Avec l'Agirc et l'Arrco, les groupes de protection sociale agissent pour votre retraite complémentaire :
AG2R LA MONDIALE • AGRICA • APICIL • AUDIENS • B2V • HUMANIS • IRCEM • IRP AUTO • KLESIA • MALAKOFF MÉDÉRIC • PRO BTP



Des alliances inattendues de métiers, de matériaux et de techniques ont donné naissance à des vélos en bois et aluminium, acier et cuivre ou encore plastique et métal. Selliers, menuisiers, plombiers, chaudronniers, maçons, couvreurs, ébénistes, métalliers ou encore vernisseurs se sont prêtés au jeu et ont réalisé des vélos afin de faire découvrir leurs métiers, et surtout leurs talents, en sortant complètement de leur cadre d'étude pour réaliser un exploit, l'exploit de créer un vélo ! Des centaines d'heures ont

été nécessaires pour réaliser ces pièces uniques qui font la fierté des jeunes et de leurs formateurs : un bel argument pour attirer les futures recrues de ces CFA, lycées professionnels et maisons rurales et familiales. C'est donc après plus de 3 000 km parcourus, 34 départements français traversés, 350 000 *goodies* "Beau Travail !" distribués, 19 vélos présentés et 120 retombées presse que nous finissons ce Tour de France en beauté ! Maillot vert, maillot à pois, maillot jaune ou maillot blanc ? Les apprentis mobilisés sur le Tour de France pour l'opération "Beau Travail !" n'en n'ont pas remporté, mais ils ont remporté haut la main celui du mérite.



Retrouvez toutes les réalisations et toutes les belles histoires liées à ce concours sur beautravail.org



CARTES SUR TABLE 2017

“DES FAITS POUR DES ACTES”

DEPUIS 1984, LE MEDEF PUBLIE RÉGULIÈREMENT *CARTES SUR TABLE*, UN DOCUMENT QUI VISE DEUX OBJECTIFS :

- ➔ COMPARER LA SITUATION DES ENTREPRISES ET DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISES À CELLE DE LEURS CONCURRENTES ÉTRANGÈRES, ET D'ABORD EUROPÉENNES, À PARTIR DE FAITS INCONTESTABLES, FONDÉS SUR DES STATISTIQUES OFFICIELLES (NATIONALES ET INTERNATIONALES) ;
- ➔ FAIRE ENTENDRE LA VOIX DES ENTREPRISES POUR UN REDRESSEMENT DURABLE DE LA CROISSANCE, DE L'EMPLOI ET DU NIVEAU DE VIE EN FRANCE.

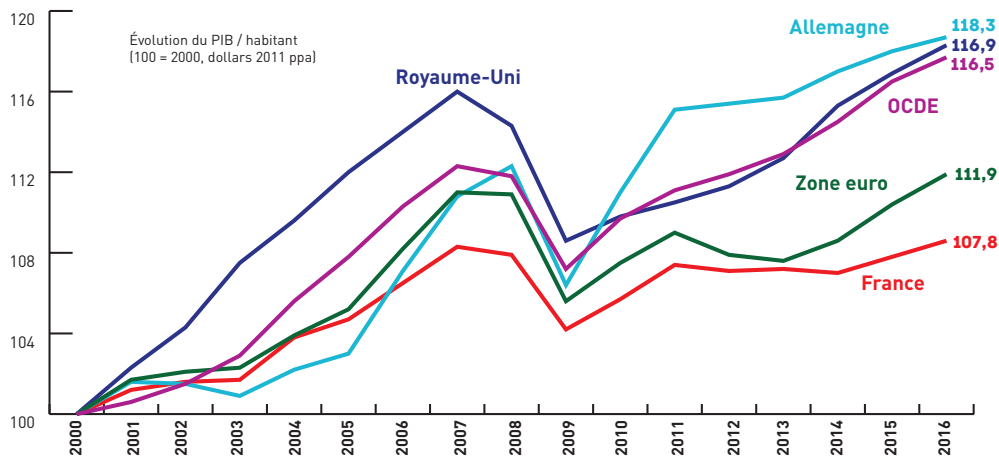
DANS CETTE PERSPECTIVE, À L'AUBE D'UN NOUVEAU QUINQUENNAT PRÉSIDENTIEL ET D'UNE NOUVELLE LÉGISLATURE, L'ÉDITION 2017 DE *CARTES SUR TABLE* MET LE PROJECTEUR SUR LES GRANDS BLOCS DE RÉFORMES QUE LE MEDEF PROPOSE DE MENER POUR LA FRANCE DE DEMAIN : L'ÉDUCATION ET L'APPRENTISSAGE, UNE FISCALITÉ DE CROISSANCE, UN MODÈLE SOCIAL RENOUVELÉ – MARCHÉ DU TRAVAIL, PROTECTION SOCIALE –, LA SIMPLIFICATION ET LA MODERNISATION DE LA SPHÈRE PUBLIQUE.

EN CETTE MI-2017, AU TERME D'UN AN DE DÉBAT, LE TEMPS DES DÉCISIONS EST VENU. MAIS POUR AGIR EFFICACEMENT, IL NE FAUT SE TROMPER NI DE DIAGNOSTIC NI DE PRIORITÉS, CAR LE CHEMIN DU REDRESSEMENT SERA LONG ET EXIGEANT. IL NÉCESSITERA DU PRAGMATISME ET DU COURAGE. C'EST LE SENS DES ANALYSES PRÉSENTÉES DANS CETTE ÉDITION DE *CARTES SUR TABLE*, DONT VOICI QUELQUES EXTRAITS.

UN CONSTAT SANS APPEL

La situation de notre économie et de nos entreprises s'est fortement dégradée depuis trois décennies, et plus particulièrement depuis le début de la crise. Quelques améliorations commencent à apparaître, comme celle des marges grâce au CICE et au Pacte de responsabilité. Mais les chiffres sont têtus, et on peut constater que nous sommes encore loin de nos principaux concurrents, mais aussi des niveaux d'avant crise.

UNE CROISSANCE À LA PEINE

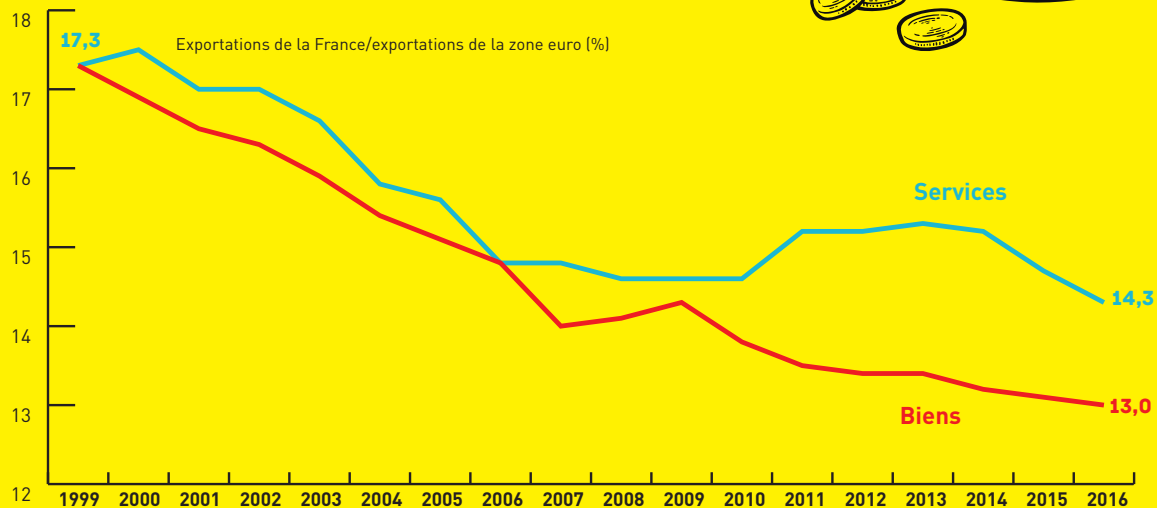


Source: Coe-Rexecode

La croissance économique ne peut, à elle seule, résoudre les difficultés de l'économie, mais rien n'est possible sans croissance. Elle n'a pas dépassé 1 % l'an en moyenne entre 2012 et 2017, malgré l'accélération attendue cette année (1,5/1,6 %). Insuffisant pour créer les emplois nécessaires, ce rythme est inférieur à celui de la zone euro. Compte tenu de l'augmentation de la population, le PIB par habitant en France (indicateur du niveau de vie) est inférieur à celui d'avant crise. Il baisse relativement à celui des pays voisins.

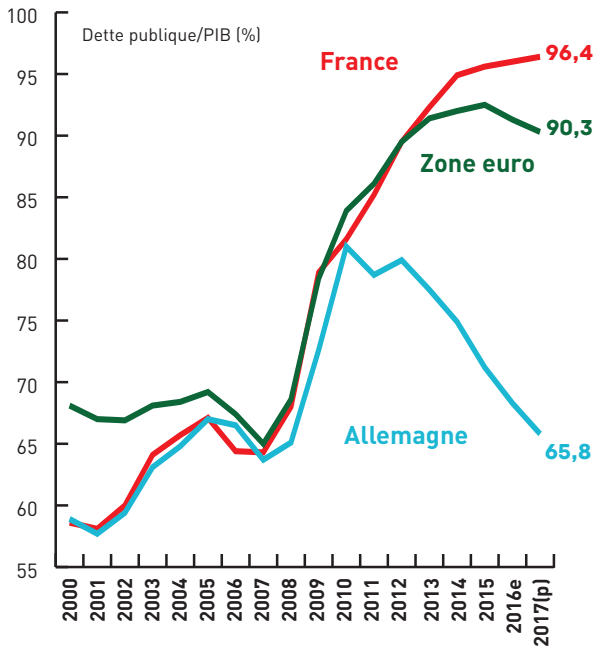


DES ENTREPRISES CONVALESCENTES



Source: Eurostat

Le taux de marge des entreprises est le premier indicateur de leur compétitivité. Mis à mal depuis le début de la crise financière, il a entamé un redressement en 2015 qui s'est interrompu en 2016, sur un niveau inférieur à celui d'avant crise. Les entreprises continuent de perdre des parts de marché. C'est vrai sur les marchés extérieurs, comme le montre le recul depuis 2000 des exportations de la France dans celles de la zone euro, recul équivalant à un « manque à produire » de 0,5 point de croissance par an. C'est vrai également sur le marché intérieur au vu de la poussée accélérée des importations.



DES FINANCES PUBLIQUES À ASSAINIR

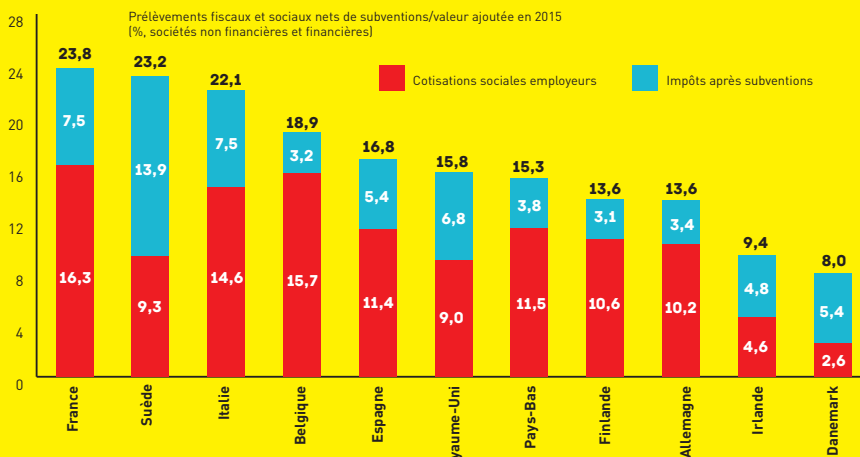
Résultat d'une économie dopée à la dépense publique, les déficits s'accroissent sans parvenir à passer sous la barre des 3 % du PIB malgré les engagements réitérés des gouvernements successifs, d'où un alourdissement continu de la dette. La divergence des poids de la dette publique entre la France et l'Allemagne ne cesse de s'accroître (30 points d'écart aujourd'hui, alors que les niveaux étaient identiques en 2010...). Les intérêts de la dette s'élèveront en 2017 à quelque 42 milliards d'euros (1,5 fois le budget de l'enseignement supérieur et de la recherche). Un point de hausse de taux d'intérêt représente un alourdissement annuel de près de 5 milliards d'euros la première année, soit plus de 10 % de cette charge totale.

Sources : Eurostat, Commission européenne

FAIRE LE CHOIX D'UNE FISCALITÉ COMPÉTITIVE SUR LES ENTREPRISES

Riche d'opportunités, la mondialisation se traduit aussi par une concurrence accrue, sur le marché intérieur comme sur les marchés extérieurs. Dès lors la compétitivité-coût est plus que jamais décisive pour les entreprises, et tout autant pour l'attractivité de la France. Tel est l'enjeu de la fiscalité de croissance qu'il importe de mettre en œuvre.

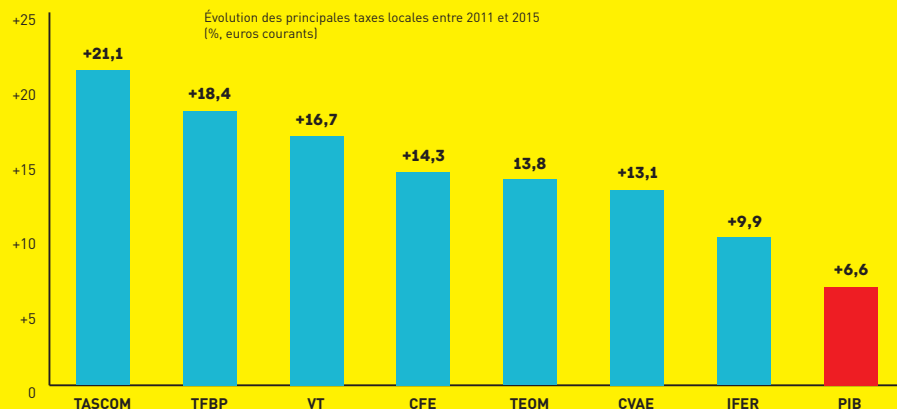
RAPPROCHER LES PRÉLÈVEMENTS SUR LES ENTREPRISES DE LA MOYENNE EUROPÉENNE



Source : Eurostat

Il est urgent de lever le handicap de compétitivité que représentent pour nos entreprises les prélèvements fiscaux et sociaux qui équivalent à près de 25 % de la richesse produite chaque année, après déduction des crédits d'impôts (CICE notamment). C'est le niveau le plus élevé d'Europe. La fiscalité de croissance qu'exige la situation est une fiscalité « euro-compatible » en niveau (ne pas dépasser la moyenne européenne) et en structure (supprimer les impôts et taxes sur les facteurs de production, réformer la fiscalité sur le capital, harmoniser les règles d'assiette).

REFONDRE LA FISCALITÉ LOCALE DES ENTREPRISES ASSISE POUR L'ESSENTIEL SUR LES FACTEURS DE PRODUCTION



Source : Baromètre de la fiscalité locale sur les entreprises (Modaal)

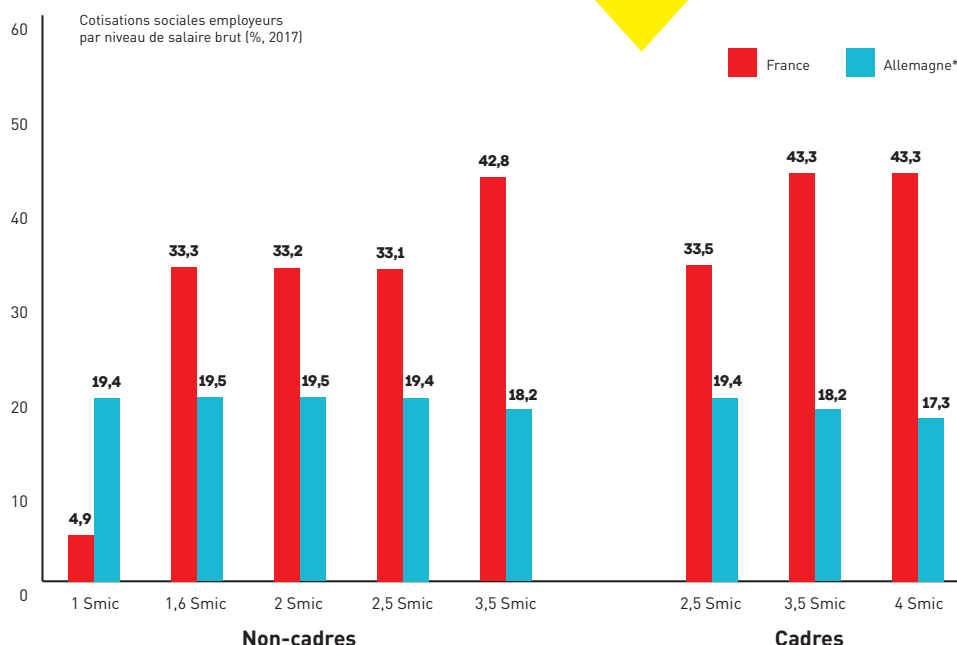
La fiscalité locale sur les entreprises a augmenté deux à trois fois plus vite que le PIB en valeur entre 2011 et 2015. En attendant de supprimer ces impôts et taxes sur la production, il est urgent de les plafonner en fonction de la valeur ajoutée des entreprises et de financer les collectivités par une fraction d'impôt national (TVA, IS). La refonte de la fiscalité sur les entreprises passe également par un allègement de l'impôt sur les sociétés (le plus lourd en Europe) et la suppression des trop nombreuses taxes complexes, coûteuses à recouvrer et au rendement modeste.

LEVER LES FREINS AU DÉVELOPPEMENT DE L'EMPLOI

ALLÉGER LES CHARGES SUR TOUS LES SALAIRES

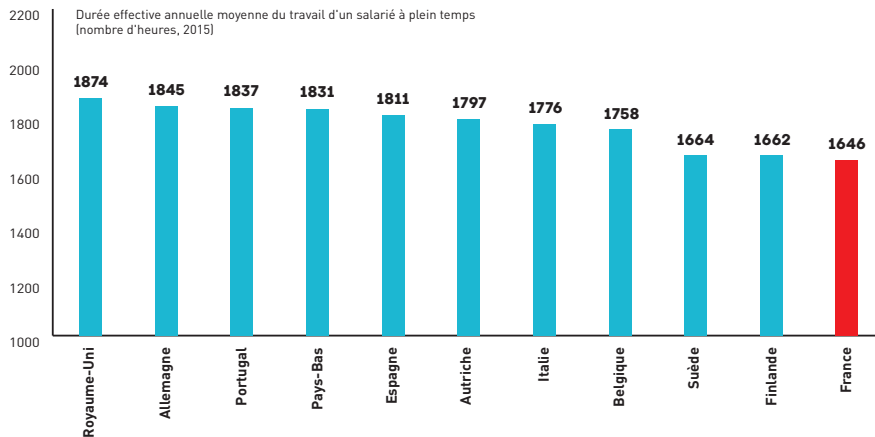
Selon une récente enquête de l'INSEE, près d'une entreprise sur deux signale des freins à l'embauche. Parmi ceux-ci figure le coût du travail, du fait surtout des cotisations sociales. Ceci concerne tout particulièrement les niveaux de rémunération moyens et supérieurs qui ne bénéficient pas des dispositifs d'allègement et sur lesquels les cotisations employeurs sont 2,5 fois plus élevées qu'en Allemagne. Dans une économie ouverte, il en va de la compétitivité de la France sur le marché des compétences où se jouent la croissance et l'emploi de demain. C'est à ce titre qu'il faut étendre les allègements de charges à tous les salaires.

Première préoccupation des Français, le chômage demeure massif, même s'il commence à se réduire très lentement. Il est tout aussi préoccupant par sa structure que par son niveau, faute de bonnes réponses apportées simultanément à tous les niveaux.



Source : Coe-Rexecode

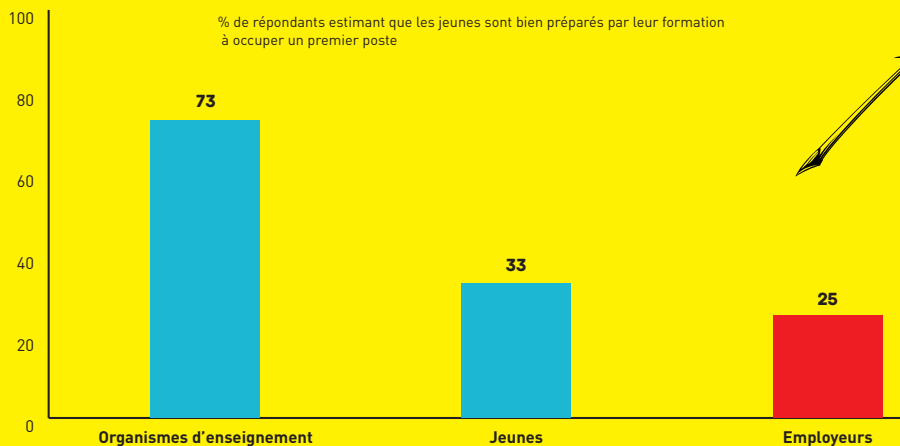
REPENSER UNE DURÉE DU TRAVAIL LA PLUS FAIBLE DE L'UNION EUROPÉENNE



Source : Eurostat, Coe-Rexecode

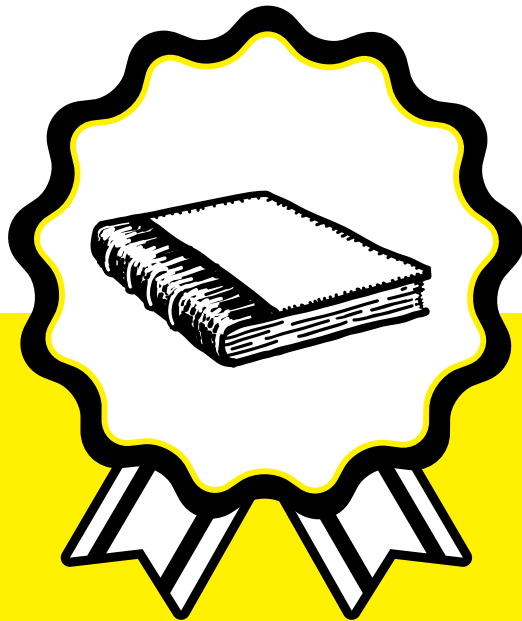
C'est en France que la durée annuelle effective moyenne du travail d'un salarié à temps complet est la plus faible de l'Union européenne, avec 1 646 heures. L'écart de 11 % avec Allemagne s'explique surtout par les absences hors maladie (congés, RTT, ponts). L'encadrement législatif doit être circonscrit aux règles préservant la sécurité et la santé des salariés, à l'instar de la législation européenne. Il faut privilégier la négociation d'entreprise ou de branche (TPE, PME) pour fixer et organiser la durée effective du travail, et pour déterminer le seuil de déclenchement des heures supplémentaires.

ADAPTER LES COMPÉTENCES AUX BESOINS DES ENTREPRISES



Source : enquête « Education to employment » (McKinsey Center for Government) in *La compétitivité de la France : que reste-t'il à faire ?* - France Stratégie, mai 2016

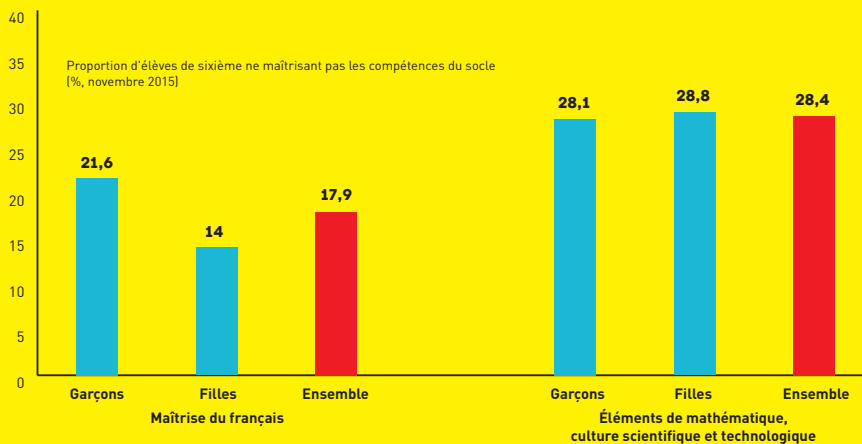
En dépit d'un chômage de masse, 350 000 offres d'emploi n'ont pas été pourvues en 2016, dont 40 % faute d'adéquation entre les compétences recherchées et les profils des candidats. Les principales causes d'insuffisance de compétences invoquées sont une méconnaissance du métier et une méconnaissance technique. C'est dire la nécessité de multiplier les passerelles entre le monde de l'éducation et le monde des entreprises pour une plus grande implication de ces dernières dans la définition du contenu des formations. Une meilleure adéquation entre offre et demande d'emploi passe également par un assouplissement du droit du travail (revoir les règles d'évolution du Smic, déverrouiller l'embauche...).



BÂTIR LES COMPÉTENCES DE DEMAIN

Dans un monde en mutation rapide, les salariés seront d'autant plus employables tout au long de leur parcours professionnel qu'ils auront bénéficié en amont d'une éducation solide et d'un système d'orientation efficace. L'enjeu est la capacité de réponse aux besoins en compétences de l'économie de la connaissance, levier de croissance pour la France.

VISER LE ZÉRO ÉCHEC À LA FIN DE L'ÉCOLE PRIMAIRE

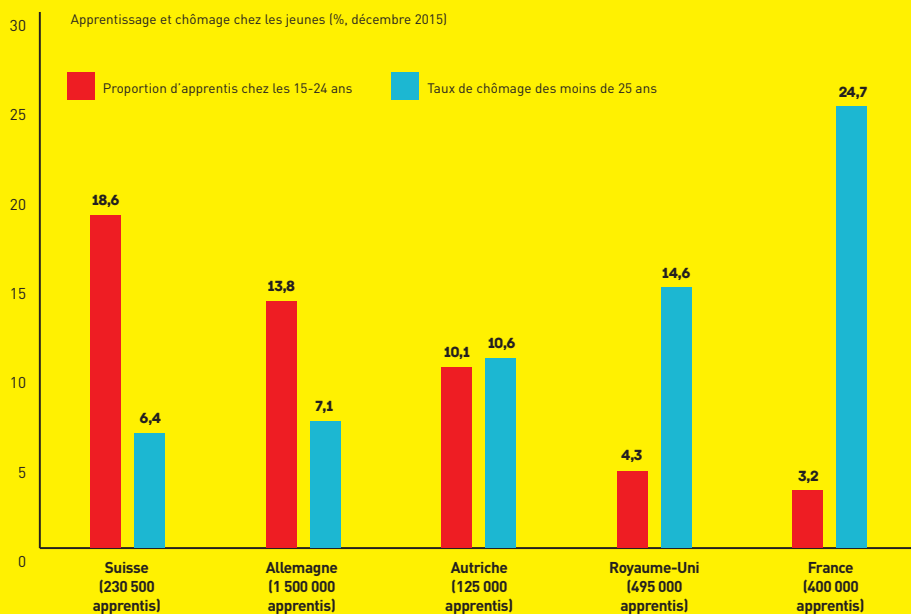


Source : L'état de l'École 2016 (ministère de l'Éducation nationale, décembre 2016)

Faire une priorité de l'école primaire s'impose : les savoirs qui n'y sont pas acquis ne se rattrapent jamais et leur non-maîtrise a des conséquences directes sur le chômage des jeunes. Le décrochage scolaire concerne encore près de 100 000 jeunes chaque année. Atteindre l'objectif du « zéro échec » dans les savoirs fondamentaux - lire, écrire, compter - à la fin du CM2 exige à la fois une réforme profonde de l'école et une réorientation massive des moyens de l'Éducation nationale vers le primaire (dépense par élève de l'élémentaire en France inférieure de 15 % à la moyenne de l'OCDE).

FAIRE DE L'APPRENTISSAGE UNE VOIE D'EXCELLENCE POUR UNE INSERTION PROFESSIONNELLE RÉUSSIE

Tous les pays qui ont fait de l'apprentissage une voie d'excellence ont un faible taux de chômage des jeunes. En France, où l'apprentissage continue de souffrir d'une mauvaise image, le taux de chômage des jeunes demeure très élevé. C'est pourquoi il faut refonder l'apprentissage et montrer qu'il est de fait une voie privilégiée pour accéder à un premier emploi. Ce qui suppose plusieurs orientations prioritaires : informer les jeunes sur les débouchés des cursus, responsabiliser les branches professionnelles dans la définition des objectifs professionnels des diplômés et rendre aux entreprises leur liberté dans le financement de l'apprentissage.



Source : Eurostat

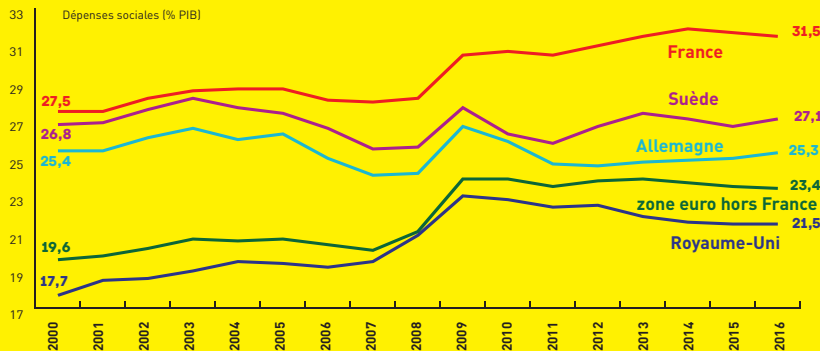
1365 LE CLOS DES LAMBRAYS 1593 CHÂTEAU D'YQUEM 1668 DOM PÉRIGNON 1729 RUINART
 1743 MOËT & CHANDON 1765 HENNESSY 1772 VEUVE CLICQUOT 1780 CHAUMET 1815 ARDBEG
 1817 COVA 1828 GUERLAIN 1832 CHÂTEAU CHEVAL BLANC 1843 KRUG 1843 GLENMORANGIE
 1846 LOEWE 1849 MOYNAT 1849 ROYAL VAN LENT 1852 LE BON MARCHÉ 1854 LOUIS VUITTON 1858 MERCIER
 1860 TAG HEUER 1860 JARDIN D'ACCLIMATATION 1865 ZENITH 1870 LA SAMARITAINE 1884 BVLGARI
 1895 BERLUTI 1898 RIMOWA 1908 LES ECHOS 1916 ACQUA DI PARMA 1924 LORO PIANA 1925 FENDI
 1936 FRED 1944 LE PARISIEN 1945 CÉLINE 1947 DIOR 1947 EMILIO PUCCI 1952 GIVENCHY
 1958 STARBOARD CRUISE SERVICES 1959 CHANDON 1960 DFS 1969 SEPHORA 1970 KENZO
 1970 CAPE MENTELLE 1976 BENEFIT COSMETICS 1977 NEWTON VINEYARD 1980 HUBLOT
 1984 MAKE UP FOR EVER 1984 THOMAS PINK 1984 MARC JACOBS 1985 CLOUDY BAY 1991 FRESH
 1993 BELVEDERE 1998 BODEGA NUMANTHIA 1999 CHEVAL DES ANDES 1999 TERRAZAS DE LOS ANDES
 2004 NICHOLAS KIRKWOOD 2005 EDUN 2006 HÔTELS CHEVAL BLANC 2009 MAISON FRANCIS KURKDJIAN
 2013 AO YUN

LVMH
LA PASSION CRÉATIVE

FAIRE DE LA PROTECTION SOCIALE UN ATOUT

Confrontée depuis une quarantaine d'années, dans un contexte de croissance ralentie, à une hausse quasi continue du chômage et au vieillissement de sa population, la France se trouve devant des besoins croissants de protection sociale. Or, les conditions actuelles de son financement ne sont plus soutenables. Une France durablement prospère et solidaire exige de réformer en profondeur le financement de la protection sociale.

REPENSER LE FINANCEMENT DE LA PROTECTION SOCIALE

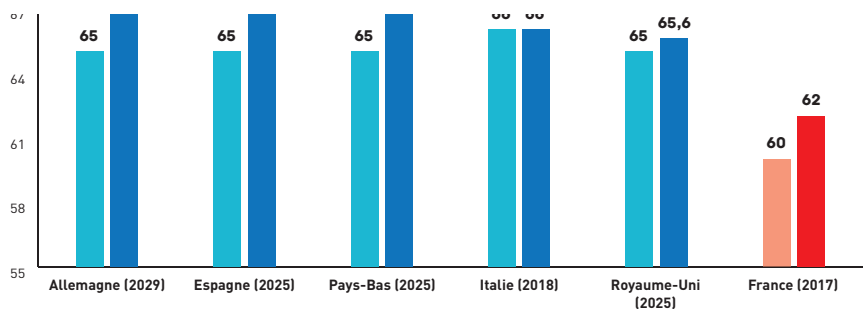


Source : OCDE

La plupart des pays européens, notamment ceux du nord, cherchent à réduire la part des prestations dans le PIB. La France reste à la traîne, avec un niveau de dépenses sociales qui représentent 32 % du PIB, contre 23 % pour la moyenne des autres pays de la zone euro, et qui continuent de croître. Dans ce contexte, il faut créer un « choc de compétitivité » avec une baisse supplémentaire des cotisations à tous les niveaux de salaires, réduire les dépenses sociales sans baisser le niveau de protection et financer les régimes de solidarité (famille, maladie) par l'impôt. L'enjeu est de rendre plus soutenables le poids et le financement des dépenses sociales au regard des exigences de compétitivité et d'emploi.

PRÉPARER L'AVENIR DES RETRAITES

Le système de retraite n'est plus tenable dans les conditions actuelles : aucun retour à l'équilibre financier n'est envisageable d'ici 2050 à législation constante. Ce qui impose à court terme de redonner de l'air au système actuel, et à plus long terme de construire un nouveau dispositif conjuguant solidarité, simplicité et souplesse. Ce qui veut dire notamment : reculer l'âge légal de la retraite à 65 ans ; parachever la convergence des régimes existants, notamment entre public et privé ; bâtir un nouveau système à trois étages (un régime universel de base financé par l'impôt, trois régimes complémentaires obligatoires financés par des cotisations - salariés du privé, indépendants, fonction publique - et des dispositifs complémentaires facultatifs par capitalisation)



Sources nationales

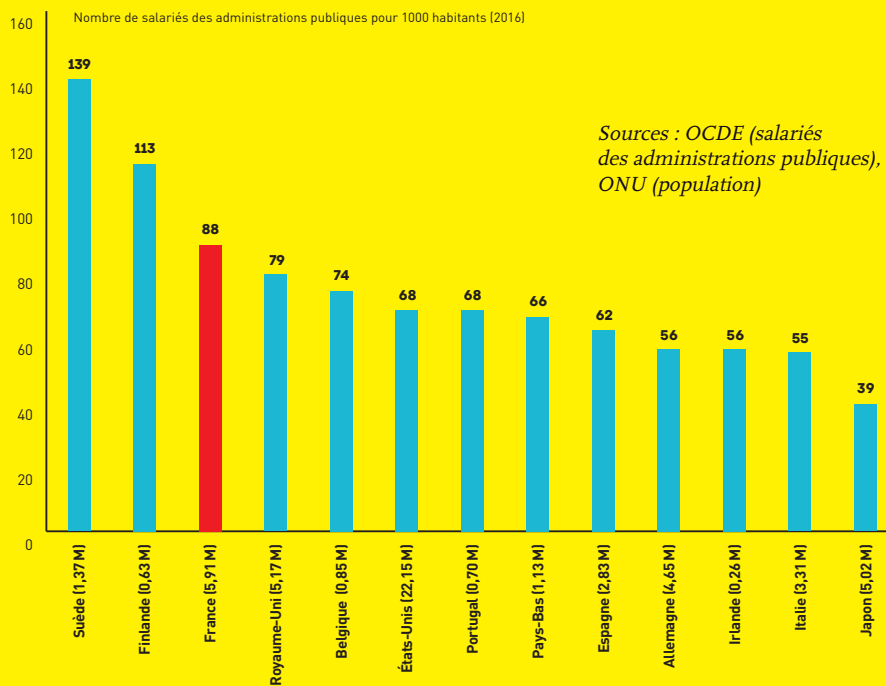
Sources nationales

SIMPLIFIER ET MODERNISER LA SPHÈRE PUBLIQUE

La performance et la simplification de l'action publique constituent des enjeux clefs pour l'avenir de la France, dès lors qu'avec la mondialisation, le champ de la compétition est ouvert aux territoires et aux systèmes publics. Or, le poids de la sphère publique en France est aujourd'hui démesuré (56 % du PIB) relativement aux pays voisins. C'est pourquoi elle doit être recalibrée pour devenir plus moderne, plus agile et plus efficace.

Au regard de ses performances globales, rien ne justifie que la France ait un nombre d'agents publics très supérieur à celui des autres pays. Sans nuire au niveau des prestations et à la qualité des services publics, il est donc urgent de maîtriser le coût des administrations et d'améliorer leur productivité. Ceci suppose plusieurs types d'actions : recentrer le périmètre d'intervention de l'État sur ses missions régaliennes et stratégiques, identifier les missions relevant de l'État et des collectivités locales et celles pouvant être déléguées au secteur privé, accélérer la transformation numérique des administrations et faire évoluer le statut de la fonction publique pour une plus grande mobilité des agents.

RÉDUIRE LE POIDS DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES



RÉFORMER LE MILLEFEUILLE TERRITORIAL



Source : Institut Montaigne - Décentralisation : sortons de la confusion, janvier 2016

La réforme du millefeuille territorial s'impose. Pour en finir avec la complexité qui caractérise l'organisation de nos territoires, il convient de repenser le nombre d'échelons territoriaux. Il faut en même temps supprimer la clause de compétence générale des collectivités (source de redondances, de financements croisés peu lisibles et de gaspillages) et définir des blocs homogènes de compétences pour les dépenses et pour les recettes. C'est la condition pour améliorer l'efficacité des collectivités et réduire ainsi le poids de leurs dépenses et de leur pression fiscale.



IPECA, LA PROTECTION SOCIALE DES PROFESSIONNELS DE L'AÉRONAUTIQUE ET DE L'ESPACE.

70
ans à vos côtés

COMPLÉMENTAIRE **SANTÉ**

GARANTIE **DÉCÈS**

SURCOMPLÉMENTAIRE **SANTÉ**

Depuis 70 ans, IPECA est l'Institution
de prévoyance du monde aéronautique et spatial.

Elle protège les femmes et les hommes de ce secteur
dans tous les domaines de la protection sociale
complémentaire, **individuelle ou collective**, en **santé**
comme en **prévoyance**.

Pour en savoir plus :

0 810 510 510 Service 0,05 € / appel
+ prix appel

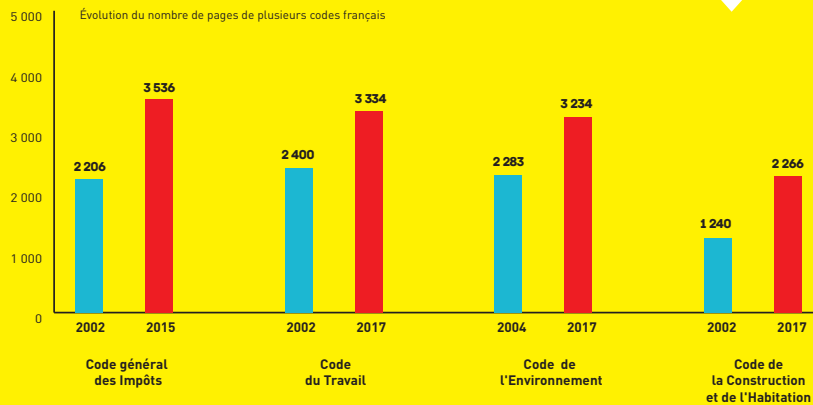
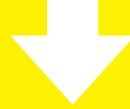
Une vie à vous protéger

IPECA
PREVOYANCE

5 rue Paul Barruel, 75740 PARIS Cedex 15

www.ipeca.fr

METTRE FIN À L'INFLATION LÉGISLATIVE ET RÉGLEMENTAIRE



Source : codes Dalloz

Accélérer la simplification de l'action publique est une nécessité pour redonner confiance aux acteurs économiques. Pour ce faire, plusieurs directions doivent être prises : mettre fin à l'inflation législative et réglementaire dont témoigne l'alourdissement continu des codes du Travail, des Impôts, de l'Environnement et de la Construction par exemple, qu'il est urgent d'alléger et de simplifier ; arrêter la surtransposition des directives européennes dans le droit français trop souvent porteuse de distorsions de concurrence ; et réduire et optimiser les déclarations administratives obligatoires auxquelles sont contraintes les entreprises.





LES GRANDS DÉFIS

FOCUS SPÉCIAL EUROPE

PAGES 65 / 97
LA FRANCE DANS L'EUROPE

PAGE 65
DES MINISTRES PRO-EUROPEENS

PAGE 79
LA FRANCE EN MARCHÉ, UNE CHANCE POUR RELANCER L'EUROPE !

TRIBUNE DE MICHEL GODET

PAGE 82
EN MARCHÉ VERS UN NEW DEAL EUROPEEN

TRIBUNE DE LOÏC ARMAND

PAGE 87
LEADER EUROPEEN DU TRANSPORT PREMIUM : L'EXCELLENCE COMME ADN

PORTRAIT DE L'ENTREPRISE CHABÉ
INTERVIEW DE GUILLAUME CONNAN

PAGE 94
HORS L'IMPLEMENTATION, POINT DE SALUT !
PORTRAIT DE L'ENTREPRISE KLB

PAGES 100 / 107
LES GRANDS CHANTIERS EUROPEENS

PAGES 100 / 105
L'EUROPE ET LA FORMATION/APPRENTISSAGE

PAGE 100
ERASMUS, 30 ANS DÉJÀ !

INTERVIEW DE MICHEL LEGAULT

PAGE 104
WORLDSKILLS, EN ROUTE POUR ABU DHABI !

PAGE 106
L'EUROPE DES RÉGIONS

PAGE 106
EUROPE ET GOUVERNANCE TERRITORIALE CONVERGENCE OU DIFFÉRENCIATION ?

TRIBUNE DE ROMAIN PASQUIER



GSC

L'assurance
perte d'emploi
des dirigeants
et des entrepreneurs

Découvrez comment sécuriser votre parcours d'entrepreneur

www.gscpouoser.com



L'assurance perte d'emploi des dirigeants et des entrepreneurs
Tél : 01 45 72 63 10 - contact@gsc.asso.fr - www.gsc.asso.fr
N° Orias : 12068162 (www.orias.fr)
Mandataire exclusif soumis au contrôle de l'ACPR (61 rue Taitbout - 75009 Paris)
Mandant : Groupama SA, 8-10 rue d'Astorg - 75383 Paris Cedex 08.

LA FRANCE DANS L'EUROPE

DES MINISTRES

PRO- EUROPÉENS

LA POLITIQUE PRO-EUROPE D'EMMANUEL MACRON, PLEINEMENT ASSUMÉE, SE TRADUIT ÉGALEMENT AU SEIN DU NOUVEAU GOUVERNEMENT. LES MINISTRES SONT À PIED D'ŒUVRE POUR ENGAGER LES RÉFORMES NÉCESSAIRES À LA FRANCE, ET PLUS LARGEMENT À L'UNION EUROPÉENNE. CERTAINS D'ENTRE EUX NOUS EXPOSENT LEUR PRIORITÉ DES PROCHAINS MOIS.

NICOLAS HULOT

MINISTRE D'ÉTAT, MINISTRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET SOLIDAIRE



© A. Bouissou

Nicolas Hulot est né le 30 avril 1955 à Lille. Il a été successivement journaliste-reporter, animateur-producteur de télévision et écrivain. À partir de 1987, Nicolas Hulot présente l'émission télévisée *Ushuaïa, le magazine de l'extrême*, sensibilisant les téléspectateurs français à la sauvegarde de la nature. Désireux de mettre sa notoriété au service de la protection de la planète, il crée, en 1990, la fondation Ushuaïa qui devient ensuite la fondation Nicolas Hulot pour la Nature et l'Homme. Reconnue d'utilité publique en 1996, l'ONG se fixe alors un double objectif : informer le public de l'état écologique de la planète et convaincre le plus grand nombre de la nécessité de changer ses comportements.

En 2005, Nicolas Hulot invite députés et sénateurs à un vote unanime en faveur de la Charte de l'environnement. Avec le Défi pour la Terre, lancé en mai 2005 par sa fondation, il fédère plus de 850 000 personnes qui s'engagent à agir quotidiennement pour la planète. Fin 2006, Nicolas Hulot propose un Pacte écologique aux candidats à l'élection présidentielle afin de les inciter à placer les enjeux écologiques et climatiques au cœur de l'action publique. Fort de cette mobilisation citoyenne, il contribue, dès septembre 2007, avec les experts de sa fondation, à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement.

Mû par la volonté de montrer que l'écologie doit constituer le cœur de l'action publique et privée, Nicolas Hulot crée, avec sa fondation, un laboratoire d'idées innovantes et un laboratoire d'actions pour la transition écologique de nos sociétés. En décembre 2012, en tant que président de sa fondation et à titre bénévole, il est nommé envoyé spécial du président de la République pour la protection de la planète. Le 17 mai 2017, Nicolas Hulot est nommé ministre d'État, ministre de la Transition écologique et solidaire dans le gouvernement d'Édouard Philippe.

QUELLE EST VOTRE PRIORITÉ POUR LES PREMIERS MOIS DE VOTRE FONCTION ?

Nicolas Hulot : La transition écologique est un projet de société qui dépasse le simple périmètre du ministère de la Transition écologique. Notre résolution à lutter contre le changement climatique et à l'érosion de la biodiversité est une grande politique de protection des Français, des entreprises, des territoires et de l'agriculture. C'est aussi et surtout une opportunité formidable pour la créativité de tous, pour l'emploi, l'innovation et les nouvelles solidarités.

Dans cette grande transition, les grands secteurs de l'économie vont connaître des transformations profondes. Je pense à l'énergie bien sûr, où l'efficacité énergétique, le digital et la baisse spectaculaire des prix des renouvelables laissent entrevoir un modèle nouveau, plus décentralisé, axé sur les services et l'éradication de la précarité énergétique. Je pense aussi à l'agriculture où les nouveaux modèles agricoles, plus proches de la nature, sont porteurs de revenus pour les agriculteurs et de qualité pour les consommateurs. Je pense enfin aux transports, à la mobilité du quotidien et à l'aménagement du territoire, avec des solutions plus justes, plus solidaires, moins polluantes.

Voilà comment nous allons mettre en œuvre la transition écologique et solidaire, en s'assurant aussi du rôle de chef de file de la France dans les négociations internationales, pour faire vivre et mettre en œuvre l'accord de Paris, et faire de la protection de la biodiversité et des océans une priorité. C'est un projet ambitieux que je porte pour engager des réformes concertées et irréversibles.

FLORENCE PARLY

MINISTRE DES ARMÉES

À sa sortie de l'ENA en 1987, Florence Parly intègre la Direction du budget. Elle alterne ensuite des postes en cabinet ministériel et en administration centrale. Devenue conseillère budgétaire au cabinet du Premier ministre entre 1997 et 2000, elle est nommée secrétaire d'État au Budget, poste qu'elle occupe jusqu'en 2002. Après un nouveau passage dans l'administration, elle rejoint le secteur privé en 2006 au sein d'Air France où elle occupera notamment les fonctions de directrice générale adjointe. En 2014, Florence Parly quitte la compagnie aérienne pour la SNCF où elle est chargée de la stratégie et des finances. Elle prend la tête de SNCF Voyageurs en mars 2016. Le 21 juin 2017, Florence Parly est nommée ministre des Armées.



QUELLE EST VOTRE PRIORITÉ POUR LES PREMIERS MOIS DE VOTRE FONCTION ?

Florence Parly : Ma priorité est d'assurer la protection des Français. Nos forces continueront de mener une lutte implacable contre le terrorisme et d'intervenir partout où nos intérêts sont menacés. Pour cela, je me battrai pour que les Armées disposent de toutes les ressources nécessaires. La défense n'est pas une politique publique comme une autre et je placerai en son cœur les femmes et les hommes de nos Armées. Ils risquent leur vie au quotidien pour notre liberté ; nous leur devons, ainsi qu'à leurs familles, un soutien sans faille. Je m'assurerai que nos forces disposent des capacités dont elles ont besoin et qui

sont la condition du bon déroulement de nos opérations, du renouvellement de notre matériel, de la préparation de l'avenir. Je suis fière, à cet égard, de la hausse, historique, de 1,8 milliard d'euros, du budget de mon ministère en 2018. Enfin, la politique de défense participe de la place et du rayonnement de la France dans le monde. C'est pourquoi je serai l'avocate infatigable de l'Europe de la défense et que je mènerai une politique d'exportation ambitieuse, en soutenant notre industrie de défense et en promouvant l'innovation, gage de nos succès de demain.



© Cheick Saïdou/Min.Agr.fr

JACQUES MÉZARD

MINISTRE DE LA COHÉSION DES TERRITOIRES

Sénateur du Cantal depuis 2008 et président du groupe RDSE au Sénat depuis 2011, Jacques Mézard est diplômé d'études supérieures de Droit privé à l'université Paris II. Avocat au barreau de Paris entre 1971 et 1976, il est parallèlement chargé d'enseignement à l'université de Paris I, vice-président de l'université de Paris II et membre du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche entre 1970 et 1975. En 1977, il s'installe à Aurillac en tant qu'avocat. Il était conseiller municipal d'Aurillac de 1983 à 2017 et président de l'agglomération du bassin d'Aurillac de mars 2001 à juin 2017.

QUELLE EST VOTRE PRIORITÉ POUR LES PREMIERS MOIS DE VOTRE FONCTION ?

Jacques Mézard : Ma priorité, c'est l'intitulé de mon ministère : la cohésion de tous les territoires de la République. Il s'agit de lutter concrètement contre la fracture territoriale. Les Français n'ont pas la même chance de trouver un emploi, de se connecter sur Internet ou d'avoir accès aux services publics selon l'endroit où ils vivent sur le territoire national. La cohésion ne consiste pas à promettre partout, et pour tous, la même chose. Il s'agit de promouvoir une égalité des chances territoriales. Revitaliser les centres des villes moyennes, initier un choc d'offre dans les zones tendues, accroître le nombre de maisons de santé, garantir l'accès au haut et très haut débit d'ici 2020, faire vivre la Conférence nationale des territoires où tous les acteurs des territoires se retrouvent, sans oublier l'engagement financier de l'État pour la rénovation urbaine : la cohésion n'est pas ce qui panse les fractures, elle est ce qui doit les faire disparaître.

QUELLE EST VOTRE PRIORITÉ POUR LES PREMIERS MOIS DE VOTRE FONCTION ?

Agnès Buzyn : Les Français bénéficient d'un système de santé dont ils peuvent être fiers. L'implication quotidienne de tous nos professionnels, reconnus pour leur excellence, permet en France un accompagnement des patients d'une qualité que le monde nous envie. Pour renouveler la confiance des citoyens dans la durabilité et l'équité de notre modèle de protection sociale, nous devons tout mettre en œuvre pour renforcer son efficacité ; l'accès aux soins, pour tous et sur l'ensemble du territoire, sera ma priorité.

Ce souci d'efficacité doit guider le développement d'une plus grande adaptabilité de nos services sociaux à la zone géographique où ils sont déployés. Je veux pour cela élaborer des solutions en partenariat avec les acteurs concernés localement, et pérenniser un dialogue constructif avec l'ensemble des professionnels de santé. Je lancerai à la fin du mois de septembre un plan de lutte pour l'accès aux soins de proximité qui fera suite à une large concertation avec les organisations syndicales et les associations d'élus.

Je ferai également de la prévention une priorité de la Stratégie nationale de santé qui sera validée d'ici la fin de l'année, car l'évolution de nos comportements est indispensable à la lutte contre les maladies chroniques qui menacent l'espérance de vie en bonne santé. Elles touchent en particulier nos concitoyens les plus modestes : c'est donc à la fois un enjeu de santé publique et de justice sociale. Je conduirai ces politiques avec une ambition rénovatrice de notre modèle social et sanitaire, afin d'en assurer la qualité et l'efficacité et d'y associer le déploiement du numérique.



© Jean Chiscano

AGNÈS BUZYN MINISTRE DES SOLIDARITÉS ET DE LA SANTÉ

Professeur d'université en médecine de 54 ans, spécialiste d'hématologie, Agnès Buzyn est une ancienne interne des Hôpitaux de Paris. Après avoir réalisé la majeure partie de son parcours à l'hôpital Necker, elle y est nommée responsable de l'unité de soins intensifs d'hématologie adulte et de greffe de moelle (1992-2011). Au sein des agences de l'État, elle a exercé les fonctions de présidente du conseil d'administration de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN) de 2008 à 2013, et a été membre du Comité à l'énergie atomique, de 2009 à 2015. En 2011, elle dirige l'Institut national du cancer avant de prendre la tête de la Haute Autorité de santé en mars 2016.



- BANQUE DE GESTION D'ÉPARGNE
- BANQUE D'AFFAIRES
- BANQUE DES ENTREPRISES
- BANQUE DES ADMINISTRATEURS DE BIENS



LA BANQUE DELUBAC & CIE,

une banque indépendante, familiale et spécialisée
au service des entreprises et des particuliers depuis
près d'un siècle.

Créée en 1924, la Banque Delubac & Cie n'a cessé
depuis plus de 90 ans de se réinventer au service
de ses clients et des besoins de l'économie.

Société en commandite simple, ses associés gérants
dirigeants sont responsables sur leurs biens personnels.
C'est un gage de sécurité dans l'exercice d'un métier
qui repose sur la confiance.



Fondée en 1924

BANQUE
DELUBAC & CIE

Experts et Indépendants



© AFP

BRUNO LE MAIRE

MINISTRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES

Député de l'Eure depuis 2007, Bruno Le Maire est à la fois normalien et énarque. Il intègre rapidement le Quai d'Orsay avant de rejoindre l'équipe du secrétaire général de l'Élysée, Dominique de Villepin, qu'il suit au ministère des Affaires étrangères, à l'Intérieur, et enfin à Matignon. Nommé secrétaire d'État aux Affaires européennes, puis ministre de l'Agriculture entre 2008 et 2012, il briguera la présidence de l'UMP en 2014 face à Nicolas Sarkozy. Deux ans plus tard, il se présente à la primaire de la droite et du centre pour l'élection présidentielle de 2017, comme le candidat du « renouveau ». Se retirant de la campagne présidentielle du candidat François Fillon, il sera nommé ministre de l'Économie et des Finances par le nouveau président de la République dès mai 2017.

QUELLE EST VOTRE PRIORITÉ POUR LES PREMIERS MOIS DE VOTRE FONCTION ?

Bruno Le Maire : Ma priorité : réussir la transformation économique de la France. La clé est pour moi de modifier notre rapport à l'innovation. Nous avons manqué la révolution des logiciels, nous devons réussir la révolution des données et de l'intelligence artificielle. Pour cela, nous devons encourager l'innovation de rupture. Un fonds de 10 milliards d'euros, financé par des cessions d'actifs, permettra de la soutenir. Mais tout ne passera pas par l'État. La recherche de l'innovation doit être une préoccupation constante de nos entreprises. Nos universités joueront également un rôle clé. Tout comme, bien sûr, l'ensemble des actifs : les entrepreneurs qui peuvent inventer les géants de demain et les employés qui doivent avoir les compétences pour être mobiles sur un marché du travail que les nouvelles technologies ne manqueront pas de transformer. Loin d'être un danger pour notre économie, la nouvelle révolution technologique doit être une occasion de croissance nouvelle : à nous de la saisir avec audace.

GÉRALD DARMANIN

MINISTRE DE L'ACTION ET DES COMPTES PUBLICS

Juriste de formation, il est élu député de la 10^e circonscription du Nord en 2012. Il démissionne en 2014 lorsqu'il devient maire de Tourcoing pour s'engager pleinement dans son territoire. En 2015, il est nommé vice-président de la région Hauts-de-France. Porte-parole de Nicolas Sarkozy pour la présidence de l'UMP en 2014, il lui renouvelle son soutien dans le cadre de la primaire de la droite et du centre en vue de la présidentielle de 2017. Nommé ministre en mai 2017, il est reconduit au sein du deuxième gouvernement Edouard Philippe. Il se définit lui-même comme un « gaulliste social ».



© GezelinGree

QUELLE EST VOTRE PRIORITÉ POUR LES PREMIERS MOIS DE VOTRE FONCTION ?

Gérald Darmanin : Restaurer la confiance entre les Français et leurs administrations. Les Français sont attachés à leurs services publics, mais n'ont pas toujours l'amour de l'administration. Tel est le paradoxe qui traverse les esprits de ceux qui réfléchissent à l'amélioration – indispensable – du lien de confiance entre les citoyens et l'État.

Les entreprises réclament depuis longtemps l'instauration d'une nouvelle relation gagnant-gagnant avec l'action publique : faire que le conseil l'emporte sur le contrôle, que la simplification prime sur la réglementation, que l'aide arrive avant la sanction. La bonne foi des usagers sera reconnue ; le non-discernement, voilà l'ennemi. C'est tout l'apport du texte « droit à l'erreur » que le président de la République, Emmanuel Macron, m'a demandé de porter, celui d'une révolution copernicienne comme on en connaît peu, guidée par le triptyque : simplification, expérimentation, lutte contre les surtranspositions. Gouverner, c'est donner de la liberté, c'est accompagner, c'est rassurer. L'agent public sera demain un conseiller, l'administration un conseil. Le monde nouveau est en marche, aidez-nous à le faire émerger au plus vite.

SOPHIE CLUZEL

SECRÉTAIRE D'ÉTAT CHARGÉE DES PERSONNES HANDICAPÉES

Sophie Cluzel est la fondatrice de SAIS 92 et de Grandir à l'école, associations œuvrant pour la scolarisation d'enfants handicapés. En juin 2011, elle est élue présidente de la Fédération nationale des associations au service des élèves présentant une situation de handicap (FNASEPH). Sophie Cluzel a notamment participé à l'élaboration et au suivi de la loi de 2005 pour l'égalité des droits et des chances, pour la participation et pour la citoyenneté des personnes handicapées. En janvier 2012, elle organise le premier Grenelle de l'intégration des jeunes handicapés dans la société où près de 50 associations locales ou nationales rédigent une plateforme de mesures qui sont transmises aux candidats à l'élection présidentielle.



© Agence/Besimage

QUELLE EST VOTRE PRIORITÉ POUR LES PREMIERS MOIS DE VOTRE FONCTION ?

Sophie Cluzel : Le but du secrétariat d'État aux Personnes handicapées est d'aboutir à une société inclusive qui facilitera la vie de tous et ouvrira les champs des possibles au lieu de contraindre. Pour cela, nous devons changer le regard de notre société sur le handicap. Il est important de partir des besoins et de l'expertise de la personne afin de bâtir des solutions collectives en concertation avec tous les acteurs publics.

Le rattachement du secrétariat d'État auprès du Premier ministre permettra ainsi d'irriguer l'ensemble des politiques publiques. Pour relever ce défi, tout commencera par l'école et par le fait de limiter les ruptures de parcours de vie dans le quotidien de la personne. L'insertion dans l'emploi passera par l'acquisition de compétences par le biais de la formation et de l'apprentissage. Nous collaborerons étroitement avec le ministère du Travail qui prendra en compte le handicap dans l'ensemble des réformes engagées, cela via la simplification des démarches des employeurs et la sortie d'une logique punitive qui s'est montrée improductive avec le temps. Valorisons les talents des personnes et laissons-leur l'opportunité de montrer qu'elles sont autrement capables.

JEAN-BAPTISTE LEMOYNE

SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUPRÈS DU MINISTRE DE L'EUROPE ET DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Maire de Vallery et sénateur de l'Yonne depuis 2014, Jean-Baptiste Lemoine est également conseiller départemental de l'Yonne depuis 2011. Dès 1996, il est engagé au sein du Mouvement des jeunes républicains et est élu conseiller du 4^e arrondissement de Paris sous l'étiquette « Démocratie libérale » à l'âge de 24 ans. Diplômé de l'IEP de Strasbourg, de l'École spéciale militaire de Saint-Cyr et de l'ESSEC, il a commencé sa carrière chez IBM avant de rejoindre l'équipe de Jean-François Copé dans ses différents cabinets ministériels de 2002 à 2007 (secrétariat d'État aux relations avec le Parlement, ministre délégué à l'Intérieur et ministère du Budget). De 2007 à 2014, il est secrétaire général délégué du groupe UMP de l'Assemblée nationale. Il est secrétaire national au commerce et à l'artisanat au sein du parti Les Républicains et est président de la Fédération Les Républicains de l'Yonne jusqu'en mars 2017. À cette date il démissionne de ces deux fonctions. En effet, il soutient Alain Juppé lors des primaires de la droite et du centre, puis annonce en mars 2017 son soutien à Emmanuel Macron ; « le candidat de la droite – François Fillon - ayant repris sa parole, lui reprend sa liberté ». Il est ainsi le premier parlementaire LR à avoir annoncé son soutien au candidat En Marche ! Au Sénat, il est apparenté au groupe Les Républicains et siège au sein de la commission des affaires sociales où il est rapporteur de la loi dite « El Khomri ». Il est président délégué du groupe d'amitié France-Afrique de l'Ouest pour la Côte d'Ivoire.



QUELLE EST VOTRE PRIORITÉ POUR LES PREMIERS MOIS DE VOTRE FONCTION ?

Jean-Baptiste Lemoine : La France est de retour ! Depuis l'élection du président de la République, tel est le sentiment bien réel perçu par celles et ceux qui sont implantés à l'étranger ou qui travaillent avec nos partenaires sur les cinq continents. Dans ce contexte, je ferai tout, aux côtés de Jean-Yves Le Drian, pour que notre pays et nos entreprises puissent tirer le meilleur parti de cette nouvelle donne, que ce soit dans le domaine du commerce extérieur, du développement international ou du tourisme. Cela passe par la mobilisation de l'ensemble des énergies – du réseau diplomatique, des agences de l'État comme Business France et Atout France, et de nos partenaires privilégiés que sont les entreprises, petites, moyennes et grandes – ainsi que par une simplification et un renforcement de notre dispositif de soutien à l'export. Les objectifs que nous poursuivons sont simples : nous souhaitons que la France gagne des parts de marché et que son image s'améliore auprès des investisseurs et des visiteurs avec, pour ces derniers, une feuille de route fixée par le Premier ministre pour atteindre 100 millions de touristes internationaux à l'horizon 2020.

Dans le cadre de la politique commerciale européenne, comme le souhaite le président de la République, je défendrai les opportunités pour nos entreprises d'une Europe qui se projette résolument dans la mondialisation tout en se donnant les moyens de protéger ses intérêts stratégiques.

Enfin, je serai attentif aux moyens d'aider nos entreprises à participer à l'émergence des économies en Afrique, compte tenu de l'importance de cet enjeu pour la jeunesse du continent, pour l'Europe et pour la Francophonie, cet espace structuré par la langue française en partage qui doit également être un espace favorisant une dynamique forte d'échanges économiques.



© AFP

**QUELLE EST VOTRE
PRIORITÉ POUR LES
PREMIERS MOIS DE VOTRE
FONCTION ?**

Benjamin Griveaux : Ma génération est celle des « crises françaises », qu'elles soient économiques, sociales ou politiques. L'une des conditions pour en sortir est que notre pays retrouve croissance et confiance. Cela passe par un rapport renouvelé au travail, à l'entreprise et à la prise de risques. L'immobilisme et parfois le maintien d'une économie de la rente n'ont pas permis la nécessaire libération des énergies. L'action que je conduirai sera entièrement tournée vers un seul objectif : mettre la mobilité au cœur de notre modèle. Comment ? En facilitant la vie de ceux qui entreprennent, parce qu'ils créent les emplois de demain. En favorisant l'innovation. En veillant, aussi, à ce que la richesse produite profite à tous, dans tous les territoires. Pour mener à bien cette feuille de route, nous avons besoin de chacun : grands groupes et PME, indépendants et ETI, entrepreneurs et salariés. C'est par notre intelligence collective que nous redonnerons confiance à notre économie et donc à nos concitoyens.

**BENJAMIN GRIVEAUX
SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUPRÈS
DU MINISTRE DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES**

Diplômé de Sciences Po et d'HEC, Benjamin Griveaux rejoint très tôt le think tank « A gauche, en Europe » fondé par Dominique Strauss-Khan. Après un passage au ministère de la Santé sous Marisol Touraine, il se reconvertisse dans le privé chez Unibail-Rodamco. Fin 2015, il fait la connaissance d'Emmanuel Macron via Ismaël Emelien, le conseiller politique du président, et devient porte-parole du mouvement En Marche ! avant d'être élu député de la cinquième circonscription de Paris lors des dernières législatives. Benjamin Griveaux a également été vice-président du conseil général de Saône-et-Loire entre 2008 et 2015, sous la présidence d'Arnaud Montebourg.

LE BLEUET DE FRANCE S'ENGAGE POUR MOI

En finançant ma
formation de pilote

*Thibault,
Pupille de la Nation*

AIDONS CEUX QUI RESTENT
ENVOYEZ VOS DONNS AU BLEUET DE FRANCE

design : ARS MAGNA • photo : Pierre Chancy



mémoire et solidarité

1917-2017 CENTENAIRE DU STATUT DE PUPILLE DE LA NATION

www.bleuetdefrance.fr - Le Bleuet de France
Hôtel National des Invalides 75007 Paris





mémoire et solidarité



Interview du Sergent JONATHAN HAMOU

POUVEZ-VOUS VOUS PRÉSENTER ?

Je m'appelle Jonathan Hamou, je suis sergent dans l'Armée de l'Air. Alors que j'étais en groupe action dans la prestigieuse unité du CPA 10 (Commando Parachutiste de l'Air n°10), j'ai malheureusement été victime de l'explosion d'une grenade qui m'arracha les 2 mains le 1^{er} octobre 2010. Endormi sur place, je me suis réveillé à l'HIA Percy à Paris, où j'ai passé 6 mois.

Après ma rééducation, je sors de l'hôpital en février 2014. Dès lors je reprends le sport pour redonner mon corps et ma condition.

Aujourd'hui j'ai repris le travail et je suis aide de camp du Général commandant l'École de l'Air de Salon de Provence.

LE BLEUET DE FRANCE VOUS A CHOISI POUR SA NOUVELLE CAMPAGNE, POUVEZ-VOUS NOUS DIRE CE QUE CELA VOUS A FAIT ? CONNAISSIEZ-VOUS LE BLEUET DE FRANCE AVANT CETTE PRISE DE CONTACT ?

Que le Bleu de France m'ait choisi comme ambassadeur est un grand honneur car il s'agit vraiment d'une Œuvre très utile et qui fait la différence pour ceux qui en bénéficient. De plus cela signifie que ma reconstruction est en très bonne voie pour que le Bleu de France me choisisse comme ambassadeur.

QU'EST CE QUE LE BLEUET DE FRANCE A FAIT POUR VOUS ?

Le Bleu de France a aidé ma famille lors de mon hospitalisation. En effet, étant originaire du sud de la France,



lorsque je suis arrivé à l'hôpital de Percy mes proches étaient complètement déboussolés, mon pronostic vital étant engagé. Il a fallu les aider pour se loger sur Paris les premiers jours et pouvoir être proches de moi. C'était une période très difficile, comme pour toutes les familles de blessés, et à l'époque la maison des familles qui a ouvert près de Percy n'existait pas. Heureusement que le Bleu de France était là.

Par la suite, j'ai été choisi pour un projet sportif. Et grâce à l'aide financière du Bleu de France, j'ai pu, au bout d'un an de recherche et de test, développer le premier vélo français pour double amputé des membres supérieurs. Ce qui m'a permis de faire mes premières balades à vélo avec ma fille de 9 ans.

AURIEZ-VOUS UNE IDÉE D'ACTION POUR QUE TOUT LE MONDE PUISSE CONNAÎTRE LE BLEUET DE FRANCE ?

Je trouve que le Bleu de France est déjà pas mal connu. Pour grandir encore sa popularité, je pense qu'il faudrait l'associer de manière visible à tous les grands événements sportifs français.



Stimulez et fidélisez vos clients avec des cadeaux de premier choix



PETIT DÉJEUNER



PRÉPARATION CULINAIRE



CUISSON/CONVIVAL



ARTICLES CULINAIRES



SOIN DES SOLS/SOIN DU LINGE



SOIN DE LA PERSONNE

Moulinex

KRUPS



Rowenta



NESPRESSO

calor

Tefal



SEB

Leader mondial du petit équipement ménager, le groupe SEB met à votre disposition un large choix de marques et produits pour contribuer au succès de vos opérations.

L'équipe SEBUSINESS
servicebtob@groupeseb.com

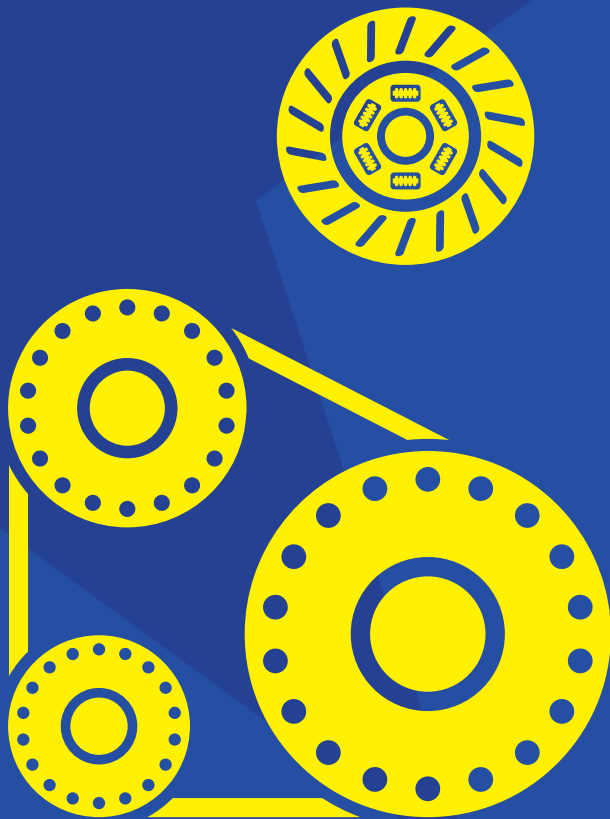
LA FRANCE EN MARCHÉ

UNE CHANCE
POUR RELANCER
L'EUROPE !
PAR MICHEL GODET



ÉCONOMISTE, MEMBRE DE L'ACADÉMIE DES TECHNOLOGIES ET VICE-PRÉSIDENT DE LA FONDATION MMA DES ENTREPRENEURS DU FUTUR, MICHEL GODET EST UN EUROPHILE CONVAINCU. SELON LUI, LE BINÔME FRANCO-ALLEMAND DOIT MAINTENANT S'ACCORDER POUR DONNER UNE NOUVELLE IMPULSION AUX VINGT-SEPT.

IL FAUT RELANCER LE MOTEUR FRANCO-ALLEMAND



De ce point de vue, la revendication du président Trump pour que les pays européens assument une part plus importante de leur défense dans le cadre de l'OTAN est aussi une chance à saisir pour relancer l'Europe de la défense.

Il n'y a pas d'Europe possible sans la France. Mais l'Europe ne peut avancer que si le couple franco-allemand danse au même rythme. Ce qui n'est plus le cas depuis le début des années 2000 où les divergences multiples se sont accentuées (équilibre budgétaire, chômage, performances à l'export, dynamique démographique...). Il faut rappeler que le couple franco-allemand compte pour près de la moitié du PIB de la zone euro (20 % pour la France et 28 % pour l'Allemagne), il assure 44 % des exports de la zone euro. L'Allemagne est un client important pour la France (15 % de ses exports), la réciproque est moins vraie : la France ne représente que 8,4 % des exports de l'Allemagne. La zone euro assure 54 % de ses exportations vers elle-même, c'est dire qu'elle est fortement intégrée.

La France se doit de respecter ses engagements budgétaires pour retrouver sa crédibilité et relancer le moteur franco-allemand. En lui donnant de nouveaux objectifs économiques, sociaux, environnementaux, mais aussi militaires. Ces objectifs seront d'autant plus faciles à tenir si l'Europe sort du cycle de baisse tendancielle du PIB par tête : 0,6 % par an entre 2000 et 2015 contre 2 % par an dans la période 1980-2000 et même 3,7 % pour la période 1960-1980. Les États-Unis et le Japon sont aussi concernés par cette baisse tendancielle du PIB par tête. Nous avons avancé une hypothèse de vieillissement démographique pour expliquer ce déclin. La technologie n'est pas en cause, au contraire. La question de la relance démographique de l'Europe n'est pas moins vitale que celle de l'environnement. Au-delà de la croissance, il y va aussi de notre capacité à accueillir les inévitables flux migratoires. Sur le plan des politiques familiales, la France a aussi quelques réussites à promouvoir en Europe. Bref, la France est en marche, il ne tient qu'à elle de relancer l'Europe en dansant à nouveau avec l'Allemagne, sans faux pas.



EN EN MARCHÉ

**LOÏC ARMAND, PRÉSIDENT
DE LA COMMISSION EUROPE
DU MEDEF, SOUHAITE QUE L'EUROPE
PRENNE UN NOUVEL ÉLAN. ET QUE
LE NOUVEAU GOUVERNEMENT FRANÇAIS
S'ENGAGE SUR DEUX OBJECTIFS
PRIMORDIAUX POUR TOUS LES EUROPÉENS :
LA SÉCURITÉ ET L'EMPLOI.**

VERS

UN



NEW DEAL

EUROPÉEN

C'était, début juin, le traditionnel voyage organisé par le MEDEF, l'Afep et le Cercle de l'industrie auprès du gouvernement qui va prendre, dans quelques semaines et pour un semestre, la présidence du Conseil de l'Union européenne. C'était, cette fois, à Tallinn, capitale de l'Estonie. Non pas un petit pays mais, comme le disent nos interlocuteurs « *un pays "compact", bourré d'intelligence, de capacité d'innovation, très en avance sur la révolution digitale, gérant des finances publiques en équilibre et, surtout, très européen* ».

Représentants des entreprises françaises, nous étions fiers et soulagés. Au lieu de devoir passer notre temps à nous excuser de devoir gérer la sortie de la France de l'euro, voire de porter la responsabilité de briser le rêve européen – le plus beau projet de l'histoire moderne –, nous avons pu témoigner qu'un pays qui avait élu un président de 39 ans et choisi un Premier ministre de 46 ans était capable d'inventer l'avenir avec ceux qui le vivront.

Nous avons fait le premier pas, reste à faire le plus important : remettre l'Europe en ordre de marche, avec tous ceux qui la font, et en faisant monter à bord ceux qui la rejettent parce qu'ils ne la connaissent pas, parce qu'on ne leur a jamais expliqué ou parce qu'on leur a menti sur ce qu'elle fait ou ne fait pas, quand il ne s'agissait pas de la charger de tous les maux afin de se parer de toutes les vertus.

Nous avons partagé avec le gouvernement estonien et avec la communauté d'affaires locale nos priorités. D'abord, celle de parler aux gens un langage qu'ils comprennent au lieu de l'habituel charabia technocratique organisé autour d'un agenda institutionnel qui semble immuable, quels que soient les soubresauts politiques.

Force est de reconnaître que nombreux sont les sujets traités au niveau européen qui revêtent un niveau de technicité avancé, surtout quand il s'agit d'harmoniser vingt-huit, et désormais vingt-sept législations différentes. Ce serait faire preuve d'inconscience que de l'ignorer. C'est précisément pour cela que le politique doit l'emporter sur le technique. C'est d'ores et déjà le Conseil européen qui décide des orientations, même si l'initiative des propositions revient à la Commission européenne, ce n'est donc pas là que doit résider le « new deal ». Ce qui serait vraiment nouveau serait

que les chefs d'État et de gouvernement assument véritablement, en toute transparence, devant leur représentation nationale, les débats, les positions et les choix du Conseil européen. Certains pays le font mieux que nous. Nous avons exprimé notre confiance pour l'avenir. Nous avons dit que ce serait le cas de notre nouveau gouvernement. Tous les espoirs sont alors permis, la France est de retour.

Le New Deal de Franklin D. Roosevelt en 1933 reposait sur les 3 « R » : « Relief » comme secours aux démunis, « Recovery » comme retour d'une croissance durable et enfin « Reforms ». Tout cela reste singulièrement à l'ordre du jour.

Aux abandonnés de l'Europe, il faut fournir sans attendre ce qu'ils réclament à grands cris : la sécurité et des emplois pour leurs enfants. Donc finies les listes alambiquées de priorités en tiroirs.

Tout ce qui ne contribue pas à ces deux objectifs doit être mis sous le boisseau en attendant d'avoir réalisé cette promesse. Dans ce cas, la technicité peut reprendre ses droits. Tout le monde sait ce qu'il y a derrière : pour la sécurité, la fixation des frontières de l'Europe, leur défense commune, tout comme une politique d'immigration partagée et une politique d'asile assumée ainsi qu'une étroite collaboration contre le terrorisme et la cybercriminalité ; pour les jobs, un environnement législatif et réglementaire harmonisé, simplifié, appliqué avec la même sincérité partout dans l'Union européenne ; une politique énergétique commune respectueuse de l'enjeu climatique ; l'investissement dans la recherche et l'innovation, la révolution digitale, le droit commun des affaires, la convergence fiscale, le développement de l'apprentissage ; et une politique de voisinage à l'Est, comme au Sud, à la hauteur des enjeux économiques et géopolitiques. La liste n'est pas exhaustive, mais toutes ces actions ne doivent viser que deux objectifs et deux seulement. Pourquoi faire compliqué quand on peut faire simple ? Nous, les entreprises, sommes prêtes à en prendre notre part. Rendre simple ce qui est compliqué, c'est notre savoir-faire quotidien.

Ce dont a manqué l'Europe, c'est de leadership politique. Puisse la génération qui arrive au pouvoir compléter, avec nos amis européens, petits et grands, ce que la nôtre a si mal mené à son terme !





Récompenser

Récompenser à la puissance Up, c'est féliciter ses équipes et ses clients en un clic.

Espace-up-cadeaux.com est une e-boutique BtoB qui vous permet de récompenser vos bénéficiaires en leur offrant du crédit-cadeau du montant de votre choix. Ils pourront dépenser directement leur dotation en choisissant parmi un catalogue proposant plus de 160 cartes cadeaux dématérialisées ou physiques.



Décideurs, passez à l'action
sur up-france.fr/recompenser

0 826 08 15 15
Service 0,20 € / min
+ prix appel.



Up

Ça fait du bien
au quotidien

Incentive et fidélité : le groupe Up innove dans le digital



Le groupe Up propose une nouvelle génération de récompenses pour dynamiser les dispositifs des entreprises. Explications de Nathalie Costigliola, Directrice Générale en charge de ce marché.



POURQUOI MISER SUR LE NUMÉRIQUE POUR RENFORCER L'INCENTIVE DES ENTREPRISES ?

Les programmes que développe le groupe Up depuis 25 ans ont fait la preuve de leur fort potentiel de motivation des équipes et de fidélisation des clients. Ils font désormais partie intégrante des stratégies de développement commercial des entreprises. Cela dit, les décideurs marketing et commerciaux se doivent de réinventer leurs dispositifs pour intégrer les nouveaux usages de leurs cibles. Les nouvelles technologies permettent de leur proposer des solutions digitales innovantes qui répondent aux attentes de rapidité, d'attractivité et d'ultra-personnalisation.

COMMENT TENEZ-VOUS COMPTE DE L'ÉVOLUTION DES COMPORTEMENTS D'ACHAT ?

Il faut savoir qu'en France, plus de sept consommateurs sur dix choisissent internet pour leurs achats quotidiens ! Les cartes cadeaux utilisables en ligne ou en magasins répondent à ces nouvelles tendances de consommation. Dans le domaine de l'incentive d'entreprise, où la récompense reste l'un des principaux éléments de motivation, cette évolution influe aussi sur le choix des dotations. Pour gagner en efficacité, les managers doivent prendre en considération les nouvelles exigences de leurs bénéficiaires, qu'ils soient collaborateurs, revendeurs ou clients.

FORT DE CE CONSTAT, QUEL DISPOSITIF INNOVANT PROPOSE LE GROUPE UP ?

Nous développons une nouvelle solution de récompenses 100% digitale. Elle consiste à récompenser les bénéficiaires en quelques clics via une plateforme sécurisée et clés en main. En allant sur www.espace-up-cadeaux.com, ils ont accès au plus grand choix de cartes, chèques et coffrets cadeaux. Cette offre s'appuie sur une mécanique d'e-boutique unique, en phase avec les besoins des entreprises qui souhaitent récompenser des équipes, remercier des clients, séduire des prospects ou encore se démarquer avec des dotations innovantes...

CONCRÈTEMENT, QU'APPORTE ESPACE-UP-CADEAUX.COM AUX ENTREPRISES ?

Ce site permet aux entreprises d'envoyer de façon rapide et sécurisée des dotations sous forme de crédits-cadeaux, par mail personnalisé, à leurs cibles. Il leur est proposé un catalogue de plus de 160 cartes cadeaux où elles peuvent faire le choix de l'univers de consommation, de la marque et du type de support, e-carte ou carte physique, en fonction de leurs envies et de leur mode d'achat. La souplesse d'utilisation des crédits-cadeaux est très appréciée des bénéficiaires qui peuvent les cumuler et les consommer en plusieurs fois, à l'euro près.

QUE TROUVE-T-ON DANS CE CATALOGUE EN LIGNE ?

Les plus grandes enseignes telles que Relais & Châteaux, Sephora, Smartbox, Ikea, Fnac, Galeries Lafayette, Aubert et bien d'autres sont présentes dans le catalogue de l'e-boutique. Il est également possible de commander le chèque Cadhoc, chèque cadeau multienseigne incontournable du groupe Up. Sur l'e-boutique, tous les univers sont ouverts au choix du bénéficiaire : voyage, loisirs, sports, gastronomie, mode, bien-être, puériculture, maison... C'est la garantie de faire plaisir à vos bénéficiaires avec des cadeaux disponibles immédiatement, à forte valeur perçue.



Ça fait du bien au quotidien

up-france.fr/recompenser

Un élève en difficulté est un enfant ignorant ses points forts.

DOMIA GROUP - RCS Paris 349 367 557 - 0717

Chez Acadomia, nous pensons que faire progresser un élève commence d'abord par lui montrer tout ce qu'il sait déjà. C'est pourquoi le bilan réalisé avant la définition du plan pédagogique insiste autant sur les acquis que sur les points de progrès.

Pour plus d'informations :

0 810 10 15 20 | acadomia.fr

(Prix d'un appel local)

ACADOMIA

.....

À L'HEURE OÙ L'ARRIVÉE DE NOUVEAUX OPÉRATEURS OBLIGE LES ACTEURS DU TRANSPORT DE PERSONNES À REPENSER LEUR MODÈLE DE DÉVELOPPEMENT, CHABÉ, QUI FAIT PARTIE DES RARES COMPAGNIES CENTENAIRES DU SECTEUR DANS LE MONDE, APPUIE SA RÉUSSITE SUR L'ALLIANCE DE LA TRADITION ET DE LA MODERNITÉ, AVEC POUR BOUSSOLE LA QUALITÉ DE SERVICE.



LEADER EUROPÉEN DU TRANSPORT PREMIUM :
L'EXCELLENCE COMME ADN



C'est en 1921 que Maurice Chabé crée le premier service de transport en voiture avec chauffeur. Dès le début, il perçoit que le service apporté au client sera la clé du succès. Quatre générations plus tard, c'est cette même philosophie qui anime les équipes du leader européen du transport premium. Un choix stratégique qui fait la force de cette entreprise familiale basée à Nanterre, qui a su anticiper à travers les époques les attentes d'une clientèle exigeante et percevoir les évolutions technologiques.

LA RELATION CLIENT AVANT TOUT

Plus de 300 chauffeurs triés sur le volet et formés à l'école de l'excellence, mais aussi des coordinateurs ou des logisticiens proposent un service d'exception à une clientèle de personnalités où se côtoient grands de ce monde, capitaines d'industrie, icônes de la pop ou stars du football. Un carnet d'adresses à faire pâlir d'envie les grands noms du luxe, dont Chabé sait être le confident discret et le référent de confiance. Un savoir-être devenu une référence internationale. « *Nous bâtissons une relation de confiance avec nos clients qui est la condition de leur fidélité* », souligne la présidente de Chabé, Agnès Lo Jacomo, qui fut aussi présidente du MEDEF Île-de-France.

Des chauffeurs formés au « *savoir-être* » Chabé qui consiste à se rendre indispensables tout en restant invisibles. Une excellence qui a permis à la maison de fidéliser la clientèle exigeante des grands hôtels et de décrocher les marchés les plus prestigieux comme l'Euro 2016, la Fashion Week, la Biennale des antiquaires, Art Paris Art Fair ou le Salon international de l'aéronautique et de l'espace du Bourget dont elle est le fournisseur officiel, avec 300 véhicules mobilisés.

UNE OFFRE DÉDIÉE AUX ENTREPRISES, Y COMPRIS LES PME

Autre cible privilégiée par Chabé : les entreprises et leurs dirigeants, avec une offre sur mesure de chauffeur dédié, qui s'adapte aux besoins de chaque client (déplacements quotidiens, en province ou à l'étrangers, accueils VIP...). L'objectif est de leur permettre d'optimiser leur gestion du temps, en faisant de la voiture un prolongement de leur bureau. Un accompagnement accessible partout en France et dans le monde, grâce aux agences du groupe et à un réseau de partenaires. Un service qui n'est pas réservé qu'aux grandes entreprises. « *Une fiscalité plus favorable et une convention collective adaptée permettent d'économiser jusqu'à 30 % sur le coût d'un chauffeur interne ou d'une solution de taxis d'affaires* », précise Guillaume Connan, directeur général de Chabé (voir entretien page 91).

Une clientèle de plus en plus sensible aux questions de sécurité, pour laquelle Chabé vient de développer des réponses adaptées : formation de chauffeurs à la conduite de sécurité, filmage anti-casse des vitres de tous les véhicules de la flotte afin d'éviter les car-jackings, agent de protection rapprochée, véhicules blindés, voiture suiveuse ou escorte à moto.

Pour en savoir plus : www.chabe.fr

OPINEL ACCÉLÈRE À L'EXPORT AVEC LE V.I.E

Pour booster son développement sur le marché américain, Opinel a ouvert une filiale à Chicago. La marque savoyarde de couteaux de poche en a confié le développement à un jeune commercial recruté en V.I.E. Elle n'exclut pas de renouveler l'opération sur d'autres marchés.



En France, Opinel est devenu synonyme de couteau de poche. La marque est, certes, un peu moins connue dans le reste du monde, mais Opinel réalise 45 % de son chiffre d'affaires à l'export, dans près de 80 pays. « Sur la plupart de ces marchés, nous travaillons avec des importateurs-distributeurs qui ont leur propre force commerciale », explique Jérôme Le Caïnec, directeur Export.

Pour donner un coup d'accélérateur à son développement sur le marché américain, la marque savoyarde a décidé de créer une filiale à Chicago. « Nous nous sommes associés à notre prestataire logistique local et nous avons intégré un jeune diplômé en V.I.E », poursuit Jérôme Le Caïnec, qui a été particulièrement attentif à son recrutement. « Business France nous a soumis une dizaine de candidatures. Nous avons choisi un jeune de 26

ans, diplômé d'une école de commerce, qui avait déjà une expérience commerciale dans l'industrie aux USA et une forte envie de s'y installer. »

Pari réussi : à l'issue de ses 18 mois de contrat en V.I.E, le jeune commercial se verra proposer une embauche à la fin de l'année. Il n'avait pourtant passé que trois semaines au siège et dans l'usine de Chambéry avant de s'envoler pour Chicago. « Mais nous ne l'avons pas lâché dans la nature !, sourit Jérôme Le Caïnec. Il est hébergé par notre prestataire logistique et nous l'avons suivi de près durant ses premiers mois d'activité. Cela prend du temps... mais le marché américain vaut bien quelques efforts ! » Une nouvelle implantation à l'étranger n'est pas prévue à court terme : « Mais maintenant qu'on sait que c'est possible avec un V.I.E, on ne s'interdit pas d'ouvrir une autre filiale dans le monde ou en Europe. »



Jérôme Le Caïnec,
directeur Export
d'Opinel.

GROS PLAN SUR OPINEL

La marque est plus que centenaire : Denis Opinel, directeur général d'Opinel SAS, est l'arrière-petit-fils du fondateur Joseph, qui a créé ce couteau de poche en 1890. Aujourd'hui, l'entreprise produit 4,5 millions de couteaux par an et réalise 20 millions d'euros de chiffre d'affaires, dont 45 % à l'export. Mais elle est restée proche de ses racines savoyardes : son usine de Chambéry emploie une centaine de personnes, dont 60 % travaillent à la production.

V.I.E : UNE FORMULE GAGNANTE

Instituée en 2000 et gérée par Business France, le V.I.E a largement fait ses preuves : **plus de 6 800 entreprises – en majorité des PME (66 %) –** ont déjà utilisé ce dispositif qui leur permet d'engager ou d'accélérer leur **développement international en recrutant un jeune diplômé**. Ces missions, d'une durée modulable de 6 à 24 mois, sont renouvelables une fois (sur une durée maximale de 24 mois). Business France met à la disposition des entreprises un **vivier riche de 55 000 candidats** aux profils et formations très variés. Ses consultants peuvent aussi les **accompagner dans le process de recrutement** et la gestion des formalités administratives : visa et permis de travail, contrat, indemnisation, protection sociale...

Le **V.I.E (Volontariat International en Entreprise)**, permet aux entreprises de droit français de confier à un jeune, homme ou femme, âgé de 18 à 28 ans, une mission professionnelle à l'étranger allant de 6 à 24 mois.

Il est géré par Business France, l'agence nationale au service de l'internationalisation de l'économie française.

Contact : **0810 659 659** (Prix d'un appel local),

site : **export.businessfrance.fr/vie**

1921

DATE DE CRÉATION
DE L'ENTREPRISE
PAR **MAURICE CHABÉ**

300

LE NOMBRE DE
CHAUFFEURS EN CDI

100 000

LE NOMBRE DE MISSIONS
ASSURÉES CHAQUE ANNÉE

40 M€

LE CHIFFRE D'AFFAIRES
DE L'ENTREPRISE EN 2016

9

LE NOMBRE D'AGENCES CHABÉ
PRÉSENTES À PARIS, GENÈVE, LYON,
MARSEILLE, BORDEAUX, TOULOUSE,
CANNES, COURCHEVEL, BIARRITZ
ET PARTOUT DANS LE MONDE, GRÂCE À UN
RÉSEAU DE PARTENAIRES TRIÉS SUR LE VOLET

ARRIÈRE-PETIT-FILS DU CRÉATEUR, **GUILLAUME CONNAN** A PRIS LA DIRECTION DE CHABÉ EN 2014, APRÈS UN BRILLANT PARCOURS DANS LE PRIVATE EQUITY ET LE CAPITAL-RISQUE. ENTRETIEN.



GUILLAUME CONNAN, DIRECTEUR GÉNÉRAL DU GROUPE CHABÉ



LE SECTEUR DU TRANSPORT AVEC CHAUFFEUR A VÉCU UNE PROFONDE RÉVOLUTION CES DERNIÈRES ANNÉES. COMMENT AVEZ-VOUS FAIT FACE À CETTE NOUVELLE DONNE ?

Nous avons amélioré notre compétitivité en diminuant nos coûts. Une partie de la baisse a été reportée sur nos prix, au profit de nos clients, en investissant en informatique pour améliorer notre productivité et, surtout l'expérience client, et en œuvrant, constamment, à accroître la qualité de nos services. Ce n'est pas un chemin tranquille, mais nous arrivons à croître de façon profitable dans un marché où la plupart des opérateurs cherchent encore un modèle économique viable.

POUR DEMEURER LEADER SUR VOTRE MARCHÉ, QUELS AXES DE DÉVELOPPEMENT PRIVILÉGIEZ-VOUS ?

Notre marché correspond aux segments luxe et premium du transport de personnes. Nous y assumons une ambition de leader. Pour la conforter, nous souhaitons capitaliser sur les liens très forts qui nous unissent à nos clients : en les accompagnant, grâce à un réseau de partenaires dont nous serons garants, lors de leurs déplacements à travers le monde ; en leur proposant des services complémentaires, comme de la sécurité ou de la conciergerie, et en leur offrant une expérience supérieure, faite de technologie et de services, qu'ils ne retrouvent plus ailleurs.

VOUS DÉFENDEZ ÉGALEMENT UNE APPROCHE ÉTHIQUE DU MÉTIER. POUVEZ-VOUS NOUS EN DIRE PLUS ?

À la base de la satisfaction de nos clients, il y a le chauffeur. Pour que nos clients soient heureux, il faut que le chauffeur le soit aussi. Je suis très sceptique sur la direction qu'a prise notre marché car elle revient à une paupérisation du chauffeur, donc à son insatisfaction et de ce fait à une dégradation de la qualité de service. Avoir un chauffeur en deux minutes, grâce à son Smartphone, c'est génial. Mais si son véhicule est sale, s'il ne sait pas où il va, conduit dangereusement et est désagréable... quel intérêt ? La grande majorité de nos chauffeurs sont salariés, justement rémunérés, régulièrement formés et bénéficient des temps de travail et des repos conventionnels. Les chauffeurs indépendants, eux aussi, touchent une juste rémunération des services qu'ils nous fournissent. Tout simplement parce que, autrement, ça ne marche pas. C'est donc une éthique rationnelle et, bien sûr, de conviction.

COMMENT VOYEZ-VOUS ÉVOLUER VOTRE SECTEUR D'ACTIVITÉ DANS LES DIX PROCHAINES ANNÉES ?

La digitalisation et l'internationalisation de notre marché, qui était auparavant très local et fragmenté, vont entraîner une consolidation forte. Après, les transformations vont se poursuivre avec, par exemple, la voiture autonome. Je reste persuadé que, en nous concentrant sur les clients les plus exigeants, en capitalisant sur les liens de confiance que nous avons tissés avec eux et en leur proposant des services qui vont au-delà du transport d'un point A à un point B, nous arriverons encore à transformer une menace en une opportunité. Le changement a du bon !

Interview ALICE GAUDIN



POUVEZ-VOUS VOUS PRESENTER ?

Alice Gaudin, je suis veuve de guerre « nouvelle génération » suite au décès de mon mari, militaire, en Afghanistan, en juin 2011. Je suis maman de 5 enfants âgés de 5 à 16 ans, tous pupilles de la Nation. Je suis fonctionnaire des finances publiques à Bordeaux et engagée au sein du collège du Bleuet de France depuis septembre 2016.

LE BLEUET DE FRANCE VOUS A CHOISI POUR SA NOUVELLE CAMPAGNE, POUVEZ-VOUS NOUS DIRE CE QUE CELA VOUS A FAIT ? CONNAISSIEZ-VOUS LE BLEUET DE FRANCE AVANT CETTE PRISE DE CONTACT ?

J'ai été touchée par ce choix qui nous donnait ainsi l'occasion, en nous impliquant dans la campagne, d'exprimer notre gratitude envers l'Œuvre du Bleuet en nous rendant utiles. Avant d'être approchée pour la campagne d'affichage et de promotion du Bleuet, je connaissais l'Œuvre pour laquelle j'avais participé à des quêtes sur la voie publique, dans mon enfance, à l'occasion des cérémonies du 11 novembre notamment.

LE BLEUET QUI EST POUR MOI PLUS QUE JAMAIS UN SYMBOLE MULTI GÉNÉRATIONNEL DE LA SOLIDARITÉ PATRIOTIQUE.

QU'EST CE QUE LE BLEUET DE FRANCE A FAIT POUR VOUS ?

Le Bleuet qui est pour moi plus que jamais un symbole multi générationnel de la solidarité patriotique est pour notre famille un soutien matériel et psychologique solide et indéfectible. En effet, le Bleuet en participant au financement des études de mes enfants, de leurs permis de conduire, de leurs loisirs mais aussi de leur suivi psychologique indispensable depuis 5 ans est un acteur essentiel dans notre travail de reconstruction.

AURIEZ-VOUS UNE IDEE D'ACTION POUR QUE TOUT LE MONDE PUISSE CONNAITRE LE BLEUET DE FRANCE ?

À mon sens, pour faire connaître le Bleuet, il faut inévitablement le faire ou refaire connaître aux plus jeunes qui sont l'avenir et amenés à entretenir la mémoire de la Nation. Passer par les réseaux sociaux et tous les moyens de communication de cette jeunesse est indispensable. Il faut communiquer, témoigner auprès d'eux pour les impliquer de nouveau et qu'ils s'approprient, en partenariat avec l'Éducation Nationale, mais aussi les nombreuses associations sportives, culturelles qui partagent des valeurs semblables. J'imagine un flash mob sur l'Esplanade des Invalides et d'autres en province.

Participez vous aussi aux missions du BLEUET DE FRANCE

EN FAISANT UN DON :

A nos collecteurs, dans la rue du 3 au 12 novembre 2017 (journées inscrites au calendrier d'appel à la générosité publique édité par le Ministère de l'Intérieur)

TOUT AU LONG DE L'ANNÉE EN ENVOYANT VOTRE DON :

- **Par chèque**, directement au siège de l'Œuvre, grâce au bulletin de don ci-joint
- **En ligne** sur www.bleuetdefrance.fr (transactions 3D Secure par la Caisse d'Épargne)
- **En faisant un achat sur notre boutique en ligne :** www.bleuetdefrance.fr (ouverture dernier trimestre 2017) ou via Facebook « Bleuet de France ».
- **En rejoignant notre chaîne de solidarité**



ADJUDANT-CHEF Franck Robin, Gendarme - Double médaillé d'Or aux Invictus Games 2014

Vous pouvez devenir volontaire et collecter* sur la voie publique, pendant les jours de nos deux campagnes nationales, dans différents endroits, en fonction de vos possibilités.

Même si vous n'avez qu'une heure ou deux à consacrer au Bleuet de France, nous avons besoin de toutes les bonnes volontés. Ne serait-ce que pour en parler autour de vous, c'est important !

*Les associations d'anciens combattants collectrices peuvent conserver jusqu'à 40% du montant total des fonds qu'elles auront collecté sur la voie publique, pour leurs propres activités de Mémoire et Solidarité.

Les associations de jeunesse peuvent, quant à elles, conserver jusqu'à 10% des fonds récoltés sur la voie publique. Tous les autres collecteurs reversent 100% des fonds au Bleuet de France.

Pour tous renseignements nous vous invitons à visiter notre site : www.bleuetdefrance.fr

Vous pouvez aussi contacter le siège social de

l'Œuvre Nationale du Bleuet de France :

Par courrier : ONACVG - Bleuet de France, Hôtel National des Invalides 75007 PARIS

Par tél : 01 44 42 32 44

Par mail : bleuet-de-france@onacvg.fr

Enfin, vous pouvez entrer en relation avec le service départemental de l'ONACVG, gestionnaire du Bleuet de France le plus proche de votre domicile, dont les coordonnées sont disponibles sur www.onac-vg.fr



BULLETTIN DE DON - MEDEF17

Mme / M. :

ADRESSE :

CODE POSTAL : VILLE :

Je souhaite effectuer un don de 20€ 30€ 50€ 100€ Autre : € (selon mes possibilités)

Chèque libellé à l'ordre du **régisseur du Bleuet de France** à adresser avec le bulletin à :

ONACVG – Régie du Bleuet de France – Hôtel National des Invalides – 75007 PARIS

Je souhaite recevoir gratuitement des informations sur le prélèvement automatique.

Un don de 100€ après déduction fiscale ne vous coûtera que 33€ (66% de réduction fiscale dans la limite de 20% de vos revenus imposables).

Un reçu fiscal sera automatiquement édité pour tout don au moins égal à 15€.

Conformément à la loi « Informatique et Libertés », la confidentialité des informations et leur utilisation exclusive pour le Bleuet de France sont garanties.

LES ENTREPRISES CHERCHENT DES SOLUTIONS SOUPLES ET ÉCONOMIQUES POUR SÉCURISER LA MISE EN ŒUVRE DE LEURS PROJETS. UNE ETI FRANÇAISE BOUSCULE LE PAYSAGE DU CONSEIL EN S'IMPOSANT COMME LA SPÉCIALISTE DE LA MISE EN ŒUVRE D'UN PROJET. KLB GROUP EN FAIT UNE DISCIPLINE À PART ENTIÈRE DU MANAGEMENT.



Implement
smartly

A portrait of a man with short brown hair, wearing a white shirt and a dark blue suit jacket. He is smiling and has his right hand on his left shoulder. The background is plain white.

HORS L'IMPLEMENTATION, **POINT DE SALUT !**

Malgré Waterloo, Jeanne d'Arc et le Brexit, force est de constater que nos amis britanniques nous ont légué certains mots qu'il nous est difficile de traduire et que nous nous contentons d'utiliser dans leur prononciation francisée. C'était le cas de la « *sérendipité* », autrement dit le fait de réaliser une découverte scientifique ou une invention technique à la suite d'un concours de circonstances, telles que le four à micro-ondes, la pénicilline, le post-it ou encore le Viagra. L'implémentation en constitue un autre exemple. Longtemps réservé au domaine logiciel, l'implémentation désigne plus généralement la réalisation concrète,

la mise en œuvre d'une idée, d'un plan ou d'un projet. Pour Flavien Kulawik, l'implémentation est une véritable discipline de management : « *L'implémentation est l'art de faire aboutir ses projets quels que soient les obstacles, en faisant au mieux avec ce que l'on a.* » Le président de KLB Group sait de quoi il parle puisqu'il a fait de l'implémentation la mission de l'entreprise qu'il a cofondée avec Jean-Marc Le Breton, son complice depuis 20 ans. Le groupe compte aujourd'hui plus de 700 collaborateurs qui interviennent dans une quarantaine de pays.

« *Nous sommes sur un marché porteur. Pour rester agiles dans un monde toujours plus complexe et volatile, les entreprises se focalisent sur leur cœur de métier et font un appel croissant à des expertises externes rapidement ajustables pour les aider dans leurs projets d'amélioration et dans la production de leurs opérations. Elles réalisent qu'elles se heurtent à un plafond d'efficacité, car beaucoup de projets ne produisent pas toute la valeur attendue, ou alors trop lentement. Non seulement les expertises requises sont de plus en plus sophistiquées, mais le savoir-faire et l'intelligence d'exécution qui font la différence dans l'implémentation d'un projet sont encore plus rares, y compris chez les acteurs du conseil. C'est pourquoi*

les entreprises ont besoin de spécialistes de l'implémentation, dont le focus est de sécuriser la réalisation complète et totale de leurs projets. »

FAIRE BOUGER LES LIGNES ET PROPOSER DES SOLUTIONS PRAGMATIQUES

Au commencement, l'entreprise aux initiales des fondateurs excellait dans l'optimisation des achats, et menait des projets rémunérés au résultat. « *Pour implémenter des économies pérennes, vous devez savoir faire bouger les lignes tout en proposant des solutions pragmatiques, sinon elles ne sont pas acceptées par le client, ou mal implémentées, et vous n'êtes pas payés* », souligne Jean-Marc Le Breton, directeur général du groupe. Rapidement, KLB Group est devenu une référence dans le domaine des achats en diversifiant ses modèles de rémunération pour les adapter à toutes les situations : pourcentage des gains réalisés, forfait, régie, unités d'œuvre. Les achats restent une expertise forte, puisque la société Fraikin, en partenariat avec KLB Group, vient de remporter un prix du Trophée achats 2017, catégorie Relations fournisseurs, filière professionnelle, écosystème pour sa nouvelle politique de convoyage.

Mais KLB Group a diversifié ses expertises bien au-delà des achats, en les étendant à la finance, à la *supply chain*, à la qualité et à l'ingénierie. « *Les entreprises ont besoin de sécuriser les expertises et les ressources nécessaires pour faire aboutir leurs projets. Nous leur garantissons de toujours disposer de la bonne expertise, au bon moment et au bon endroit, en mobilisant et adaptant très rapidement des équipes opérationnelles*, explique Flavien Kulawik. *Nous intervenons sur des projets d'infrastructure (construction, énergies renouvelables, gaz et pétrole), de production industrielle (assurance qualité, lean manufacturing, développement fournisseurs) ou des projets des fonctions support (achats, contrôle de gestion).*



Nous intervenons aussi pour sécuriser les phases de transition organisationnelle des centres de services partagés des grands groupes, en mobilisant des équipes administratives à la demande, en particulier en comptabilité, avec le management idoine pour piloter leur action. »

Mais souvent l'entreprise ne cherche pas à sécuriser uniquement des ressources opérationnelles performantes. Elle veut aussi sécuriser un résultat, et exige un engagement. KLB Group prend alors en charge le management du projet. C'est le cas par exemple pour des projets d'amélioration de performance. Il ne s'agit pas seulement de définir une cible et de saupoudrer de conduite du changement comme dans une approche de conseil classique. « *Nous apportons un zeste de conseil pour nous assurer de faire les bonnes choses, une bonne dose de management pour bien les faire, et surtout beaucoup d'exécution pour les réaliser complètement, avec et parfois à la place du client. C'est une approche différente du conseil traditionnel, qui permet de garantir les résultats et d'ancrer les changements* », explique Flavien Kulawik.

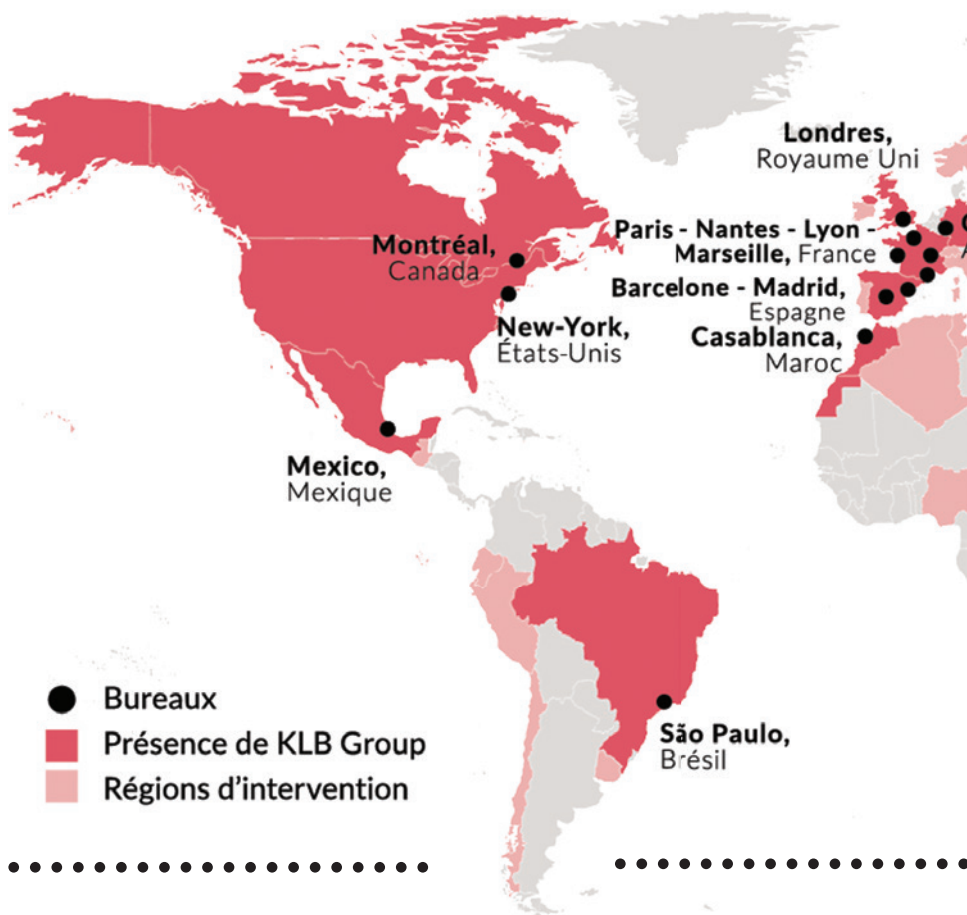
TROUVER ET ÉVALUER DES GISEMENTS DE GAINS POTENTIELS

D'ailleurs KLB Group n'hésite pas à aller jusqu'à une rémunération basée totalement sur les résultats, chaque fois que c'est possible et que le client le souhaite. Non seulement sur des programmes d'optimisation des achats, mais aussi sur les ventes, les stocks, le besoin de fonds de roulement, les subventions et l'efficacité énergétique. « *Quand nous intervenons sur des projets au résultat, nous intervenons un peu comme dans l'exploration minière ou pétrolière. Nous investissons pour trouver et évaluer des gisements de gains potentiels, puis pour les exploiter, et nous partageons les gains avec notre client. On pourrait appeler cela du cash mining* », plaisante Jean-Marc Le Breton.

KLB Group a lancé plusieurs programmes de recherche pour identifier les raisons pour lesquelles les personnes et les organisations excellent plus ou moins à implémenter leurs projets. Cette année, Bpifrance a décerné son label d'excellence 2017 à KLB Group afin de valoriser ses performances, son caractère innovant et son parcours de croissance. L'entreprise peut désormais compter sur le soutien du réseau Bpifrance dans ses futurs développements. En plus de l'expérience des autres membres du réseau, elle pourra bénéficier de formations de haut niveau proposées par la banque publique pour continuer à améliorer son activité auprès de ses clients. « *Ce label garantit une plus grande visibilité et doit permettre à*

KLB Group, déjà présent à l'étranger avec plus de 700 collaborateurs mondialement répartis, de renforcer sa notoriété internationale » rappelle Flavien Kulawik.

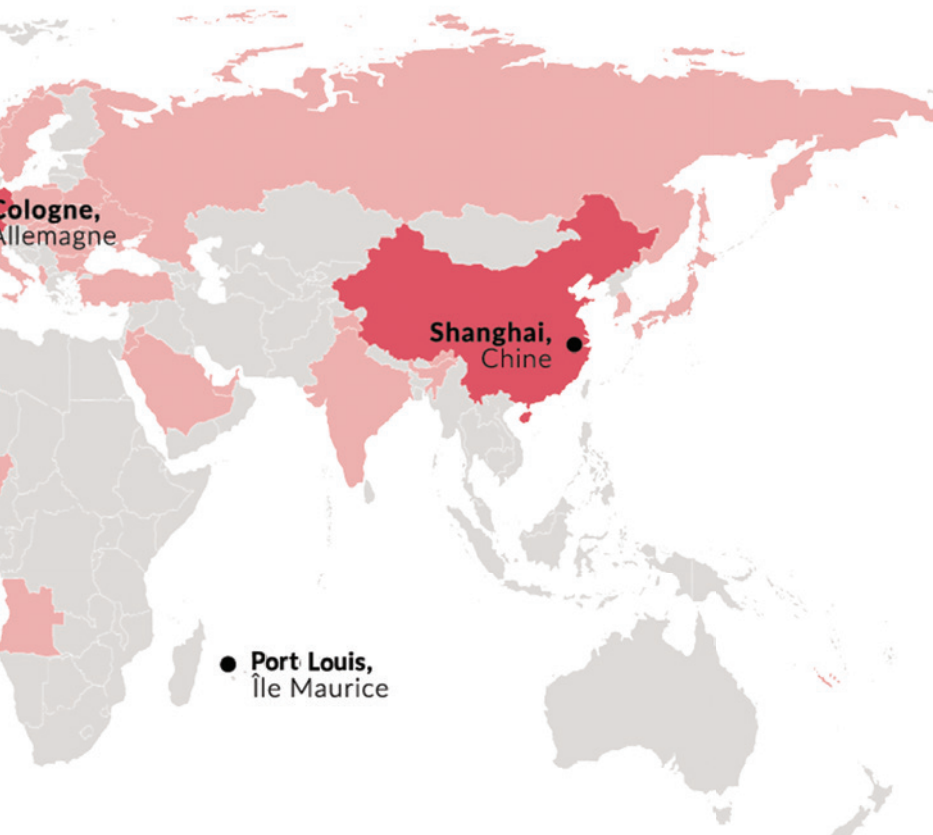
KLB Group est en recrutement quasi permanent. Cette perfusion de sang neuf dans les artères de l'entreprise est indispensable à son développement et à celui de ses collaborateurs, comme le souligne le président de l'entreprise : « *La clé du succès c'est notre capacité à attirer et à développer les talents qui excellent dans l'implémentation. Nous reprenons à notre*



compte la citation de Goethe qui disait que les grands talents ne se réalisent que dans l'implémentation. Je souhaite que nos collaborateurs deviennent des smart implementors, c'est-à-dire des personnes en capacité d'agir, de mettre en œuvre et de surmonter les difficultés quand elles se présentent. Nos alumni disent que les années KLB Group comptent double. On apprend deux fois plus vite et on évolue rapidement en interne. Un jour, on quitte KLB Group en ayant accès à des responsabilités avec deux fois moins d'ancienneté que la moyenne. » Il est des entreprises qui ressemblent à des projets à part entière et à cette phrase de René Char : « Il n'y a que deux conduites avec la vie : ou on la rêve ou on l'accomplit. »

UN MILITANT MEDEF...

Centralien de formation, Flavien Kulawik crée KLB Group fin 1995 à l'âge de 25 ans avec son associé de toujours, Jean-Marc Le Breton. Depuis plus de vingt et un ans, ils développent le groupe avec la même passion pour en faire le leader mondial de l'implémentation de projet. En 2009, ils ont aussi créé KL2B, une société de sourcing et de négoce international avec Manuel Balastegui, un ancien de KLB Group. En 2014, avec Stéphane Magnard, un autre ancien de KLB Group, ils ont repris et transformé la société ATLS, spécialisée dans les technologies et les services de traduction. Passionnés par l'entrepreneuriat, ils sont également *business angels* dans plusieurs start-up, dont Seabubbles (taxis volants), Adionics (dessalement) et Riminder (intelligence artificielle pour les RH). Depuis 2010, Flavien Kulawik s'investit dans l'action locale du MEDEF 93 & 94 en tant qu'administrateur et vice-président. L'antenne départementale développe de nouveaux projets pour maintenir sur le territoire une aide concrète aux entrepreneurs, préparer l'avenir et faire émerger et grandir de nouveaux modèles de croissance durable. Les chefs d'entreprise du territoire ont fait le choix de l'indépendance, mais pas celui de la solitude, et peuvent ainsi partager leurs expériences, créer de nouvelles relations, réfléchir sur le présent et l'avenir, et progresser. L'avenir de l'Est parisien, et de Saint-Denis en particulier, est ambitieux car il participe à la réalisation du Grand Paris en renforçant la compétitivité internationale de la Région et en accroissant son attractivité pour les investisseurs.



ANYONE CAN APP.

We've got you covered.

Think of iizi as your very own appmaking workspace, with unlimited apps and fabulous looks, seamless flow across any device, real-time services with total control, top-of-the-line security and a rewarding infrastructure.

It is as easy as it sounds.

BUILD APPS THE IIZI WAY.

iizi is the making of next generation mobile and web apps for anyone, from rookies to expert. It simplifies and unifies the expert demanding cross-platform apps the Lego way. Using Java technology, iizi is a unique architecture mixing the best of traditional IT and emerging mobile innovation. The smart code solves the need of multi-developments along with multiple maintenance.

We provide trend-breaking sustainable technologies with a new mindset. It is the smartest platform to unleash digital innovation and make apps for your successful digital transformation.

App development has never been so easy.
Ready to app?

BRING YOUR APPS TO LIFE.

MINDUS



APPLICATIONS : MINDUS REDONNE LE POUVOIR AUX DÉVELOPPEURS

Créée en 2015, la start-up Mindus lance iizi, une plateforme de création simplifiée d'applications nouvelle génération. Une innovation disruptive destinée à rendre l'autonomie aux entreprises pour le développement de leurs « apps », élément essentiel à leur transformation digitale. Explications de la co-fondatrice Nathalie Mindus.



Quelle est la genèse d'iizi et comment définissez-vous son concept ?

Mon mari Christopher, CTO de Mindus, est un vrai geek et un expert du code. Il a conçu cet outil pour ouvrir à tous les développeurs, novices comme expérimentés, la création d'applications mobiles et web de nouvelle génération. iizi utilise la technologie Java, ce qui garantit la stabilité du codage, mais repose sur une architecture unique qui rend inutiles les multi-développements synonymes de maintenances multiples. La plateforme simplifie, unifie le code et s'adapte à tous les supports, qu'il s'agisse des systèmes d'exploitation Android, iOS et Windows ou du web. L'application qui en résulte est multi-systèmes et ses fonctions peuvent être partagées en temps réel.

À quelle clientèle s'adresse cette plateforme ?

Nous avons trois clients cibles : de la start-up à la multinationale, toutes les entreprises qui souhaitent créer des applications BtoB ou BtoBtoC, mais aussi le grand public attiré par le code, les jeunes notamment, et le système éducatif. À cet égard, nous avons été contactés par plusieurs établissements universitaires en France et au Royaume-Uni. Ils sont intéressés par l'intégration d'un module de création d'applications dans leurs programmes business afin de permettre à leurs étudiants de comprendre la transformation digitale.

Où en êtes-vous de la validation et du déploiement d'iizi sur le marché ?

Nous concevons iizi comme un service et ce sont les utilisateurs qui le valident. Le pré-lancement s'est effectué avec six clients bêta-testeurs, dont Monaco Télécom et le groupe Sipa Automobiles, qui ont créé des applications internes, en particulier pour la gestion de leurs bases de données en big data. Plusieurs banques vont aussi se mettre à tester la plateforme, dont l'un des atouts est d'intégrer des outils analytiques dans la

production des applications.

Le déploiement a commencé à Monaco, où nous sommes basés, et en France. Notre objectif est de gagner progressivement le reste de l'Europe et de réaliser un chiffre d'affaires de 12 millions d'euros d'ici fin 2019.

En cassant les codes du développement classique, votre but est-il de créer une communauté iizi ?

C'est en effet notre ambition. iizi résout les problèmes de développement, de coût de maintenance et d'obsolescence des applications que rencontrent les entreprises et, surtout, propose un outil de codage simple et abordable pour tous. Comme le résume notre nouveau slogan, « anyone can app ! ». Notre plateforme se veut le reflet de la vie digitale d'aujourd'hui. Elle est souple, rapide, participative, durable, et elle encourage la créativité. Sur ce point, nous avons décidé d'aller plus loin encore en gratifiant le travail du développeur. Sur la redevance que lui paieront les utilisateurs d'iizi, Mindus reversera un pourcentage au créateur de l'application, ce qui constitue, là aussi, une petite révolution.

ERASMUS : 30 ANS DÉJÀ !

SI LES DISPOSITIFS EUROPÉENS SONT SOUVENT CRITIQUÉS ET MAL COMPRIS, IL EN EST UN QUI FAIT L'UNANIMITÉ AUPRÈS DES JEUNES COMME DU GRAND PUBLIC. POPULARISÉ PAR LE FILM DE CÉDRIC KLAPISCH, *L'AUBERGE ESPAGNOLE*, LE PROGRAMME ERASMUS VIENT DE FÊTER SES NOCES DE PERLE. QUEL BILAN APRÈS TRENTE ANS ? NOUS AVONS POSÉ LA QUESTION À **MICHEL LEGAULT**, DIRECTEUR DES RELATIONS INTERNATIONALES DE L'UNIVERSITÉ DE TECHNOLOGIE DE TROYES.



**FRANCE 2020 : 73 % DES FRANÇAIS
CONNAISSENT LE DISPOSITIF
ERASMUS, ET 90 % DE CEUX QUI L'ONT
EXPÉRIMENTÉ LE RECOMMANDENT.
COMMENT EXPLIQUER UN TEL SUCCÈS
ALORS QUE LE DISPOSITIF EST
RELATIVEMENT COMPLEXE ?**

Michel Legault : Ce dispositif est plutôt simple pour nos étudiants dans la mesure où l'université de technologie de Troyes (UTT) est titulaire de la charte Erasmus+ et que nous bénéficions d'un contrat de financement pour nos mobilités et d'accords de partenariat avec plus de

cinquante établissements qui, comme l'UTT, sont membres du programme. Tout ce que l'étudiant doit faire, c'est choisir une destination, identifier un établissement partenaire et des cours qui sont cohérents avec son projet professionnel, nous transmettre les documents nécessaires à la constitution de son dossier et faire sa valise ! Notre service des relations internationales, dédié à l'accompagnement des mobilités, gère toute la partie administrative en lien avec l'Agence Erasmus et les établissements partenaires. Cela demande une expertise que nous avons développée au fil des ans pour accompagner aussi bien nos étudiants sortants que pour accueillir des étudiants internationaux dans nos locaux.

EXISTE-T-IL VRAIMENT UNE "GÉNÉRATION ERASMUS" ? COMBIEN D'ÉTUDIANTS AU TOTAL ONT BÉNÉFICIÉ DU DISPOSITIF DEPUIS SA CRÉATION ?

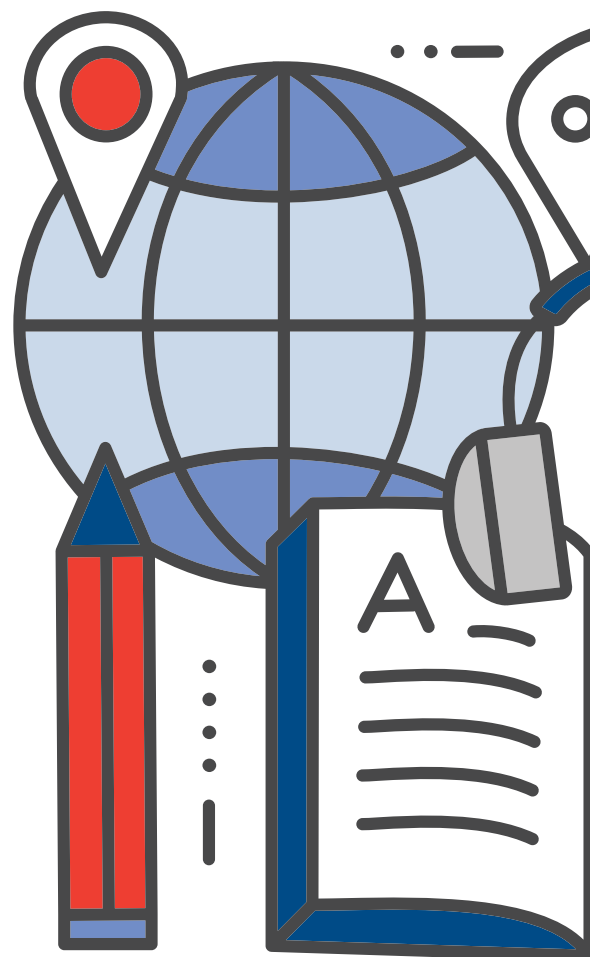
Oui, on peut parler de génération Erasmus, et ce même si l'UTT est relativement jeune et ne participe au programme que depuis 21 ans. Avec la mondialisation, le travail de l'ingénieur d'aujourd'hui a beaucoup évolué et nos étudiants savent que pour devenir ingénieurs de haut niveau, ils devront "pratiquer" une, voire deux cultures étrangères. L'attrait de l'expérience Erasmus s'explique désormais par la recherche de compétences "multiculturelles" plutôt que par la volonté d'apprendre une langue étrangère en immersion, comme c'était le cas au début de l'aventure Erasmus. Nous n'avons pas encore eu l'occasion d'accueillir dans nos formations les enfants de nos premiers Erasmus (pour l'UTT, on parle de plus de 2 000 bénéficiaires du programme), qui ont parfois trouvé leur partenaire de vie pendant le séjour à l'étranger et ont ainsi fondé une famille biculturelle, mais ça ne saurait tarder !

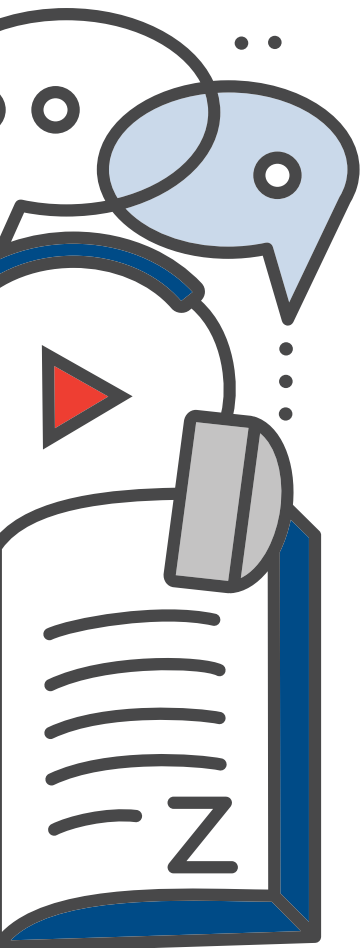
PEUT-ON DIRE QU'ERASMUS FAVORISE LA CONSTRUCTION EUROPÉENNE ?

C'est indéniable, l'expérience internationale encourage, à vie, les bénéficiaires à participer à l'effort collectif de construction européenne. Chacun de nos étudiants qui part en semestre d'échange conserve des relations à travers l'Europe, et les souvenirs d'une expérience inoubliable, financée par l'Europe. Erasmus, tout comme l'Union européenne, est un instrument qui favorise la paix en Europe par le biais de la mobilité des jeunes générations. Par ailleurs, Erasmus ne se limite pas à proposer des semestres d'échange dans une université européenne. Ce programme contribue aussi à financer des semestres de stage en milieu industriel en Europe, y compris pour le compte d'entreprises françaises. En ce sens, la libre circulation des travailleurs voulue par l'Union européenne s'applique aussi à nos élèves ingénieurs, et le programme Erasmus favorise le développement économique de nos entreprises françaises implantées dans les pays de l'Union européenne. C'est une possibilité méconnue des entreprises qui mérite une publicité plus large, d'autant plus que les étudiants sont très demandeurs de ce genre de stage.

COMMENT LE DISPOSITIF POURRAIT-IL ÊTRE ENCORE AMÉLIORÉ ? LES FINANCEMENTS ALLOUÉS SONT-ILS SUFFISANTS ?

Le dispositif administratif du programme est assez lourd à gérer (surtout pour une petite structure comme l'UTT) car la machine européenne a une certaine appétence pour les rapports administratifs et autres fournitures de justificatifs. Cependant, compte tenu de l'importance de l'enveloppe consacrée aux mobilités, et de l'accompagnement de l'Agence





européenne dans le déploiement de ses programmes, on ne peut que saluer le travail accompli. Lorsqu'ils partent en mobilité Erasmus, nos étudiants se retrouvent dans une situation privilégiée. Ils bénéficient d'une bourse à laquelle ils ne pourraient prétendre en France pour subvenir à leurs besoins quotidiens, et ce dans un environnement où le coût de la vie est souvent inférieur à celui auquel ils doivent faire face en France.

ERASMUS, QUI AU DÉMARRAGE ÉTAIT SURTOUT CENTRÉ SUR L'APPRENTISSAGE DES LANGUES, S'EST CONSIDÉRABLEMENT ÉLARGI. IL CONCERNE AUJOURD'HUI L'APPRENTISSAGE, LA MOBILITÉ DES ENSEIGNANTS, LA FORMATION PROFESSIONNELLE... SANS VOULOIR FAIRE UN JEU DE MOTS FACILE, CETTE "AUBERGE ESPAGNOLE" NE NUIT-ELLE PAS AU DISPOSITIF EN INDUISANT UNE CERTAINE CONFUSION ?

Au contraire, c'est une évolution nécessaire pour mieux s'adapter aux différents besoins de nos étudiants, de nos enseignants et de l'UTT dans son ensemble. Il faut savoir qu'Erasmus, c'est aujourd'hui beaucoup d'autres types d'actions pour construire l'économie et la paix (au-delà même des frontières européennes) par le rapprochement des individus. À l'université de technologie de Troyes, nous misons depuis deux ans sur des projets dans le cadre du programme "Renforcement des capacités", notamment avec des pays partenaires du continent africain. L'objectif est d'accompagner des offres de formation d'ingénieur du Cameroun vers une certification qualité conforme aux standards européens (projet MOSE-FIC). Pouvoir compter sur des établissements d'enseignement supérieur en Afrique qui soient en capacité de satisfaire à des niveaux de qualité équivalents à ce l'on peut trouver dans une école d'ingénieur française est un atout considérable que nous cherchons à apporter à nos entreprises. Sans cette

action du programme Erasmus, nous ne serions pas en mesure de financer ni même d'imaginer ce type de projet. En l'occurrence, nous aurons la réponse à notre soumission du projet MOSE-FIC début août ; nous croisons les doigts et ne manquerons pas de vous communiquer le résultat car nous comptons bien faire participer des industriels à ce beau projet.

LA GRANDE-BRETAGNE ÉTAIT L'UNE DES DESTINATIONS DE PRÉDILECTION DES ÉTUDIANTS ERASMUS. AVEC LE BREXIT, LES CHOSES NE RISQUENT-ELLES PAS DE CHANGER ?

Il est assez difficile de se prononcer aujourd'hui sur cette question. Dans un premier temps, rien ne change au niveau des programmes Erasmus tant, et aussi longtemps, que le "divorce n'est pas consommé". Cela nous donne un peu de temps pour imaginer les dispositifs qui pourront prendre le relais. Pour être honnête, et sans vouloir déplaire à nos amis anglais, l'UTT a toujours misé sur la diversité de ses relations internationales. Nous avons plus de 250 ententes de collaborations avec près de 200 établissements partenaires dans plus de 50 pays. Perdre un partenaire ne constitue pas en soi un risque pour notre déploiement à l'international ; nos échanges avec la Grande-Bretagne représentent une petite partie de l'ensemble de nos collaborations en recherche et en formation, et une infime proportion de la totalité de nos mobilités étudiantes. Cependant, il ne s'agit pas de laisser tomber la Grande-Bretagne, mais bien d'imaginer avec l'Europe les dispositifs qui nous permettront à tous de continuer à collaborer dans l'esprit Erasmus.

WORLD- SKILLS

EN ROUTE POUR ABU DHABI !

POUR LA 44^e ÉDITION, LES
WORLDSKILLS COMPETITION
SE DÉROULERONT DANS
LA CAPITALE DE LA
FÉDÉRATION DES ÉMIRATS
ARABES UNIS, DU 14 AU
19 OCTOBRE PROCHAIN.
LES APPRENTIS DE
SOIXANTE-DIX-SEPT PAYS
ET RÉGIONS DU MONDE Y
PARTICIPERONT.



Du 14 au 19 octobre prochain aura lieu à Abu Dhabi la 44^e WorldSkills Competition. Les jeunes talents de soixante-dix-sept pays et régions vont s'affronter et rivaliser de créativité et de savoir-faire pour tenter de décrocher une médaille dans l'un des cinquante et un secteurs d'activités représentés.

C'est la première fois que la WorldSkills Competition va se dérouler dans un pays du Moyen-Orient. Les jeunes gens qui seront en compétition à Abu Dhabi sont la « crème de la crème » dans leurs domaines respectifs. Chacun d'entre eux a d'ores et déjà démontré son talent lors des finales régionales et nationales organisées dans chacun des pays participants.

À l'exception de quatre secteurs pour lesquels la limite d'âge est fixée à 25 ans, tous les jeunes ont moins de 23 ans. Ils vont briguer l'or, l'argent ou le bronze dans pas moins de cinquante et une disciplines.

L'équipe de France des métiers 2017 se compose quant à elle de trente-neuf garçons et filles âgés de moins de 23 ans qui s'appêtent à porter haut les couleurs de l'Hexagone. Quatre jours de compétition et environ vingt-quatre heures d'épreuves les attendent.

Le nombre croissant de pays engagés dans la WorldSkills Competition est la meilleure preuve que les métiers manuels traditionnels, auxquels s'ajoute désormais la technologie la plus pointue, sont des filières d'excellence porteuses d'espoir pour les jeunes du monde entier et cruciales pour l'essor de l'économie mondiale. Collectivement les membres de WorldSkills constituent un réseau unique de partage d'expériences et de compétences. Nous souhaitons bonne chance à l'équipe de France !

[LES 77 PAYS ET RÉGIONS EN LICE]

ALLEMAGNE, AFRIQUE DU SUD, ARABIE SAOUDITE, ARGENTINE, ARMÉNIE, AUSTRALIE, AUTRICHE, BAHRÉÏN, BARBADE, BIÉLORUSSIE, BELGIQUE, BRÉSIL, BRUNEI, CANADA, CHILI, CHINE, COLOMBIE, CORÉE DU SUD, COSTA RICA, CROATIE, DANEMARK, RÉPUBLIQUE DOMINICAINE, ÉGYPTÉ, ÉQUATEUR, ESPAGNE, ESTONIE, ÉMIRATS ARABES UNIS, FINLANDE, FRANCE, GÉORGIE, HONG KONG, HONGRIE, ISLANDE, INDE, INDONÉSIE, IRAN, IRLANDE, ISRAËL, ITALIE (SUD TYROL), JAMAÏQUE, JAPON, KAZAKHSTAN, KOWEÏT, LETTONIE, LIECHTENSTEIN, LUXEMBOURG, MACAO, MALAISIE, MAROC, MEXIQUE, MONGOLIE, NAMIBIE, NOUVELLE-ZÉLANDE, NORVÈGE, OMAN, PALESTINE, PARAGUAY, PAYS-BAS, PHILIPPINES, PORTUGAL, ROUMANIE, ROYAUME-UNI, RUSSIE, SINGAPOUR, SRI LANKA, SUÈDE, SUISSE, TAIPEI, THAÏLANDE, TRINITÉ-ET-TOBAGO, TUNISIE, TURQUIE, UKRAINE, USA, VENEZUELA, VIËTNAM, ZAMBIE.

LES 51 SECTEURS D'ACTIVITÉ REPRÉSENTÉS

CONSTRUCTION ET TECHNOLOGIES DU BÂTIMENT >13 SPÉCIALITÉS

ARTS CRÉATIFS ET MODE >6 SPÉCIALITÉS

TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION >5 SPÉCIALITÉS

TRANSPORTS ET LOGISTIQUE >6 SPÉCIALITÉS

TECHNOLOGIE DE L'INGÉNIERIE ET DE LA FABRICATION >14 SPÉCIALITÉS

SERVICES SOCIAUX ET SERVICES À LA PERSONNE >7 SPÉCIALITÉS

EUROPE ET GOUVERNANCE TERRITORIALE CONVERGENCE OU DIFFÉRENCIATION ?



ROMAIN PASQUIER, DIRECTEUR DE RECHERCHE AU CNRS ET TITULAIRE DE LA CHAIRE TERRITOIRES ET MUTATIONS DE L'ACTION PUBLIQUE À SCIENCES-PO RENNES, APPORTE SON ÉCLAIRAGE SUR L'ORGANISATION TERRITORIALE EN EUROPE. IL NOUS EXPLIQUE EN QUOI LA MONDIALISATION ÉCONOMIQUE ET L'INTÉGRATION EUROPÉENNE ABOUTISSENT À UNE DISTINCTION FORTE DES RÉGIONS.

Nouvelle carte des régions, création de métropoles, baisse des dotations de l'État aux collectivités territoriales, clarification des compétences... en quelques années, la République décentralisée a connu une série d'évolutions notables. Doit-on y voir une convergence européenne ? En réalité, la gouvernance territoriale est soumise à des processus de convergence puissants, essentiellement liés à la mondialisation économique et à l'intégration européenne. Cependant, en Europe, comme ailleurs dans le monde, les modèles étatiques continuent de peser sur les modes de gouvernance multiniveaux.

NOUVELLE GÉOGRAPHIE ÉCONOMIQUE

Métropolisation et régionalisation ont comme toile de fond une nouvelle géographie économique. Les grandes zones métropolitaines ainsi qu'un certain nombre de régions, en raison de leur capacité à attirer et à générer des pôles de capitaux, de technologie et de l'information, seraient pour certains auteurs les nouveaux lieux de production de richesses et de gouvernance des sociétés contemporaines. La territorialisation du capitalisme, par la concentration des richesses et des revenus qu'elle induit, les disparités qu'elle produit, vient donc réactiver le clivage centre/périphérie en Europe. Les systèmes territoriaux sont soumis à des tensions économiques croissantes entre des zones en expansion et d'autres en voie de décrochage. La gestion de ces tensions entre territoires qui gagnent et territoires qui perdent devient un enjeu politique majeur entre les gouvernements centraux, les régions et les autorités locales. En France, cette tension se cristallise par exemple dans le sempiternel débat autour de l'égalité des territoires.



CONTRÔLE CROISSANT SUR LES FINANCES LOCALES ET RÉGIONALES

La crise économique de 2008 à 2012 a produit par ailleurs une accélération des processus de recentralisation financière dans la gouvernance de l'Union européenne. Le Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance (TSCG), conclu en décembre 2011, a accru les modalités de contrôle de la Commission européenne sur les budgets nationaux et donc, in fine, sur les autorités locales et régionales. Ceci a pour conséquence un contrôle croissant des administrations centrales sur les finances locales et régionales, en particulier dans les États membres en difficulté au regard de leur niveau d'endettement public. Par exemple, les collectivités territoriales françaises doivent faire face à une baisse continue des dotations d'État et à une diminution de la part de la fiscalité locale dans leurs recettes depuis plusieurs années. Si l'Union européenne aide toujours fortement les régions à se développer et à innover, en particulier à travers sa politique de cohésion et les fonds structurels qu'elle mobilise (351,8 milliards d'euros de 2014 à 2020), elle est aussi aujourd'hui en capacité de gouverner à distance les territoires via un ensemble d'outils et d'indicateurs d'amélioration de la performance publique que les États centraux doivent, bon an mal an, respecter.

L'ÈRE DES GRANDES RÉFORMES

L'équation keynésienne de la légitimité de l'État-nation reposant sur la double fonction interventionniste et redistributive s'est donc largement fissurée sous le double coup de l'intégration européenne et de la mondialisation économique. Les bureaucraties étatiques sont entrées dans l'ère des grandes réformes de l'administration publique et de l'organisation territoriale. En Europe, les héritages historiques, les clivages culturels, les modèles administratifs et les dynamiques de l'action publique ont dessiné un large kaléidoscope de réalités territoriales. Les processus de décentralisation, de dévolution ou de fédéralisation se poursuivent un peu partout. Cependant, par-delà la diversité des systèmes institutionnels, on observe un fort processus de différenciation territoriale dont les métropoles et les régions sont les figures dominantes. C'est en effet à ces échelles que se construisent l'attractivité et la solidarité de la gouvernance territoriale européenne du XXI^e siècle.



SPÉCIAL BUSINESS EUROPE

PAGE 110

**“L’EUROPE NE PEUT TOUT SIMPLEMENT
PAS SE PERMETTRE DE S’ISOLER”**

INTERVIEW DE MARCUS J. BEYRER

PAGE 116

LES 38 MEMBRES DE BUSINESSEUROPE



**MARCUS J. BEYRER,
DIRECTEUR GÉNÉRAL
DE BUSINESSEUROPE**

“L'EUROPE NE PEUT TOUT SIMPLEMENT PAS SE PERMETTRE DE S'ISOLER”

À L'HEURE OÙ L'UNION EUROPÉENNE A TRAVERSÉ UNE MONTÉE DES POPULISMES, OÙ LA MONDIALISATION EST DE PLUS EN PLUS ATTAQUÉE ET OÙ LES TENDANCES PROTECTIONNISTES SE FONT JOUR, MARCUS J. BEYRER, DIRECTEUR GÉNÉRAL DE BUSINESSEUROPE, ENGAGE À RÉSISTER À CES TENDANCES QUI NUISENT À LA COMPÉTITIVITÉ DES ENTREPRISES ET AU BIEN-ÊTRE DES EUROPÉENS.

LA MONDIALISATION, BIEN QUE FACTEUR DE PROGRÈS ET DE MEILLEURE QUALITÉ DE VIE, EST DE PLUS EN PLUS ATTAQUÉE. QUELLES ACTIONS COMPTE METTRE EN ŒUVRE BUSINESSEUROPE POUR CONVAINCRE LES EUROPÉENS DE TOUS LES ASPECTS POSITIFS DU COMMERCE GLOBAL ?

Le débat autour de la mondialisation – et surtout du commerce en tant que principal facilitateur du processus de mondialisation – n’est pas nouveau. Il est vrai qu’au cours des dernières années, l’attention est passée des avantages économiques de la mondialisation à des préoccupations plus larges en matière de croissance durable et de distribution. BusinessEurope est très actif dans ce débat et reconnaît qu’il faut faire davantage pour que les bénéfices soient plus importants et plus équitablement répartis. Comment parvenir à cela ? Tout d’abord en insistant sur les faits, ce qui est une tâche particulièrement difficile à un moment où le débat sur la mondialisation et le commerce est submergé par les émotions. Dans la seule Union européenne, le commerce mondial représente 31 millions d’emplois, ce qui signifie qu’un emploi sur sept dépend des exportations. Les entreprises exportatrices ont également tendance à offrir de meilleurs salaires à leurs

employés. Le défi est de veiller à ce que plus d’entreprises, en particulier des PME, puissent bénéficier de la mondialisation et du commerce et profiter des opportunités d’affaires dans les pays en développement à croissance rapide, en Asie, en Amérique latine ou en Afrique. Une autre dimension importante qui doit devenir prioritaire est le rôle des politiques nationales dans le processus de mondialisation. Nous devons comprendre qu’au-delà de la politique commerciale, les gouvernements doivent également élaborer un ensemble complet de dispositifs dans d’autres domaines. Nous devons lutter contre la tendance actuelle qui consiste à rendre le commerce seul responsable pour chaque problème auquel nous sommes confrontés. Nous devons parallèlement démystifier l’idée que le commerce peut servir de solution unique à des problèmes tels que les inégalités ou le chômage. Le commerce peut stimuler la croissance économique et l’investissement, mais il doit être soutenu par d’autres politiques, y compris la politique industrielle, la fiscalité, la politique régionale, l’éducation et la formation, pour n’en citer que quelques-unes.

“COMPARÉ À L’AN PASSÉ, NOUS CONSTATONS L’ÉMERGENCE D’UN ÉTAT D’ESPRIT PLUS POSITIF EN EUROPE”, A DÉCLARÉ EMMA MARCEGAGLIA À BRUXELLES, LORS DE LA SÉANCE D’OUVERTURE DE L’EUROPEAN BUSINESS SUMMIT. COMMENT L’EUROPE PEUT-ELLE LUTTER CONTRE LES TENTATIONS PROTECTIONNISTES ET LE POPULISME ?

Depuis le début de la crise financière mondiale, l’Europe a traversé une période très difficile, non seulement d’un point de vue économique, mais aussi politique. Le soutien croissant aux mouvements populistes a été un souci majeur pour l’Europe ces dernières années, mais les résultats des dernières élections sont plutôt positifs et nous donnent de l’espoir. Bien sûr, nous devons rester vigilants, et c’est pourquoi nous sommes actuellement en plein débat sur l’avenir de l’Europe.

“LE SOUTIEN CROISSANT AUX MOUVEMENTS POPULISTES A ÉTÉ UN SOUCI MAJEUR POUR L’EUROPE CES DERNIÈRES ANNÉES, MAIS LES RÉSULTATS DES DERNIÈRES ÉLECTIONS SONT PLUTÔT POSITIFS ET NOUS DONNENT DE L’ESPOIR.”

BusinessEurope entend faire entendre sa voix sur ce sujet capital. Nous avons un objectif ambitieux pour l'Europe : assurer une croissance économique durable, promouvoir davantage d'investissements et générer des emplois plus nombreux et de meilleure qualité. Une action concertée dans de nombreux domaines est essentielle pour que l'Europe conserve un rôle de leader mondial et qu'elle continue de protéger la sécurité et le bien-être de ses citoyens. Outre les récents résultats électoraux, je suis également plus optimiste en raison de la reprise de la croissance économique dans l'Union. En 2016, nous avons connu une croissance de 1,9 % (2,2 % en 2015), tandis que plus de 3 millions d'emplois ont été créés et que le chômage a chuté à 8,5 % (contre 9,4 % en 2015). Maintenant, cet optimisme doit être traduit en actions réelles, en politiques réelles, à travers un processus ouvert et démocratique. Tout le monde a un rôle à jouer et devrait renforcer ses responsabilités : les politiques à la fois au niveau européen, national et local ; les entreprises et la société civile dans son ensemble. C'est le moment où nous devons aussi protéger l'Europe des tendances protectionnistes. Nous vivons dans un environnement mondial où l'Europe ne peut tout simplement pas se permettre de s'isoler. Les gens doivent comprendre que les pratiques protectionnistes ne nuisent pas seulement à la compétitivité

des entreprises, mais entravent également le développement des compétences des travailleurs, leur bien-être et leur mobilité, sans même parler du nivellement vers le bas que cela entraînerait en termes de normes et de qualité des produits et services. Le protectionnisme n'est pas la réponse aux problèmes auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui.

DE QUOI LES ENTREPRISES EUROPÉENNES ONT-ELLES BESOIN POUR MAINTENIR NOTRE "EUROPEAN WAY OF LIFE" ?

Tout d'abord, il est important de se rappeler que l'Europe se distingue dans le monde en tant que région qui dispose du plus haut niveau de bien-être social et d'équité. Nous avons connu une augmentation rapide de l'espérance de vie au cours des dernières décennies et actuellement, on constate une forte satisfaction des Européens quant à leurs conditions de travail. Et c'est sans mentionner un ensemble de lois et de systèmes sociaux nationaux développés protégeant les citoyens et les travailleurs. Les entreprises y contribuent de manière importante, améliorant la prospérité des citoyens européens en investissant en Europe et en créant des emplois. La création d'emplois et la réinsertion professionnelle fourniront les meilleures perspectives d'amélioration de la qualité de vie. Pour pouvoir continuer à y contribuer, les

entreprises ont besoin d'un environnement commercial compétitif. Cela implique de réduire les coûts non salariaux du travail afin qu'ils n'étouffent pas la création d'emplois et l'embauche. Cela signifie qu'il faut s'assurer d'une réglementation de l'emploi suffisamment souple pour permettre aux entreprises de s'adapter à la conjoncture économique en constante évolution, tout en offrant un niveau de protection approprié aux travailleurs. Cela signifie de fournir aux gens les compétences adaptées aux exigences du marché du travail et de leur permettre ainsi de rester productifs. La communauté européenne des affaires est prête à engager un échange constructif avec les institutions européennes, les gouvernements nationaux et les syndicats pour discuter de la manière de moderniser les politiques européennes de l'emploi et les systèmes de protection sociale face à l'évolution du contexte économique et social en Europe. Pour cela, BusinessEurope continue de demander un partenariat pour les réformes, en vue d'assurer une meilleure appropriation des réformes nécessaires par la société et de meilleurs résultats de mise en œuvre dans les États membres.

COMMENT ÉVALUEZ-VOUS LES CONSÉQUENCES DE LA DÉCISION DU PRÉSIDENT TRUMP DE SE RETIRER DE L'ACCORD CLIMATIQUE DE PARIS ?

Les entreprises européennes soutiennent l'accord de Paris, car il fournit un cadre mondial pour l'investissement dans les technologies bas-carbone, les progrès vers des conditions de concurrence équitables et plus de transparence. Il fournit un signal clair pour investir dans des infrastructures à faibles émissions de carbone. Par conséquent, nous regrettons la décision du président Trump et nous sommes préoccupés par le risque d'un effet domino. Pour nous assurer que nous restons alignés dans nos efforts, nous appelons tous les pays à réaffirmer et à respecter l'engagement pris en vertu de cet accord et à préserver notre unité dans cette cause importante.

“NOUS REGRETTONS LA DÉCISION DU PRÉSIDENT TRUMP SUR L'ACCORD DE PARIS, ET NOUS APPELONS TOUS LES PAYS À RÉAFFIRMER ET À RESPECTER L'ENGAGEMENT PRIS EN VERTU DE CET ACCORD.”

QUELLES AUTRES FORMES DE COOPÉRATION PEUT-ON IMAGINER AVEC LES ÉTATS-UNIS SUR LES QUESTIONS D'ÉNERGIE ET DE CLIMAT, MAIS AUSSI SUR LA PROMOTION D'UN COMMERCE LIBRE ET ÉQUITABLE ?

Les États-Unis sont le principal partenaire commercial et d'investissement de l'UE. Nos économies et nos milieux d'affaires sont bien intégrés et nous coopérons étroitement dans divers domaines, y compris le climat, l'énergie et le commerce. Le milieu des affaires des deux côtés de l'Atlantique reste fortement connecté et est convaincu qu'il est possible de coopérer davantage dans ces domaines et d'autres. Cependant, nous sommes un peu préoccupés par certains signaux donnés par la nouvelle administration américaine dans les domaines du climat et du commerce. Le désengagement des États-Unis des accords internationaux dans ces deux domaines clés risque d'envoyer des signaux erronés à d'autres économies mondiales majeures, favorisant une course vers le bas qui pourrait endommager la planète et l'économie.

RÉCEMMENT, VOUS AVEZ LANCÉ LA PLATEFORME EUROPÉENNE DE L'ÉCONOMIE CIRCULAIRE. QUELS SONT LES IMPACTS ET LES DÉFIS D'UNE ÉCONOMIE CIRCULAIRE, EN PARTICULIER POUR LES PME ?

Nous avons lancé cette plateforme pour montrer ce que les PME, l'industrie et les autres entreprises en Europe font en termes d'économie circulaire, et comment elles relèvent les défis auxquels elles sont confrontées lorsqu'elles essaient de devenir encore plus circulaires. Nous l'avons fait parce qu'il est extrêmement important de mettre en évidence ce qui est déjà fait par les entreprises, pas seulement pour les décideurs, mais aussi pour les entreprises qui pensent investir dans la circularité. L'économie circulaire peut modifier les règles du jeu en Europe, mais pour cela il faut bien expliquer ce que c'est afin de convaincre tout le monde. Cela pourrait être plus difficile pour les PME qui n'ont pas beaucoup de ressources, à moins, bien sûr, que l'économie circulaire

ne soit leur cœur de métier. Il faut commencer par leur faire comprendre ce que l'économie circulaire peut représenter pour elles, en termes de réduction des déchets et des coûts. Les PME ont besoin de soutien et de conseils pratiques sur la manière dont elles peuvent s'engager avec d'autres entreprises dans des initiatives d'économie circulaire, telles que la « symbiose industrielle » où les déchets d'une entreprise deviennent un apport pour une autre. Si une PME veut développer sa propre technologie circulaire, elle a besoin d'accéder à des sources de financement appropriées ou à des informations sur la façon d'obtenir ces financements.

UNE AUTRE PRIORITÉ POUR BUSINESSEUROPE EST LA RÉINDUSTRIALISATION DE L'EUROPE. QUELLES SONT VOS PRINCIPALES PROPOSITIONS À CE SUJET ?

Une industrie solide est fondamentale pour une économie robuste, qui constitue la base pour créer une société solidaire qui permette de relever les défis actuels et futurs et de saisir les opportunités qui se présentent. BusinessEurope vient de publier un rapport insistant sur ce qui manque dans l'approche actuelle de la Commission européenne. Il montre notamment que le slogan "intégration de la compétitivité industrielle" n'est respecté qu'occasionnellement. Pour surmonter ce défi

structurel, l'Europe a besoin d'une stratégie dédiée avec l'objectif clair d'assurer la compétitivité industrielle pour les décennies à venir. Pour ce faire, il est important de se rappeler que nous vivons un moment de progrès rapides et d'innovations perturbatrices qui mènent à des améliorations et à des possibilités importantes, mais qui soulèvent des préoccupations. Il est nécessaire que les avantages de ces progrès soient répartis dans l'ensemble de la société. Il nous faut donc créer les conditions nécessaires pour que l'industrie apporte des solutions aux nouveaux défis dans les domaines de la durabilité, de la santé, etc. Nous devons également veiller à ce que les normes européennes élevées en matière de main-d'œuvre, de consommation et d'environnement soient maintenues et exportées. Nous devons aider l'industrie européenne à s'adapter dans un monde en évolution rapide, à avoir une approche extérieure, en contradiction avec les tendances protectionnistes actuelles, mais, d'abord et avant tout, à comprendre la concurrence au niveau mondial et à contribuer à créer des règles du jeu équitables. Enfin, nous avons besoin d'un cadre législatif efficace et prévisible. Tout cela peut contribuer à l'essor et à l'innovation de l'industrie européenne.

"UNE INDUSTRIE SOLIDE EST FONDAMENTALE POUR UNE ÉCONOMIE ROBUSTE, QUI CONSTITUE LA BASE POUR CRÉER UNE SOCIÉTÉ SOLIDAIRE."

COMMENT BUSINESSEUROPE ET LA COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE DES AFFAIRES ATTENDENT-ILS QUE LE NOUVEAU PRÉSIDENT FRANÇAIS, EMMANUEL MACRON, FASSE AVANCER LE PROJET EUROPÉEN ?

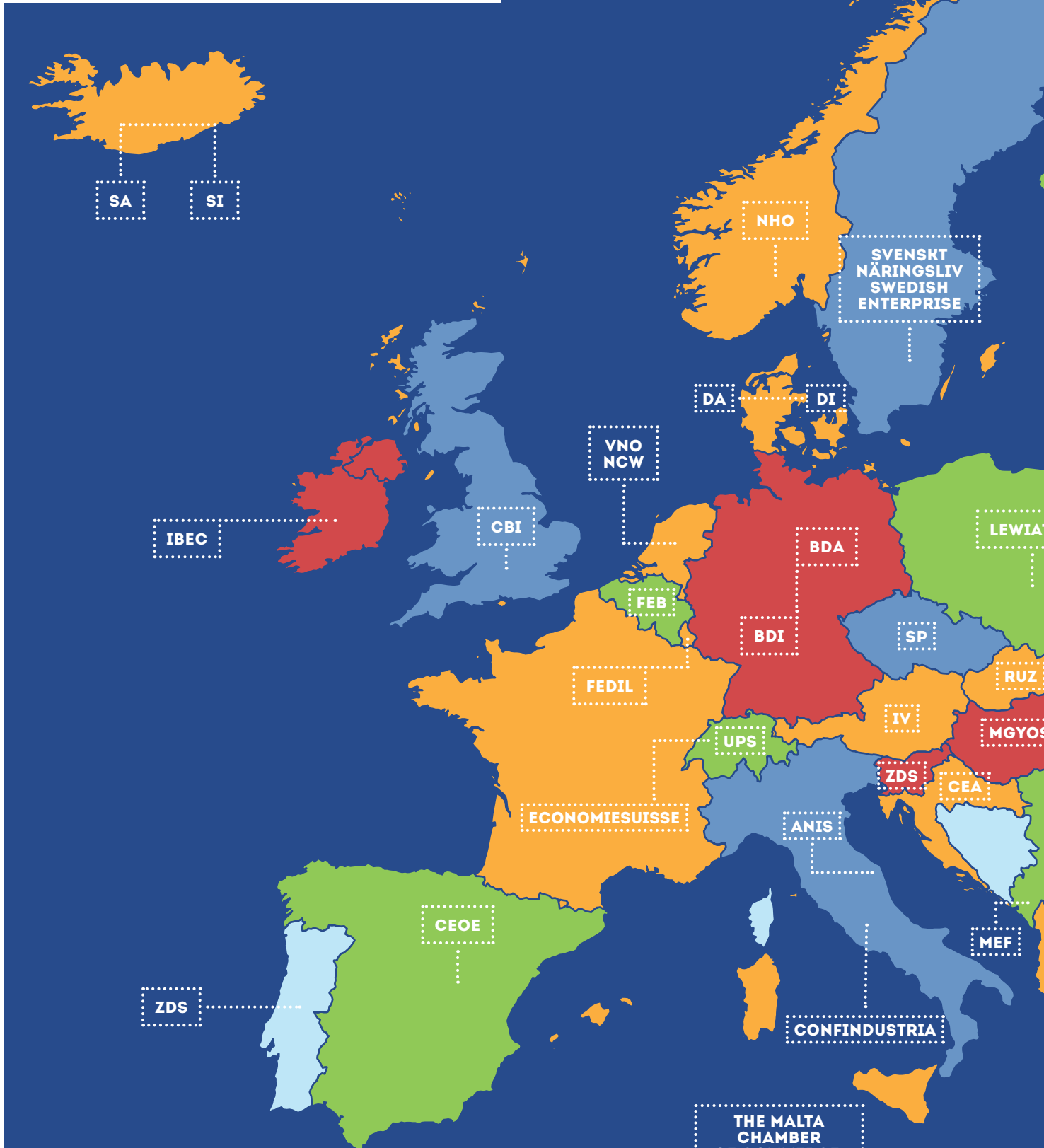
L'élection du président Macron après une campagne explicitement pro-européenne a redonné l'espoir aux très nombreuses personnes qui, comme BusinessEurope, pensent que l'Union européenne, loin d'être la source de nos problèmes, fait au contraire partie des solutions. L'Union européenne est en effet un levier puissant sur lesquels les États membres peuvent s'appuyer pour rencontrer les attentes des citoyens. L'Europe ne peut pas se substituer aux autorités nationales. Elle ne peut pas assurer à leur place l'efficacité des politiques menées dans leurs pays respectifs. Elle ne peut pas réformer sans les acteurs nationaux. Cependant, elle dispose d'outils puissants

pour aider les États membres à accroître la croissance et l'emploi : sa politique commerciale commune, son marché unique et l'euro. Une Europe qui protège n'est pas une Europe protectionniste. C'est une Europe qui regarde vers l'avenir, travaillant de concert pour résoudre les défis communs. C'est une Europe qui renforce notre Union économique et monétaire en assurant le développement économique, car il est la base du progrès social. C'est une Europe qui développe son industrie et les activités de services qui en dépendent, tout en tenant ses engagements en matière de lutte contre le changement climatique. C'est une Europe qui coordonne mieux sa défense pour vaincre le terrorisme et qui protège mieux ses frontières extérieures pour permettre la liberté de circulation. C'est une Europe qui améliore l'accès de ses entreprises aux marchés mondiaux, car seule une Europe ouverte au monde peut faire respecter les règles du

commerce mondial et façonner la mondialisation à l'aune de nos valeurs d'États de droit. Voilà les grands axes sur lesquels nous souhaiterions que le président Macron mette l'accent au sein du Conseil européen. Le plus important est peut-être qu'Emmanuel Macron a compris qu'une Europe forte et unie est la seule possibilité pour nous, Européens, de continuer de jouer un rôle décisif au niveau mondial.

MARCUS J. BEYRER

MARKUS J. BEYRER EST DIRECTEUR GÉNÉRAL DE BUSINESSEUROPE DEPUIS FIN 2012. AVANT CELA, IL A OCCUPÉ LES POSTES DE PDG DE LA HOLDING AUTRICHIENNE ÖIAG, DE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA FÉDÉRATION DES INDUSTRIES AUTRICHIENNES ET DE DIRECTEUR DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES DE LA CHAMBRE ÉCONOMIQUE FÉDÉRALE AUTRICHIENNE. IL A ÉGALEMENT ÉTÉ CONSEILLER ÉCONOMIQUE EN CHEF DU CHANCELIER FÉDÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE, LE DR WOLFGANG SCHÜSSEL. DANS LES ANNÉES 1990, MARKUS J. BEYRER A TRAVAILLÉ SUR L'ADHÉSION DE L'AUTRICHE À L'UNION EUROPÉENNE ET SUR L'INTÉGRATION DE L'AUTRICHE AU MARCHÉ UNIQUE (À LA REPRÉSENTATION PERMANENTE AUTRICHIENNE AUPRÈS DE L'UNION EUROPÉENNE ET DE LA COMMISSION EUROPÉENNE). M. BEYRER EST DIPLÔMÉ EN DROIT ET A ÉTUDIÉ LES SCIENCES COMMERCIALES À VIENNE. IL A ÉGALEMENT EFFECTUÉ UN TROISIÈME CYCLE EN DROIT EUROPÉEN À L'UNIVERSITÉ DU DANUBE À KREMS (AUTRICHE) ET A SUIVI LE PROGRAMME EXÉCUTIF DE LA GRADUATE SCHOOL OF BUSINESS À STANFORD.

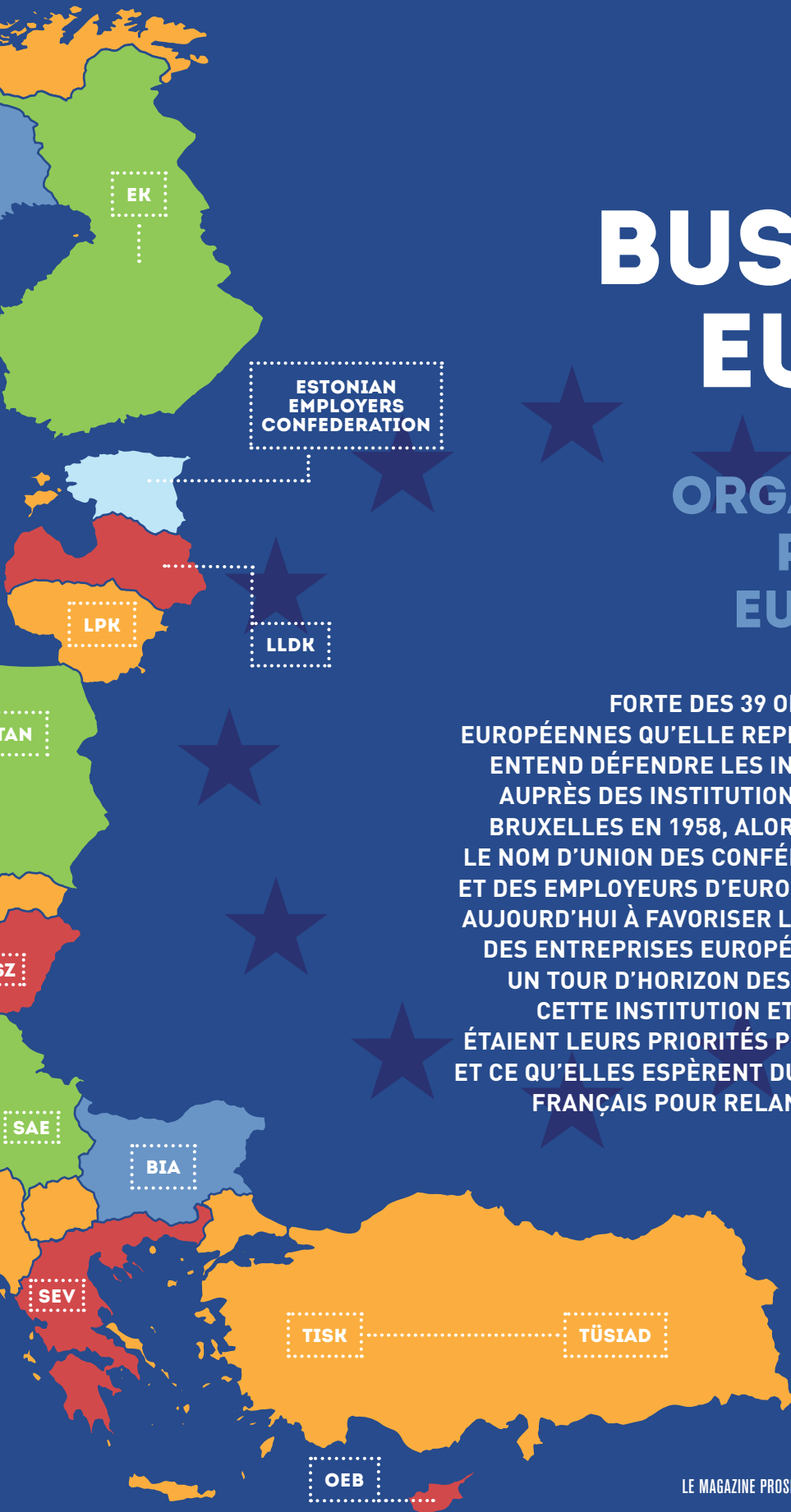


THE MALTA
CHAMBER
OF COMMERCE,
ENTERPRISE AND
INDUSTRY

BUSINESS EUROPE

LA VOIX DES ORGANISATIONS PATRONALES EUROPÉENNES

FORTE DES 39 ORGANISATIONS PATRONALES EUROPÉENNES QU'ELLE REPRÉSENTE, BUSINESSEUROPE ENTEND DÉFENDRE LES INTÉRÊTS DE SES ADHÉRENTS AUPRÈS DES INSTITUTIONS EUROPÉENNES. FONDÉE À BRUXELLES EN 1958, ALORS QU'ELLE PORTAIT ENCORE LE NOM D'UNION DES CONFÉDÉRATIONS DES INDUSTRIES ET DES EMPLOYEURS D'EUROPE, CETTE INSTITUTION VISE AUJOURD'HUI À FAVORISER LA COMPÉTITIVITÉ MONDIALE DES ENTREPRISES EUROPÉENNES. *FRANCE 2020* A FAIT UN TOUR D'HORIZON DES FÉDÉRATIONS MEMBRES DE CETTE INSTITUTION ET LEUR A DEMANDÉ QUELLES ÉTAIENT LEURS PRIORITÉS POUR L'EUROPE EN 2017/2018 ET CE QU'ELLES ESPÈRENT DU NOUVEAU GOUVERNEMENT FRANÇAIS POUR RELANCER L'UNION EUROPÉENNE.





STATUT LÉGAL

Association à but non lucratif



SECTEURS

Industrie, services, commerce, finance, transport, agriculture...



SPÉCIFICITÉS

1 bureau à Bruxelles



STAFF

+/- 120 personnes



REPRÉSENTATIVITÉ

Toutes tailles et tous secteurs



MEMBRES

49 fédérations sectorielles
et **14** régionales



ÉVÉNEMENTS MAJEURS

German Employer's Day
Évènement annuel



DIRECTEUR GÉNÉRAL

STEFFEN KAMPETER
depuis juillet 2016



PRÉSIDENT

INGO KRAMER
depuis novembre 2013



BUNDESVEREINIGUNG DER DEUTSCHEN ARBEITGEBERVERBÄNDE [BDA]

“OUR BUSINESS-A SUCCESSFUL TRIO”

Les priorités du BDA pour l'Europe en 2017/2018 ?

Rétablir la confiance dans le projet européen, renforcer le modèle social européen sur la base d'une économie compétitive et en pleine croissance, avoir un agenda commercial européen fort et engager une réforme durable du système d'asile européen commun.

Qu'attend le BDA de la France et du nouveau gouvernement français pour relancer le projet européen ?

Le BDA attend une France plus compétitive qui rende l'Europe plus compétitive, une réforme du marché du travail qui inspire d'autres États membres de l'UE, le redémarrage du couple franco-allemand comme moteur de l'intégration européenne qui renforce le triangle de Weimar [coopération trilatérale entre la France, l'Allemagne et la Pologne, ndr].



WWW.ARBEITGEBER.DE

Les priorités du BDI pour l'Europe en 2017/2018 ?

Renforcer la zone euro, achever le marché unique (en particulier le marché numérique unique), renforcer l'infrastructure numérique de l'Europe, établir une politique climatique et énergétique cohérente et enfin promouvoir les accords de libre-échange.

Qu'attend le BDI de la France et du nouveau gouvernement français pour relancer le projet européen ?

La France a d'excellentes conditions préalables pour devenir une locomotive de l'économie européenne – une infrastructure bien développée et moderne, des secteurs industriels forts et innovants et une population instruite et dynamique. Mais la France doit libérer son potentiel. Quand le nouveau gouvernement français mettra en œuvre la réforme nécessaire du marché du travail – pour réduire les déficits du budget et du système social tout en renforçant le secteur privé – nous pensons que la France deviendra à nouveau un carrefour et un tremplin de la croissance économique européenne. Le couple franco-allemand est essentiel, tant sur le plan économique que politique. Sans la France ou l'Allemagne, il est impossible de préparer l'Europe à relever les défis futurs. Nous espérons qu'après les élections allemandes de septembre, nous pourrons avancer ensemble avec de nouvelles initiatives et réformes pour l'Europe.

“THE VOICE OF GERMAN INDUSTRY”
(La voix de l'industrie allemande)



BUNDESVERBAND DER DEUTSCHEN INDUSTRIE [BDI]



STATUT LÉGAL

Association à but non lucratif



SECTEURS

Produits manufacturés et services liés au secteur industriel (santé, énergie, transport, ingénierie...)



STAFF

190 personnes



SPÉCIFICITÉS

1 bureau à Bruxelles,
1 à Washington,
1 à Beijing
Quinze bureaux territoriaux



MEMBRES

36 fédérations sectorielles
100 000 entreprises



REPRÉSENTATIVITÉ

Seulement le secteur industriel, entreprises de toutes tailles



ÉVÉNEMENTS MAJEURS

Journées de l'industrie allemande (19 et 20 juin 2017)



DIRECTEUR GÉNÉRAL

JOACHIM LANG depuis avril 2017



PRÉSIDENT

DIETER KEMPF depuis janvier 2017, pour 2 ans



WWW.BDI.EU

INDUSTRIELLENVEREINIGUNG [IV]

iv FEDERATION OF
AUSTRIAN INDUSTRIES

Quelles sont vos priorités pour l'Europe en 2017/2018 ?

Il faut réformer l'architecture et la gouvernance de l'UE vers une Union recentrée sur les domaines où sa valeur ajoutée est nécessaire, tout en réduisant ses activités là où les États membres peuvent prendre de meilleures résolutions.

Qu'attendez-vous de la France et du nouveau gouvernement Français pour relancer le projet européen ?

Nous attendons du gouvernement français un engagement actif dans le débat sur l'avenir de l'Europe et qu'il mène des réformes pour une meilleure compétitivité et un meilleur fonctionnement du projet européen.



STATUT LÉGAL

Association à but non lucratif



SECTEURS

Industrie, crédit et assurance,
infrastructure et secteur des services.



SPÉCIFICITÉS

Organisme fédéral
constitué de 9 groupes
régionaux et d'un
bureau à Bruxelles



STAFF

+/- 130 personnes



REPRÉSENTATIVITÉ

+ 80 % des entreprises
manufacturières autrichiennes



ÉVÉNEMENTS MAJEURS

« Tag der Industrie »
Journée de l'industrie autrichienne



MEMBRES

4 400 membres



DIRECTEUR GÉNÉRAL

CHRISTOPH NEUMAYER
depuis 2011



PRÉSIDENT

GEORG KAPSCH
depuis juin 2012,
mandat de 8 ans



WWW.IV.AT



FÉDÉRATION DES ENTREPRISES DE BELGIQUE [FEB]



STATUT LÉGAL

Association sans but lucratif
créée en 1973



SECTEURS

Industrie, services,
commerce et autres



STAFF

+/- 90 personnes



SPÉCIFICITÉS

Structure bilingue
(français et néerlandais)
Pas d'adhésion
d'entreprises en direct
(exception faite en cas
d'absence de fédération)



MEMBRES

50 fédérations
professionnelles sectorielles



REPRÉSENTATIVITÉ

+ de **50 000**
entreprises
2 millions de travailleurs
(75 % de l'emploi privé)



ÉVÉNEMENTS MAJEURS

Forum : Grand-messe annuelle
(ressemblant à l'Université
d'été du MEDEF).

Conférence centrée sur une
thématique sociétale large,
intéressant tous les acteurs de la
vie économique :

- 2016 Innovation across Borders,
- 2015 Young Talent in Action,
- 2014 Think Europe...
because it matters.

Séminaires thématiques et
collaborations diverses :
exemple European Business
Summit (EBS)



DIRECTEUR GÉNÉRAL

PIETER TIMMERMANS
(administrateur délégué)
PHILIPPE LAMBRECHT
(administrateur-
secrétaire général)



PRÉSIDENT

BERNARD GILLIOT
depuis avril 2017, mandat de
3 ans non renouvelable

Quelles sont vos priorités pour l'Europe en 2017/2018, en cinq mots clés ?

- Une Europe des résultats ;
- Un marché unique ;
- Une convergence des
économies européennes ;
- Une politique commerciale ;
- Un « proper Brexit ».

Qu'attendez-vous de la France et du nouveau gouvernement Français pour relancer le projet européen ?

Il ne fait aucun doute que la France peut contribuer à tous ces défis. Premièrement, dans le cadre de son programme de réforme interne, afin d'accroître sa compétitivité et de façonner la mondialisation et la numérisation. Deuxièmement, par des propositions visant à intégrer davantage le marché unique et la zone euro, sur la base d'un juste équilibre entre la responsabilité et la solidarité, et entre les intérêts de tous les États membres. Et troisièmement, en défendant les règles, le libre-échange et la gouvernance mondiale sur la scène internationale.



WWW.FEB.BE

Quelles sont vos priorités pour l'Europe en 2017/2018 ?

Pour la période qui arrive :

- établir une législation appropriée pour protéger l'économie digitale ;
- créer de nouveaux modèles d'interaction entre le secteur privé et l'éducation.

Pour le long-terme (pas spécifiquement pour l'année à venir) :

- créer les conditions d'un développement accéléré et soutenable de la croissance économique ;
- avoir une gouvernance transparente ;
- instituer une législation solide au service de principes plutôt que d'objectifs ;
- élaborer une économie équitable basée sur le savoir et la production à haute valeur ajoutée ;
- fonder un marché compétitif, comprenant les services sociaux ;
- développer les ressources humaines et la flexibilité des discussions entre les partenaires sociaux, etc.



STATUT LÉGAL

Organisation non gouvernementale
fondée en 1980



SECTEURS

Industrie, services, commerce et
agriculture



STAFF

+/- 70 personnes



SPÉCIFICITÉS

A signé des accords commerciaux
internationaux avec plus de 70 employeurs
européens, asiatiques, américains et
africains



REPRÉSENTATIVITÉ

- Près de **28%** des grandes entreprises de plus de **250** employés
- Près de **20%** des entreprises moyennes de **100** à **250** employés
- **31%** des personnes employées
- **51%** des membres du BIA ont plus de **50** employés

"IN SUPPORT OF BULGARIAN
INDUSTRIALISTS AND EMPLOYERS "



MEMBRES

+ 130 organisations sectorielles
26 organisations régionales
+ 130 organisations locales



DIRECTEUR GÉNÉRAL

BOJIDAR DANEV
depuis avril 2014, pour un
mandat de cinq ans



PRÉSIDENT

SASHO DONCHEV
depuis avril 2014, pour un
mandat de cinq ans



BULGARIAN
INDUSTRIAL
ASSOCIATION

Union of the Bulgarian Business

**BULGARIAN INDUSTRIAL
ASSOCIATION [BIA]**



WWW.BIA-BG.COM



FÉDÉRATION DES EMPLOYEURS ET INDUSTRIELS DE CHYPRE [OEB]

Quelles sont vos priorités pour l'Europe en 2017/2018, en quelques mots clés ?

Solidarité, cohésion, sécurité et croissance économique.

Ce que vous attendez de la France et le nouveau gouvernement Français pour relancer le projet européen ?

La croissance économique et la stabilité sociale doivent être des objectifs européens communs. Les pays européens doivent travailler de façon solidaire pour parvenir à une Union qui fournira la sécurité, la protection, mais aussi des perspectives pour ses citoyens. OEB attend de la France qu'elle participe activement à ce que le potentiel de l'Union soit atteint, pour assurer une solution viable au Brexit à l'ère post-Brexit, tout en contribuant à renforcer la cohésion européenne.




STATUT LÉGAL
Fédération


SECTEURS

Industrie, services, construction, commerce, environnement, énergie, tourisme, éducation, santé et agriculture



SPÉCIFICITÉS
Présent dans 8 comités européens (Fonds social européen, Cedefop, etc.)


STAFF

46 personnes


MEMBRES

+ 65 associations sectorielles


REPRÉSENTATIVITÉ

5 000 entreprises membres (secteur privé)
60 % de la main d'œuvre dans le secteur privé



DIRECTEUR GÉNÉRAL

ANTONIOU MICHAEL
depuis février 2016



PRÉSIDENT

MICHAELIDES CHRISTOS
depuis mai 2014, pour 4 ans



WWW.OEB.ORG.CY EN



FORMATION PROFESSIONNELLE : L'EUROMOBILITÉ AU COEUR DE NETINVET



En six ans d'existence, le réseau NETINVET a donné un nouveau souffle à la mobilité européenne des jeunes en formation professionnelle. Point d'étape avec Hugues Pouzin, Directeur général de la Confédération du commerce de gros et international (CGI), à l'initiative de ce réseau en constante évolution.

Comment est né NETINVET et où en est-il de son développement ?

Le réseau a été créé en 2011 par la CGI dans la foulée de projets européens qui ont initié la mobilité d'élèves et d'enseignants de sections de formation préparant à des diplômes de type BTS Commerce international, référencés au niveau 5 du Cadre européen des certifications (CEC). NETINVET s'est ensuite agrandi grâce au projet Euro Trans Log pour la mobilité des apprenants de niveau 5 du CEC dans le transport et la logistique. Il s'ouvre à présent au secteur de la réparation et des services automobiles ainsi qu'à d'autres niveaux de formation, notamment le niveau 4 du CEC, celui du baccalauréat professionnel en France.

Quelle est la traduction chiffrée de cette croissance ?

Le réseau compte aujourd'hui plus de 75 écoles et centres de formation issus de dix pays européens (Allemagne, Belgique, Espagne, France, Irlande du Nord, Italie, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Roumanie). Sa couverture géographique s'élargira encore en 2018 avec l'entrée de l'Irlande. Plus de 700 mobilités ont été réalisées en 2016 avec le soutien de 300 entreprises associées et d'organisations professionnelles comme la CGI et l'Association pour le développement de la formation professionnelle dans le transport (AFT).

Le réseau a-t-il des objectifs prioritaires ?

Notre premier objectif est de promouvoir la mobilité européenne des jeunes en formation professionnelle, à l'image de ce qui a été fait pour les étudiants de l'enseignement supérieur. Il s'agit d'en faire une réalité, tant sur les plans humain et pédagogique qu'au regard des enjeux sociaux et économiques que représente pour nos secteurs d'activité la mobilité à des fins d'apprentissage et d'évolution professionnelle. Pour cela, les promoteurs et acteurs du réseau ont fait le choix d'une mobilité reconnue.

Qu'entendez-vous par mobilité reconnue ?

NETINVET s'inscrit dans la démarche d'ECVET, le Système européen de crédits pour l'enseignement et la formation professionnels. La mise en place de références partagées et intégrées par les membres du réseau permet le transfert et la validation des acquis d'apprentissage obtenus lors d'un séjour d'études ou d'un stage pratique à l'étranger. De fait, l'apprenant n'a plus besoin de valider une seconde fois les connaissances et les compétences acquises au cours de sa mobilité.

Cet effort partagé se double-t-il d'une démarche qualité ?

Avec la confiance mutuelle, c'est l'autre élément moteur de notre réseau qui exige de ses membres l'adhésion à deux chartes de qualité pour une mobilité de haut niveau. La première est destinée aux établissements de formation, la seconde s'adresse aux entreprises partenaires qui accueillent des stagiaires internationaux. Dans les deux cas, il s'agit de promouvoir l'excellence pour la mobilité.

Plus d'infos : www.netinvet.eu

Contacts coordinateurs : Bernd GRUNER bgruner@cgi-cf.com

Sarah KÖNEKE sarah.koneke@aft-dev.com



CEA
Croatian Employers' Association

CROATIAN EMPLOYER'S ASSOCIATION [CEA]



STATUT LÉGAL

Association à but non lucratif



SPÉCIFICITÉS

4 bureaux régionaux
Membre de **10**
associations sectorielles
européennes (Euratex,
EuroCommerce...)



ÉVÉNEMENTS MAJEURS

Journée des entrepreneurs en juin



**DIRECTEUR
GÉNÉRAL**
DAVOR MAJETIC



PRÉSIDENT
GORDANA DERANJA
pour son deuxième mandat
de 4 ans



SECTEURS

Industrie, services, commerce,
agriculture et tourisme



MEMBRES

30 associations sectorielles



STAFF

40 personnes



REPRÉSENTATIVITÉ

6 000 entreprises
employant **500 000**
personnes



Quelles sont vos priorités pour l'Europe en 2017/2018 ?

Nos priorités pour 2017/2018 sont :

- renforcer et faire fonctionner le marché unique plus efficacement ;
- supprimer les obstacles aux entreprises dans toutes les étapes du cycle de travail, compte tenu en particulier des problèmes des PME ;
- promouvoir et créer de l'emploi ;
- promouvoir les investissements publics et privés ;
- mettre en œuvre d'une politique industrielle renouvelée pour l'Europe.

Qu'attendez-vous de la France et le nouveau gouvernement Français pour relancer le projet européen ?

Nous attendons du gouvernement français qu'il :

- consolide davantage le marché unique et élimine les contraintes qui créent des goulets d'étranglement pour la croissance et l'emploi ;
- valorise l'économie bleue qui est une source incroyable de création d'emplois ;
- intensifie l'intégration budgétaire, économique et politique pour renforcer l'union monétaire, afin qu'elle devienne plus compétitive et durable ;
- développe des solutions européennes efficaces pour gérer les frontières communes européennes, qui sont sous la pression de la crise des réfugiés ;
- renforce les capacités de sécurité européenne pour faire face aux menaces terroristes transfrontalières...



WWW.HUP.HR



STATUT LÉGAL

Association à but non lucratif



SECTEURS

Commerce de détail, services,
transport, construction...



REPRÉSENTATIVITÉ

24 000 entreprises
Uniquement le secteur privé



CONFÉDÉRATION DES EMPLOYEURS DANOIS [DA]



STAFF

125 personnes



MEMBRES

14 associations d'employeurs



DIRECTEUR GÉNÉRAL

JACOB HOLBRAAD



PRÉSIDENT

TORBEN DALBY LARSEN
depuis 2016, pour 2 ans

Quelles sont vos priorités pour l'Europe en 2017/2018, en cinq mots clés ?

Nos priorités sont les suivantes :

- revitaliser le dialogue social européen ;
- assurer la libre circulation des personnes en Europe ;
- relancer les principes de la flexisécurité et mettre l'Europe en bonne voie ;
- travailler pour un Brexit lisse entraînant le moins de problèmes possible pour les entreprises de l'UE ;
- maintenir l'UE unie pour relever les problématiques auxquelles nous sommes tous confrontés et mieux les résoudre ensemble.

Qu'attendez-vous de la France et du nouveau gouvernement français pour relancer le projet européen ?

Nous croyons fermement à la volonté de la France et du gouvernement français de réinventer l'Union européenne en une communauté stable et sûre, ouverte et prospère. Historiquement, la France a joué et joue toujours un rôle considérable dans la relance de l'Europe, et nous devons un grand respect au président français, Emmanuel Macron, pour sa détermination à relancer l'Union. Le gouvernement français devra faire face à de nombreuses difficultés : les défis sociaux doivent être reconnus et des réformes structurelles majeures doivent être introduites sur le marché du travail. Pragmatisme et détermination sont nécessaires à l'heure où les entreprises européennes sont exposées à la concurrence mondiale et où la main-d'œuvre est rare. Dans le même temps, il est essentiel de maintenir l'UE unie et tournée vers les défis communs – et nous faisons confiance au gouvernement français pour en tenir compte lorsqu'il s'agit de questions commerciales actuelles et futures concernant le marché du travail, telle que la question sur les travailleurs détachés.



WWW.DA.DK

 WWW.DI.DK



STATUT LÉGAL

Structure privée



SECTEURS

Industrie, commerce et services liés à l'industrie



STAFF

600 personnes



MEMBRES

10 000 entreprises particulières
100 fédérations industrielles ou sectorielles d'employeurs
19 structures régionales



REPRÉSENTATIVITÉ

1,2 million d'employés



SPÉCIFICITÉS

7 bureaux à l'étranger :
Brésil, Russie, Inde,
Chine, États-Unis,
Tanzanie, Jordanie,
Mexique et Bruxelles



DIRECTEUR GÉNÉRAL

KARSTEN DYBVAD
depuis 2010



PRÉSIDENT

LARS MIKKELGAARD-JENSEN
depuis 2012

Quelles sont vos priorités pour l'Europe en 2017/2018 ?

Les priorités de DI sont :

- une Europe menant à la transition écologique : union de l'énergie, efficacité énergétique, énergie renouvelable ;
- une économie circulaire afin de créer de nouvelles opportunités commerciales pour les entreprises européennes ;
- un libre-échange et une mondialisation plus justes afin de valoriser le leadership européen dans les accords de libre-échange ;
- un marché intérieur qui mette l'accent sur l'élimination des obstacles concrets et des améliorations réelles pour les entreprises ;
- une gestion du Brexit qui permette de sauvegarder le marché intérieur entre les 27 pays membres restants et de favoriser des relations économiques et commerciales les plus proches possible, sans tarifs, entre l'UE et le Royaume-Uni.

Qu'attendez-vous de la France et du nouveau gouvernement français pour relancer le projet européen ?

Nous espérons que le président Macron et son nouveau gouvernement relanceront l'économie française grâce à un programme de réformes ambitieux, renforçant ainsi la capacité de la France à jouer un rôle constructif pour rendre l'Union européenne plus efficace sur des questions primordiales pour les citoyens et les entreprises européennes.

**"DI CREATES
VALUE FOR
YOUR COMPANY"**



Confederation of Danish Industry

**CONFEDERATION OF
DANISH INDUSTRY [DI]**

DANS UN MONDE QUI CHANGE,
**LES START-UP VEULENT
QU'ON PARLE LEUR LANGAGE
POUR LES AIDER À GRANDIR.**



LES PÔLES WE ARE INNOVATION

BNP Paribas a créé 16 pôles d'expertise We Are Innovation pour accompagner le développement en France et à l'international des jeunes entreprises innovantes grâce à des solutions personnalisées.

#LancezVous

wai.bnpparibas



BNP PARIBAS

La banque
d'un monde
qui change



WWW.CEOE.ES

Quelles sont vos priorités pour l'Europe en 2017/2018 ?

Un environnement réglementaire simplifié et plus stable pour les entreprises est absolument essentiel pour atteindre l'objectif d'une Union européenne proactive. Par conséquent, il faudrait mettre l'accent sur la mise en œuvre des stratégies de l'UE ayant un impact majeur sur le terrain (principalement la digitalisation de nos économies, le marché intérieur et l'ouverture aux échanges avec nos principaux partenaires mondiaux).

Qu'attendez-vous de la France et du nouveau gouvernement français pour relancer le projet européen ?

Tout d'abord, nous espérons que le nouveau gouvernement français aura un rôle de premier plan dans la promotion des réformes dont la France a besoin pour renforcer son économie, fondée sur le principe de la libre entreprise. En second lieu, nous espérons des mesures concrètes vers une approche intégrée et solide de l'Union économique et monétaire, et troisièmement, l'internationalisation des entreprises par le biais d'une politique commerciale européenne ouverte.



STATUT LÉGAL

Association à but non lucratif



SECTEURS

Industrie, TIC, banques, services, tourisme, commerce, agriculture...



STAFF

100 personnes



SPÉCIFICITÉS

1 bureau à Bruxelles



REPRÉSENTATIVITÉ

Toutes tailles, tous secteurs

Entre **1,5** et **2** millions d'entreprises

Partenaire social reconnu par la Constitution espagnole



MEMBRES

+ 100 entreprises individuelles

200 organisations territoriales et sectorielles



ÉVÉNEMENTS MAJEURS

A fête son 40^e anniversaire en 2017 en présence de Sa Majesté le Roi d'Espagne et du Premier ministre espagnol



DIRECTEUR GÉNÉRAL

ANA PLAZA ARREGUI



PRÉSIDENT

JUAN ROSELL LASTORTRAS

CEOE

CONFEDERACION ESPANOLA DE ORGANIZACIONES EMPRESARIALES [CEOE]



TÖÖANDJAD

ESTONIAN EMPLOYERS CONFEDERATION

“CONTRIBUER À
LA CROISSANCE
ÉCONOMIQUE
DE L'ESTONIE ET
AMÉLIORER LE
NIVEAU DE VIE DE
SES HABITANTS”

Quelles sont vos priorités pour l'Europe en 2017/2018 ?

- Un juste équilibre entre l'agenda social et les ambitions de l'UE pour le développement économique.
- Une économie européenne compétitive, ouverte et innovante avec un marché numérique unique efficace et une libre circulation des données.
- La numérisation de l'industrie et des PME.
- La promotion des compétences (dont les compétences digitales), de l'éducation et de la formation continue.



STATUT LÉGAL

Association sans but lucratif fondée en 1991



SECTEURS

Les principaux acteurs des secteurs de l'industrie et du service



STAFF

14 personnes



SPÉCIFICITÉS

Seule organisation patronale reconnue en Estonie



REPRÉSENTATIVITÉ

1 500 entreprises qui emploient plus
de 145 000 salariés (plus de
35 % des employés du secteur privé)



MEMBRES

94 23 associations sectorielles
entreprises qui y adhèrent directement



WWW.EMPLOYERS.EE/EN



Qu'attendez-vous de la France et du nouveau gouvernement français pour relancer le projet européen ?

Le résultat de l'élection présidentielle a sans aucun doute renforcé la confiance, l'unité et l'optimisme concernant l'avenir de l'Europe. Le président Macron est fort et enthousiaste, et son élection a apporté une bouffée d'air frais à l'ensemble de l'UE. Le président a su créer une très bonne relation de travail avec la chancelière allemande Angela Merkel. Ainsi, nous espérons qu'il donnera un leadership fort au sein de l'UE. Mais l'UE ne se résume pas à la France ou à l'Allemagne – et tous les États membres doivent être impliqués dans la contribution sur l'avenir de l'Europe. De plus, les pays de l'Est ne peuvent pas toujours être considérés comme un groupe homogène dans tous les domaines. Un bon exemple étant celui des contributions pour résoudre la crise migratoire. L'Estonie a toujours essayé de respecter le principe selon lequel un enjeu européen est également un enjeu national. À cet égard, l'Estonie a accepté plus de réfugiés dans le cadre de la politique des quotas que le Royaume-Uni.

En plus d'exploiter l'entièreté du potentiel du marché unique européen, l'économie européenne a besoin de nouvelles opportunités de croissance et d'un meilleur accès aux marchés étrangers. La Commission européenne doit avancer sur les sujets d'accords de libre-échange pour continuer à créer des opportunités économiques pour les entreprises européennes [UE-Japon, UE-Mercosur, et continuer de renforcer les liens avec la Chine et les USA].

Le slogan de la présidence estonienne est « l'unité par l'équilibre ». Trouver un juste équilibre dans l'UE entre les ambitions de croissance économique et l'agenda social est d'une grande importance. Nous croyons que l'UE doit éviter les initiatives qui freinent la compétitivité économique telles que les amendements à la directive sur le détachement des travailleurs qui, en réalité, restreignent la liberté de mouvement des services dans le marché unique et menacent les emplois d'entreprises exportant des services.

Au lieu de réviser la directive des travailleurs détachés, nous devrions mettre l'accent sur la mise en œuvre de la directive IPRED (droit de la propriété intellectuelle) ainsi que sur l'amélioration de la coopération entre les États membres. En ce qui concerne le socle des droits sociaux, nous convenons que la numérisation, le développement de l'économie du partage et l'évolution rapide des relations dans le monde du travail nécessitent une mise à jour de la politique sociale européenne, mais elle ne doit pas se résumer à une simple augmentation des droits sociaux. Nous espérons aussi que le président Macron reformera avec succès le marché français.



ÉVÉNEMENTS MAJEURS

- Conférence économique annuelle « Kite Flight » pour commémorer l'anniversaire de la confédération patronale et pour discuter avec les politiques et les faiseurs d'opinions des sujets de société importants en Estonie. La confédération fête cette année ses 100 ans ; The Union of Estonian Industrialists a été créée en 1917.
- « Entrepreneurship to School » : chaque mois d'octobre, le monde de l'entreprise visite les écoles pour enjoindre la jeunesse à se lancer dans l'entrepreneuriat.
- Séminaire conjoint avec EESC Employers' Group sur les « Avantages de la société digitale » le 25 octobre 2017, à Tallin.
- BusinessEurope Presidents Meeting du 30 novembre au 1^{er} décembre, à Tallin.



DIRECTEUR GÉNÉRAL
TOOMAS TAMBAR



PRÉSIDENT
TIIT KUULI
depuis février 2016 pour un mandat de 3 ans



CONFEDERATION OF FINNISH INDUSTRIES [EK]



STATUT LÉGAL

Association à but non lucratif



SECTEURS

Tous secteurs



SPÉCIFICITÉS

Le bureau de Bruxelles a été créé en 1974



MEMBRES

25 associations

Quelles sont vos priorités pour l'Europe en 2017/2018, en cinq mots clés ?

Perspective, performance, unité, sécurité et prévisibilité.

Qu'attendez-vous de la France et du nouveau gouvernement français pour relancer le projet européen ?

Nous attendons la mise en œuvre de réformes pour relancer la croissance économique. Nous attendons également que le renforcement et la construction de l'Union européenne deviennent un marché unique et un acteur externe crédible sur le plan mondial.



STAFF

80 personnes
(Helsinki + Bruxelles)
125 membres
à l'Assemblée générale



REPRÉSENTATIVITÉ

16 000 entreprises
950 000 employés

Les entreprises membres représentent **70 %** de la croissance du pays et plus de **95 %** des exportations du pays



DIRECTEUR GÉNÉRAL

JYRI HÄKÄMIES



PRÉSIDENT

VELI-MATTI MATTILA



WWW.EK.FI



STATUT LÉGAL

Association à but non lucratif



SECTEURS

Industrie, services, commerce, agriculture...



SPÉCIFICITÉS

1 bureau à Bruxelles



STAFF

20 - 90 personnes



MEMBRES

59 associations
sectorielles et régionales



REPRÉSENTATIVITÉ

3 500 entreprises de taille moyenne et grande
50 % des activités commerciales grecques
40 % de la main-d'œuvre
25 % des exportations



ÉVÉNEMENTS MAJEURS

Assemblée générale



DIRECTEUR GÉNÉRAL
AKIS SKERTSOS



PRÉSIDENT
THEODOROS FESSAS

“SEV 110 ANS,
FORCE DE
PROGRÈS”

Quelles sont vos priorités pour l'Europe en 2017/2018, en cinq points clés ?

- Sortie de la Grèce du programme de soutien ;
- investissements ;
- Union économique et monétaire ;
- politique industrielle ;
- petites et moyennes entreprises.

Qu'attend le SEV de la France et du nouveau gouvernement français pour relancer le projet européen ?

Le SEV attend que la France mette l'Europe monétaire, industrielle, de cohésion, de défense et de sécurité en marche !



WWW.SEV.ORG.GR



Hellenic Federation of Enterprises

**FÉDÉRATION HELLÉNIQUE
DES ENTREPRISES [SEV]**

MGYOSZ BUSINESS HUNGARY



STATUT LÉGAL

Association à but non lucratif
créée en 1998



SECTEURS

Tous secteurs
(sauf secteur agricole)



STAFF

50 personnes



SPÉCIFICITÉS

Participe à de nombreux
forums consultatifs
sectoriels et en
matière sociale

Quelles sont vos priorités pour l'Europe en 2017/2018, en quelques mots clés ?

Compétitivité, innovation en matière de formation, amélioration des relations entre pouvoirs publics et entreprises, recherche et développement.

Qu'attendez-vous de la France et du nouveau gouvernement français pour relancer le projet européen ?

Le projet européen doit aller de l'avant, l'entreprise a besoin d'un marché sûr et prévisible. Les entreprises ont besoin de sécurité juridique, d'une meilleure réglementation et de moins de bureaucratie. Il faut également définir les conditions propices à la numérisation et à l'avenir du travail et engager une coopération prioritaire sur la recherche et l'innovation. La France devra enfin défendre les engagements pris dans le cadre de l'Accord de Paris.



MEMBRES

60 associations sectorielles
16 associations régionales



REPRÉSENTATIVITÉ

6 500 entreprises
1 200 000 employés



ÉVÉNEMENTS MAJEURS

La Confédération tient des forums,
des consultations



DIRECTEUR GÉNÉRAL

ISTVAN WIMMER



PRÉSIDENT

DR. PÉTER FUTÓ
depuis 2016
(mandat de 4 ans)



WWW.MGYOSZ.HU



IBEC

“FOR IRISH BUSINESS”

Quelle est votre priorité pour l'Europe en 2017/2018 ?

Une relation économique raisonnable entre le Royaume-Uni et l'Union européenne.

Qu'attendez-vous de la France et du nouveau gouvernement français pour relancer le projet européen ?

Les efforts pour stimuler à nouveau la construction européenne doivent aborder l'impact inévitable du retrait du Royaume-Uni ainsi que les menaces concurrentielles causées par les nouvelles réalités internationales. L'Ibec appelle à une action ambitieuse pour mener à terme le marché unique des services, du numérique et des marchandises, pour supprimer tous les obstacles de l'accès au marché et pour fournir un commerce équitable et valorisé par les exploitants et les consommateurs à travers l'Europe. Dans un premier temps, cela peut être réalisé en appliquant correctement les mécanismes de conformité existants. L'UE doit agir seulement là où elle peut apporter une réelle valeur ajoutée. Toutes nouvelles initiatives législatives devraient prendre en considération leur impact sur les entreprises, colonne vertébrale de l'Union européenne. En outre, les entreprises devraient bénéficier de davantage de flexibilité pour leurs investissements dans le cadre de la législation existante. La France devra enfin défendre les engagements pris dans le cadre de l'accord de Paris.



STATUT LÉGAL

Organisation de représentation commerciale



SECTEURS

Tous les secteurs



SPÉCIFICITÉS

6 bureaux en Irlande,
1 bureau à Bruxelles



STAFF

200 personnes



REPRÉSENTATIVITÉ

Tous les secteurs et entreprises de toutes tailles représentant plus de 70 % du secteur privé.



MEMBRES

7 500 membres
42 associations sectorielles



DIRECTEUR GÉNÉRAL

DANNY MCCOY
depuis juillet 2009



PRÉSIDENT

ANNE HERATY
depuis septembre 2016



ÉVÉNEMENTS MAJEURS

Plusieurs événements emblématiques comprenant le Dîner du Président, la Conférence du DG, et le sommet sur le "Leadership des RH".



WWW.IBEC.IE



SAMTÖK ATVINNULÍSINS [SA] BUSINESS ICELAND



STATUT LÉGAL

Association à but non lucratif



SECTEURS

Industrie, pêche, services, tourisme,
énergie, finances



STAFF

28 personnes



MEMBRES

6 organisations sectorielles et
2 000 entreprises

Quelle sont vos priorités pour l'Europe en 2017/2018, en cinq mots clés ?

Interdépendance, adaptabilité,
mise en pratique, cohésion et
stabilité.



WWW.SA.IS

“INITIATIVE,
RESPONSABILITÉ,
SUCCÈS”



REPRÉSENTATIVITÉ

70% de la main d'œuvre islandaise



ÉVÉNEMENTS MAJEURS

Iceland Business Summit



DIRECTEUR GÉNÉRAL

HALLDÓR BENJAMÍN
ÞORBERGSSON



PRÉSIDENT

EYJÓLFUR ÁRNI
RAFNSSON
depuis mars 2016,
élu pour 1 an


STATUT LÉGAL
 Fédération




SECTEURS

Industrie manufacturière,
 construction, industrie créative




STAFF
 20 personnes




MEMBRES
 1 400
 entreprises

Qu'attendez-vous de la France et du nouveau gouvernement français pour relancer le projet européen ?

Malgré la décision de l'Islande de ne pas adhérer à l'UE, l'adhésion à l'Espace économique européen et la participation à un marché unique prospère reste une priorité absolue. L'engagement de la France dans le projet européen s'est illustré lors des dernières élections, ce qui, nous l'espérons, renforcera la volonté de la France de contribuer à des réformes constructives et renouvèlera la croyance en une Europe unie.

**"A DIVERSE
 INDUSTRY
 CREATES
 A GOOD LIFE"**



**THE FEDERATION OF
 ICELANDIC INDUSTRY [SI]**



**ÉVÈNEMENTS
 MAJEURS**

Congrès annuel de l'industrie
 en mars



**DIRECTEUR
 GÉNÉRAL**

SIGURDUR HANNESSON



PRÉSIDENT

GUÐRÚN HAFSTEINSDÓTTIR
 depuis mars 2017,
 pour 1 an



WWW.SI.IS

Quelles sont vos cinq priorités pour l'Europe en 2017/2018 ?

Relance de la politique industrielle européenne, renforcement de la défense européenne, commerce, renforcement du rôle de l'UE dans le contexte mondial, industrie 4.0.

Qu'attendez-vous de la France et du nouveau gouvernement français pour relancer le projet européen ?

La victoire d'Emmanuel Macron a donné à l'Union un nouvel espoir : l'engagement plus affirmé de la France est positif pour toute l'Europe. Nous attendons avant fin 2017 une nouvelle impulsion menée par la France – éventuellement avec l'Allemagne – en faveur de plus de coopération européenne dans des domaines prioritaires tels que les relations internationales (politique extérieure, diplomatie, coopération et développement), la défense, l'immigration et la zone euro, en particulier en ce qui concerne la possibilité d'établir un budget et de se doter d'un ministre des finances pour l'Eurozone.



STATUT LÉGAL

Association à but non lucratif



STAFF

+/- 200 personnes



REPRÉSENTATIVITÉ

Toutes tailles d'entreprises



SECTEURS

Industrie et secteurs liés à l'industrie



DIRECTEUR GÉNÉRAL

MARCELLA PANUCCI
depuis 2012



SPÉCIFICITÉS

1 bureau à Bruxelles
14 représentations régionales
14 fédérations sectorielles



MEMBRES

150 000 entreprises
221 associations
locales et sectorielles



PRÉSIDENT

VINCENZO BOCCIA
depuis 2016, pour 4 ans



WWW.CONFINDUSTRIA.IT



CONFINDUSTRIA

CONFINDUSTRIA



CONFÉDÉRATION DES EMPLOYEURS DE LETTONIE [LLDK]



STATUT LÉGAL

Association



SECTEURS

Éducation, agriculture, commerce,
transport, santé, environnement,
politique extérieure...



STAFF

15 personnes



SPÉCIFICITÉS

1 bureau à Bruxelles



MEMBRES

112 leaders sectoriels
64 associations et fédérations
régionales de commerce
+ 5 000 compagnies,
dont **3 036** PME



REPRÉSENTATIVITÉ

44 % des employés lettons
Tous secteurs et toutes tailles
d'entreprises



DIRECTEUR GÉNÉRAL

LIGA MENGELSONE
depuis 2011



PRÉSIDENT

VITALIJS GAVRILOVS
depuis 1996

Quelles sont vos priorités pour l'Europe en 2017/2018 ?

LDDK soutient une Union économique et monétaire forte et croit en une Europe unie et sécurisée avec différents niveaux d'intégration.

Qu'attendez-vous de la France et du nouveau gouvernement français pour relancer le projet européen ?

Nous croyons en une Union européenne forte et nous appelons le gouvernement français à défendre toutes les libertés de l'UE. Nous l'invitons à soutenir le développement durable dans l'UE, et à investir et à promouvoir la coopération économique avec la région balte.

“AMÉLIORER
L'ENVIRONNEMENT
DES AFFAIRES
EN FACILITANT
LA COMPÉTITIVITÉ
DES ENTREPRISES ET
EN REPRÉSENTANT
LES EMPLOYEURS
DANS LE CADRE DU
DIALOGUE SOCIAL”



WWW.LDDK.LV



Lithuanian
Confederation
of Industrialists

CONFÉDÉRATION LITUANIENNE DES INDUSTRIELS [LPK]



STATUT LÉGAL

Association



SECTEURS

Industrie, finance, éducation,
recherche et politique extérieure



STAFF

11 - 30
personnes



SPÉCIFICITÉS

1 bureau à Bruxelles et
en Ukraine



MEMBRES

51 entreprises commerciales
7 associations commerciales
régionales = **+ 3 000**
grandes et moyennes entreprises
31 plus grandes entreprises
non associées



REPRÉSENTATIVITÉ

22 % du PIB lituanien
60 % du PNB lituanien
83 % de la production
d'exportation lituanienne
+ 1/3 de la main
d'œuvre lituanienne
Surtout les grandes entreprises,
tous secteurs



ÉVÉNEMENTS MAJEURS

Forum économique annuel
Conférences annuelles
sur l'industrie

Quelles sont vos cinq priorités pour l'Europe en 2017/2018 ?

- Un marché unique efficace ;
- une stratégie industrielle renouvelée pour l'Europe ;
- une zone euro stable ;
- un commerce ouvert et équitable ;
- un budget européen efficace.

Qu'attendez-vous de la France et du nouveau gouvernement français pour relancer le projet européen ?

Nous espérons que les politiques du nouveau gouvernement français inspireront positivement le projet européen, offrant une poussée nécessaire pour une Europe forte, unie et compétitive, avec un marché unique en bon état, une réglementation intelligente et à l'épreuve du futur, et des réformes nécessaires pour stimuler les investissements, pour une transformation et des innovations numériques réussies, un commerce ouvert et équitable, en faveur de la croissance globale et de la création d'emplois.



DIRECTEUR GÉNÉRAL

GIEDR ŠVEDIENE
depuis août 2016



PRÉSIDENT

ROBERTAS DARGIS
depuis 2012 (réélu en 2016),
pour 4 ans



WWW.LPK.LT



FÉDÉRATION DES INDUSTRIELS LUXEMBOURGEOIS [FEDIL]



STATUT LÉGAL
Fédération commerciale
et industrielle



SECTEURS

Industrie, services, construction, environnement et énergie,
recherche et innovation, jeunesse et talents, industrie 4.0,
relations de travail, TIC et Union européenne

“LA VOIX DE
L’INDUSTRIE
LUXEMBOURGEOISE”



SPÉCIFICITÉS
Membre fondateur de
BusinessEurope,
1 bureau à Bruxelles



STAFF

+/- 20 personnes



**Quelles sont les cinq priorités
de la FEDIL pour l’Europe en
2017/2018 ?**

- un marché unique plus profond et plus efficace ;
- un marché unique numérique connecté ;
- une croissance durable,
- un libre-échange et un commerce inclusif ;
- une augmentation de l’investissement et de l’innovation.



MEMBRES

550 membres
19 associations
sectorielles



**ÉVÉNEMENTS
MAJEURS**

Réception du Nouvel An des entreprises (un événement de haut niveau, auquel participent le Premier ministre, les membres du gouvernement, le classement des représentants du gouvernement et des représentants des entreprises).
Réunion annuelle des membres, Biannual Environment Awards, Biannual Innovation Awards, nombreuses conférences



REPRÉSENTATIVITÉ

Tous secteurs :
37 secteurs d’activité
95 % de la
production industrielle au
Luxembourg
75 % de l’activité
de recherche privée au
Luxembourg
25 % de l’emploi
national
35 % du PIB



DIRECTEUR GÉNÉRAL

RENÉ WINKIN
depuis janvier 2016



PRÉSIDENT
NICOLAS BUCK
depuis mars 2016

**Qu’attendez-vous de la France
et du nouveau gouvernement
français pour relancer le
projet européen ?**

À la lumière du soutien renouvelé pour le projet européen, reflété par le rejet des partis eurosceptiques et nationalistes lors de l’élection présidentielle française, nous espérons qu’Emmanuel Macron et son gouvernement, s’appuyant sur un solide partenariat franco-allemand et une collaboration renforcée avec les institutions européennes, donneront une impulsion à la revitalisation de l’intégration européenne et donneront naissance à une véritable souveraineté européenne.

 WWW.FEDIL.LU



STATUT LÉGAL

La Chambre de commerce et la Fédération de l'industrie ont fusionné en une seule organisation en 2009



SECTEURS

Producteurs de biens, fournisseurs de services, importateurs, distributeurs et commerçants



STAFF

18 personnes



MEMBRES

Entreprises



DIRECTEUR GÉNÉRAL

KEVIN J. BORG



PRÉSIDENT

FRANK V. FARRUGIA
depuis 2017, mandat de 2 ans

Quelles sont vos cinq priorités pour l'Europe en 2017/2018 ?

La législation du marché unique, la négociation du Brexit, les politiques pour les petites et moyennes entreprises, les relations euro-méditerranéennes et l'Union économique et monétaire (UEM).

Qu'attendez-vous de la France et du nouveau gouvernement français pour relancer le projet européen ?

L'électorat français a envoyé un message fort lors de l'élection présidentielle. Il a choisi la modération contre le radicalisme, l'intégration contre le repli et une Europe réformée contre une Europe délitée. La nouvelle administration est jeune, dynamique et ambitieuse. Elle a un mandat fort pour délivrer sa vision. D'un point de vue maltais, nous voyons la France comme un pionnier et un aiguilleur du projet européen. Nous croyons à sa contribution pour parvenir à une Europe réformée, intégrée et compétitive, au service de l'ensemble des citoyens et des entreprises.

"THE INDEPENDENT VOICE OF THE PRIVATE SECTOR IN MALTA"



REPRÉSENTATIVITÉ

Seulement le secteur privé



SPÉCIFICITÉS

1 bureau à Bruxelles



ÉVÉNEMENTS MAJEURS

Conférence nationale sur la digitalisation
Accès au financement pour les petites et moyennes entreprises
Réforme des retraites



WWW.MALTACHAMBER.ORG.MT



Quelles sont vos cinq priorités pour l'Europe en 2017/2018 ?

- La paix et la stabilité ;
- une plus grande compétitivité des entreprises/révolution industrielle ;
- l'investissement dans des emplois d'innovation et verts ;
- le marché libre ;
- une croissance durable favorisée.

Qu'attendez-vous de la France et du nouveau gouvernement français pour relancer le projet européen ?

La priorité du gouvernement français dans la période à venir devrait être le maintien de la stabilité de l'Union européenne ainsi que le soutien de son futur élargissement. Nous espérons que celui-ci dédiera une partie de son attention aux pays candidats, en particulier le Monténégro, afin que nous puissions renforcer nos capacités, notamment l'économie, de sorte qu'un jour – en entrant dans l'UE – nous devenions un acteur du marché mondial. L'échange d'expériences et l'investissement dans le développement du capital humain devraient être les priorités de la France par rapport à notre pays. Nous espérons que le gouvernement français puisse respecter les recommandations de la Commission européenne sur l'avenir de l'Europe, et notamment faire un effort supplémentaire sur le renforcement de la compétitivité, l'innovation et le développement technologique afin que l'Europe retrouve sa place de leader économique. Avec une telle Europe, le Monténégro progressera aussi. Marché libre, stabilité et prospérité devraient être les grandes lignes de la politique de tous les États membres de l'UE !

"UN ENVIRONNEMENT D'AFFAIRES OÙ TOUS LES CITOYENS AURONT LA POSSIBILITÉ D'UN EMPLOI PERMANENT ET STABLE"



MONTENEGRIN EMPLOYERS FEDERATION [MEF]



STATUT LÉGAL
Association à but non lucratif



SECTEURS
Tourisme, agriculture, commerce, énergie, TIC, services financiers...



SPÉCIFICITÉS
Contribue activement à l'amélioration du climat des affaires et à l'élimination des barrières commerciales : conseils juridiques dans les domaines connexes pour l'exploitation de l'entreprise, études et analyses économiques, séminaires et prestation de formations, production de publications, mise en œuvre des projets financés par l'UE et une activité de réseautage au niveau national et international. Coopération avec les autres États des Balkans et de la région méditerranéenne. Co-créateur du Centre des employeurs de la région adriatique. A fondé l'Association des femmes d'affaires



STAFF
12 personnes



MEMBRES
+/- 1500 entreprises



SECRÉTAIRE GÉNÉRALE
SUZANA RADULOVIC



PRÉSIDENTE
SVETLANA VUSKANOVIC depuis 2015



REPRÉSENTATIVITÉ
Surtout des petites entreprises, mais aussi des grosses entités, ainsi que des ONG et des associations d'employeurs



ÉVÉNEMENTS MAJEURS
Fête son 15^e anniversaire en 2017



WWW.POSLODAVCI.ORG



CONFÉDÉRATION DES ENTREPRISES NORVÉGIENNES [NHO]

Quelles sont vos cinq priorités pour l'Europe en 2017/2018 ?

- Assurer un avenir prospère après le Brexit ;
- création d'emplois dans un avenir durable ;
- innovation et numérique ;
- entreprises responsables et durables ;
- sécurisation et développement du libre-échange.

Qu'attendez-vous de la France et du nouveau gouvernement français pour relancer le projet européen ?

Sous la direction du président Macron, nous attendons une forte contribution du nouveau gouvernement français à la relance du projet européen. Nous sommes très heureux de son engagement fort à faire progresser l'UE dans une ère de coopération et de solidarité entre les pays de notre continent. En tant que l'un de ses pays fondateurs, nous nous attendons à ce que la France prenne en charge et travaille de manière proactive pour renforcer les fondements du projet européen et promeuve la croissance économique et la création de valeur en Europe sur la base du libre-échange, ainsi que dans d'autres régions du monde.



WWW.NHO.NO



STATUT LÉGAL

Association à but non lucratif



SECTEURS

Industrie, énergie, services, technologie, TIC, éducation, transport, construction, tourisme...



STAFF

200/500

personnes



SPÉCIFICITÉS

80 %

des membres ont moins de 20 employés

15 bureaux régionaux,

1 bureau à Bruxelles



MEMBRES

+ 25 000

membres

17

fédérations sectorielles



DIRECTRICE GÉNÉRAL

KRISTIN SKOGEN LUND
depuis 2012













PRÉSIDENT

ARVID MOSS
depuis 2017



REPRÉSENTATIVITÉ

Des petites entreprises familiales et locales aux compagnies multinationales. Tous secteurs

 <p>STATUT LÉGAL Association à but non lucratif</p>	 <p>SECTEURS Tous secteurs d'activité : industrie, commerce, services, banque, etc.</p>	 <p>SPÉCIFICITÉS 1 bureau à Bruxelles "Webinaires" (séminaires en ligne) régulièrement</p>
 <p>STAFF +/- 160 personnes</p>	 <p>MEMBRES + 180 associations sectorielles, représentant 135 000 entreprises</p>	
 <p>PRÉSIDENT HANS DE BOER depuis juillet 2014</p>	 <p>DIRECTEUR GÉNÉRAL CEES OUDSHOORN depuis juin 2016</p>	 <p>REPRÉSENTATIVITÉ Représente 80 % des entreprises employant entre 10 et 100 employés 95 % des entreprises employant entre 100 et 500 employés Et 100 % des entreprises employant plus de 500 employés Représente toutes les entreprises, des multinationales mondiales aux PME</p>
 <p>ÉVÉNEMENTS MAJEURS Campagne "Next Level" qui promeut une approche positive et orientée vers l'avenir pour préparer les Pays-Bas aux grands changements dans notre société (technologie, durabilité et numérique) et les futurs investissements majeurs</p>		<p>"THE VOICE OF DUTCH BUSINESS"</p>

VNO NCW

CONFEDERATION OF NETHERLANDS INDUSTRY EMPLOYERS [VNO-NCW]

Quelles sont vos cinq priorités pour l'Europe en 2017/2018 ?

Sécurité, frontières extérieures, nouvelles technologies, marché Intérieur et commerce international.

Qu'attendez-vous de la France et du nouveau gouvernement français pour relancer le projet européen ?

Faire redémarrer l'axe franco-allemand, promouvoir une image positive de l'Europe, entamer et réaliser les réformes nécessaires pour libérer le plein potentiel de l'économie française pour faire avancer la gouvernance de l'euro et l'Union économique et monétaire.

 WWW.VNO-NCW.NL

“NOUS SOMMES LA VOIX DE
L'ENTREPRISE EN POLOGNE”



STATUT LÉGAL
Fédération d'employeurs



SECTEURS
Assurance, banque, construction,
santé, énergie, consulting, TIC,
grande distribution et automobile



STAFF
44 personnes



POLISH CONFEDERATION
LEWIATAN

CONFÉDÉRATION POLONAISE LEWIATAN



**ÉVÉNEMENTS
MAJEURS**

Forum européen pour les nouvelles idées
(EFNI à Sopot) qui rassemble des représentants
de haut niveau des institutions européennes,
des représentants des milieux d'affaires
et des experts du monde entier
Lewiatan Awards Gala



SPÉCIFICITÉS

1 bureau à Bruxelles



MEMBRES
+/- 40
personnes



DIRECTEUR GÉNÉRAL
GRZEGORZ BACZEWSKI



PRÉSIDENTE
HENRYKA BOCHNIARZ



REPRÉSENTATIVITÉ

+4 100 entreprises

1 million d'employés

57 associations sectorielles et régionales

Quelles sont vos cinq priorités pour l'Europe en 2017/2018 ?

Intégrité, solidarité, numérique,
innovation, libéralisation.

Qu'attendez-vous de la France et du nouveau gouvernement français pour relancer le projet européen ?

L'engagement dans le dialogue
réel avec tous les partenaires,
y compris les pays non-
membres de l'UE. Le soutien
aux initiatives pour l'innovation,
et pas uniquement les aspects
sociaux. L'amélioration du
marché unique européen en
supprimant les obstacles et
en stimulant l'environnement
économique. Nous souhaitons
que la France aide à uniformiser
les règles pour les entreprises
européennes opérant à
l'étranger, qu'elle rapproche
l'UE des citoyens européens
en soutenant des initiatives
qui créent une véritable valeur
ajoutée européenne et préserve
un marché européen libéral.



[HTTP://KONFEDERACJALEWIATAN.PL/EN/](http://konfederacjalewiatan.pl/en/)



Quelles sont vos cinq priorités pour l'Europe en 2017/2018 ?

Compétitivité, investissement, emploi, cohésion, sécurité.

Qu'attendez-vous de la France et du nouveau gouvernement français pour relancer le projet européen ?

Nous comptons sur le nouveau gouvernement français pour mobiliser les dirigeants européens afin qu'ils engagent les réformes nécessaires. Pour que l'Union européenne puisse fournir des réponses communes à nos efforts, façonne un environnement concurrentiel pour les entreprises européennes, investisse et mette en place une stratégie économique cohérente dans ses politiques structurelle, budgétaire et monétaire. Nous comptons sur la France pour rendre l'Europe plus équilibrée et plus prospère.

"THE VOICE OF BUSINESS"



WWW.CIP.ORG.PT



CIP
CONFEDERAÇÃO EMPRESARIAL
DE PORTUGAL

**CONFÉDÉRATION
DES ENTREPRISES
DU PORTUGAL [CIPH]**



STATUT LÉGAL

Association
à but non lucratif



STAFF

Entre **11** et **15**
personnes



DIRECTRICE GÉNÉRAL

CARLA SEQUEIRA
depuis décembre 2015



PRÉSIDENT

ANTONIO SARAIVA



SECTEURS

Commerce, tourisme,
industrie, services, énergie,
santé, environnement...



MEMBRES

102 membres (associations
sectorielles et plurisectorielles,
associations régionales, sociétés
affiliées, sociétés de supporters,
chambres de commerce et
d'industrie)



REPRÉSENTATIVITÉ

Environ **50 000**
entreprises



SPÉCIFICITÉS

1 bureau à Bruxelles



**ÉVÉNEMENTS
MAJEURS**

Conférence annuelle



**REPRÉSENTER CEUX
QUI CRÉENT DE LA
VALEUR
"L'INDUSTRIE
NOTRE TRADITION,
NOTRE AVENIR"**

Quelles sont vos cinq priorités pour l'Europe en 2017/2018 ?

Unité, compétitivité, zone euro, sécurité, libre-échange.

Qu'attendez-vous de la France et du nouveau gouvernement français pour relancer le projet européen ?

En tant que représentant d'entreprises opérant au niveau national et international, nous aspirons à une politique menant au bon fonctionnement du marché unique, en évitant des mesures perturbatrices qui créeraient d'autres divisions entre les États membres. Nous souhaitons avoir l'exemple d'un gouvernement capable de lier en synergie les intérêts nationaux et communautaires, en préconisant moins de réglementation et plus de sécurité juridique. Nous apprécions les efforts visant à reconstruire la confiance dans la monnaie européenne commune et, plus important encore, dans le projet européen en général. La communauté tchèque souhaite faire partie de cet effort afin d'assurer la stabilité, la prospérité et la sécurité de l'UE.

 WWW.SPCR.CZ



**CONFEDERATION OF INDUSTRY
OF THE CZECH REPUBLIC**

**CONFEDERATION
OF INDUSTRY OF THE
CZECH REPUBLIC [SP]**


STATUT LÉGAL
Association
à but non lucratif


SECTEURS
Presque tous les secteurs de l'industrie
(ingénierie, automobile, électrotechnique,
chimie...), TIC et transport


STAFF
+/- 60 personnes


MEMBRES
11 000 membres, dont :
31 associations industrielles
140 membres individuels


PRÉSIDENT
JAROSLAV HANÁK
depuis 2011
(réélu en 2015), pour 4 ans


REPRÉSENTATIVITÉ
Représente
1 300 000
employés




DIRECTEUR GÉNÉRAL
DAGMAR KUCHTOVÁ


SPÉCIFICITÉS
Membre du Conseil national
pour l'accord économique et social (tripartite)


ÉVÉNEMENTS MAJEURS
Congrès de la Confédération
Participation à la Foire internationale
de l'ingénierie à Brno
Délégations commerciales avec des
représentants politiques de haut niveau,
forums B2B, séminaires d'experts
sur des questions d'importance nationale
et internationale

Quelles sont vos cinq priorités pour l'Europe en 2017/2018 ?

Brexit, économie, compétitivité, prospérité, inclusion.

Qu'attendez-vous de la France et du nouveau gouvernement français pour relancer le projet européen ?

La CBI soutient complètement le succès de la continuité d'une Europe à 27 « forte et fonctionnelle » dans laquelle elle pense que la France a un rôle primordial à jouer. C'est encourageant que le président Emmanuel Macron se soit engagé à fournir un environnement accueillant pour les entreprises en France et en Europe. Nous engageons le gouvernement français à travailler pour le renforcement de la croissance économique et de la compétitivité européennes. Alors que le Royaume-Uni se prépare à quitter l'Union, le nouveau gouvernement français doit travailler avec ses partenaires du Royaume-Uni et de l'UE pour parvenir à un accord commercial ambitieux et complet.




WWW.CBI.ORG.UK


"HELPING BUSINESS CREATE A MORE PROSPEROUS SOCIETY"

CBI


CONFEDERATION OF BRITISH INDUSTRY [CBI]




STATUT LÉGAL
Association à but non lucratif, créée par charte royale en 1965




SECTEURS
Tous les secteurs




STAFF
198 personnes




MEMBRES
La CBI est composée d'associations professionnelles et d'entreprises




SPÉCIFICITÉS
13 bureaux au Royaume-Uni
+ **1** bureau à Bruxelles depuis 1971,
1 à Washington depuis 2002,
1 à Beijing depuis 2005
et **1** à Delhi depuis 2011






DIRECTRICE GÉNÉRAL
CAROLYN FAIRBAIRN
depuis novembre 2015



PRÉSIDENT
PAUL DRECHSLER
depuis juin 2015



REPRÉSENTATIVITÉ
La CBI s'exprime au nom de **190 000** entreprises de toutes tailles et de tous secteurs. Ensemble, elles emploient près de **7 millions** de personnes, soit **1/3** des employés du secteur privé britannique.











**“PRACTICAL
HELP TO
COMPANIES IN
SAN MARINOS”**

**Quelles sont vos cinq
priorités pour l'Europe en
2017/2018 ?**

- Une Europe plus unie ;
- la lutte plus efficace contre le terrorisme ;
- la simplification de la bureaucratie ;
- des mesures pour la croissance des entreprises ;
- les retraites.

**Qu'attendez-vous de la
France et du nouveau
gouvernement français
pour relancer le projet
européen ?**


Nous attendons une politique capable de renforcer les relations entre les pays membres de l'Union européenne et qui puisse mettre en place des interventions plus efficaces pour augmenter la croissance de la région de façon équilibrée et coordonnée.

 <p>STATUT LÉGAL Association d'employeurs privés</p>	 <p>SECTEURS Transport, industrie, construction, assurance, finance, services, TIC, PME...</p>	 <p>STAFF +/- 10 personnes</p>
 <p>MEMBRES +/- 300 membres</p>	 <p>ÉVÈNEMENTS MAJEURS Réunion annuelle des partenaires de l'association</p>	
 <p>DIRECTEUR GÉNÉRAL WILLIAM VAGNINI</p>	 <p>PRÉSIDENT STEFANO CECCATO depuis juin 2015, pour 3 ans</p>	 <p>SPÉCIFICITÉS Plus ancienne et plus importante association représentant des employeurs de la République de Saint-Marin</p>

**ASSOCIATIONS
NATIONALE
DE SAINT-MARIN
[ANIS]**

ANIS 

Associazione Nazionale
Industria San Marino®

 WWW.ANIS.SM/EN/STAFF.PHP



SERBIAN ASSOCIATION OF EMPLOYERS [SAE]


STATUT LÉGAL
ONG


SECTEURS

Environnement, services, finance, assurance, TIC, tourisme, éducation, industrie, agriculture...


STAFF
15 personnes
(présidium)


MEMBRES

133 000 membres



SPÉCIFICITÉS

Partenaire irremplaçable du gouvernement serbe, ayant une influence directe et décisive sur l'adoption des lois et le fonctionnement du marché libre



REPRÉSENTATIVITÉ

Petites et grandes entreprises, associations (sectorielles ou régionales)

“STRONG ECONOMY, STRONG SERBIA”



DIRECTEUR GÉNÉRAL
BOSKO SAVKOVIC













PRÉSIDENT
NEBOJSA ATANACKOVIC



WWW.POSLODAVCI.RS



 <p>STATUT LÉGAL Association à but non lucratif</p>	 <p>SECTEURS Agriculture, finance, industrie, tourisme, commerce...</p>	 <p>STAFF 32 (Présidium) + 11 personnes (conseil)</p>
 <p>MEMBRES 27 unions 21 organisations individuelles</p>	 <p>REPRÉSENTATIVITÉ 2/3 des employés, 70 % PIB, 80 % exportations Représente les chambres de commerce et d'industrie, les unions de travailleurs et les associations d'entrepreneurs locaux et étrangers</p>	
 <p>DIRECTEUR GÉNÉRAL PETER MOLNAR</p>	 <p>ÉVÉNEMENTS MAJEURS Congrès annuel de l'association pour évaluer l'année passée et proposer les objectifs de l'année suivante (avril)</p>	
 <p>PRÉSIDENT MIROSLAV KIRALVARGA</p>	 <p>1 bureau à Bruxelles SPÉCIFICITÉS</p>	

 WWW.RUZSR.SK



NATIONAL UNION OF EMPLOYERS [RUZ]

Quelles sont vos cinq priorités pour l'Europe en 2017/2018 ?

Croissance, emploi, industrie, marché unique, meilleure réglementation.

Qu'attendez-vous de la France et du nouveau gouvernement français pour relancer le projet européen ?

Nous attendons que le nouveau gouvernement français contribue de manière significative à l'unité de l'UE. Nous attendons également qu'il habilite l'application des règles du marché unique, en particulier dans le domaine de la libre circulation des services. Comme la Slovaquie est une destination attrayante pour les investisseurs français, RUZ est prête à contribuer au renforcement de la coopération bilatérale.



Quelles sont vos cinq priorités pour l'Europe en 2017/2018 ?

L'amélioration des connaissances sur l'impact des partenaires d'Europe centrale et orientale sur les réformes du marché du travail concurrentiel. Nous souhaitons également travailler sur les changements de mentalités pour permettre la conciliation travail-famille et l'égalité des sexes.

Qu'attendez-vous de la France et du nouveau gouvernement français pour relancer le projet européen ?

En ce qui concerne la France, les priorités sont les suivantes :

- 1. Rétablir la confiance en l'UE. • 2. Améliorer et renforcer le marché unique (éliminer toutes les barrières restantes). • 3. Encourager la libre circulation (des biens, des services, du travail et du capital). •
- 4. Numérisation. • 5. Faire face/gérer les changements démographiques. • 6. Économie circulaire.
- 7. Autoriser le dialogue à tous les niveaux. • 8. Mettre les entreprises prospères au cœur du développement et de la protection sociale.



**ASSOCIATIONS
DES EMPLOYÉS
DE SLOVÉNIE [ZDS]**



WWW.ZDS.SI/EN



STATUT LÉGAL

Association à but non lucratif



SECTEURS

Agriculture, énergie, commerce, tourisme, services, TIC, transports, industrie du métal, autres industries...



STAFF

+/- 100 personnes



MEMBRES

En plus de représenter les intérêts des employeurs dans le dialogue social tripartite et bipartite, ZDS participe activement à des projets dans les relations industrielles sur le long terme. ZDS a également développé l'Académie des employeurs, offrant des ateliers d'experts et des séminaires pour les employeurs. Magazine mensuel d'expertise "The Employer"



SPÉCIFICITÉS

Développe des projets sur le long terme (2 ans) et organise de nombreux ateliers au quotidien



DIRECTEUR GÉNÉRAL

JOZE SMOLE



PRÉSIDENTE

MARJAN TROBIS
depuis mai 2016, pour 4 ans



REPRÉSENTATIVITÉ

Toutes tailles, mais uniquement le secteur privé

**Vous allez adorer
rentrer chez vous !**

**MÉNAGE
ET REPASSAGE
À DOMICILE**

shiva

Près de 150 agences en France

▶ N°Azur 0 811 46 46 46

PAIX APPEL LOCAL

Quelles sont vos cinq priorités pour l'Europe en 2017/2018 ?

La Confédération de l'entreprise suédoise souhaite que l'économie européenne devienne la plus compétitive et la plus dynamique au monde. Ses priorités sont : la digitalisation, le marché intérieur, le libre-échange, une meilleure réglementation et une Europe efficace.

Qu'attendez-vous de la France et du nouveau gouvernement français pour relancer le projet européen ?

La France devrait soutenir l'objectif de faire de l'Europe l'économie la plus compétitive au monde, ce qui signifie défendre le libre-échange, moins et mieux réglementer, promouvoir une Europe sociale efficace, ainsi qu'un marché unique comme moteur de l'Europe, sans oublier le marché unique numérique.



STATUT LÉGAL

Association à but non lucratif



SECTEURS

Énergie, industrie, TIC, services, commerce, santé, transport...



STAFF

+/- 230 personnes
dont 82 du présidium



SPÉCIFICITÉS

1 bureau à Bruxelles, 21 bureaux régionaux



REPRÉSENTATIVITÉ

70 % des entreprises ont
moins de 10 employés
1,5 % des entreprises ont plus
de 250 employés
Toutes tailles, tous secteurs



MEMBRES

49 organisations et
60 000
entreprises



SVENSKT NÄRINGSLIV
SWEDISH ENTERPRISE

SVENSKT NÄRINGSLIV
SWEDISH ENTERPRISE



ÉVÉNEMENTS MAJEURS

Ateliers sur le climat
des affaires dans chaque
commune chaque année



DIRECTEUR GÉNÉRAL

LEIF ÖSTLING
depuis mai 2016



PRÉSIDENT

CAROLA LEMNE
depuis décembre 2013

“THE VOICE
OF SWEDEN'S
EMPLOYERS”



WWW.SVENSKTNARINGSLIV.SE

Derrière chaque révolution, il y a une vision.

Les entrepreneurs sont bien moins couverts en Prévoyance que les salariés. **CIPRÉS Assurances s'engage** depuis plus de 17 ans pour permettre à tous les entrepreneurs **d'accéder plus simplement à une couverture Prévoyance**.

Avec sa nouvelle offre Prévoyance, chaque entrepreneur en activité **peut-être assuré, quel que soit son régime obligatoire, et sans formalité médicale !**

UNE OFFRE PRÉVOYANCE INÉDITE



FIN DE LA SÉLECTION MÉDICALE

Pour les moins de 55 ans avec une rémunération inférieure ou égale à 3 PASS*



PORTABILITÉ DES DROITS EN PRÉVOYANCE

Portabilité des droits gratuite jusqu'à 12 mois en cas de cessation d'activité**



ADHÉSION IMMÉDIATE

Avec l'adhésion en ligne et la signature électronique

UNE PROTECTION EFFICACE POUR TOUS LES ENTREPRENEURS

▲ EN CAS D'INCAPACITÉ DE TRAVAIL OU D'INVALIDITÉ

- Une couverture de 100% de la rémunération jusqu'à 8 PASS*
- Une indemnisation forfaitaire jusqu'à 1,5 PASS* pour les Mandataires Sociaux
- Une franchise réduite à 3 jours en cas d'incapacité liée à un accident ou à une hospitalisation

▲ DES CAPITALS ÉLEVÉS EN CAS DE DÉCÈS/PTIA

- Un capital DÉCÈS/PTIA jusqu'à 300% du revenu annuel assuré avec une majoration par enfant à charge jusqu'à 100% et le remboursement des frais d'obsèques***
- Le doublement du capital DÉCÈS/PTIA en cas d'accident
- Rentes éducation et conjoint

* 1 PASS : 39 228€ en 2017 / ** En cas de révocation non judiciaire et/ou non volontaire, et en cas de liquidation judiciaire.

*** À 100% du PMSS (3269€ en 2017) selon le niveau de garanties du contrat

Découvrez notre offre sur
www.cipres.fr



CIPRÉS
Assurances



CIPRÉS Assurances

À L'ÉCOUTE DES TNS



Partenaire de référence des entrepreneurs, CIPRÉS Assurances innove en facilitant la souscription de la prévoyance pour les travailleurs non salariés (TNS).

Revue de détail avec Laurent Ouazana, Président du 3^e courtier grossiste français en assurance de personnes.

Comment expliquez-vous le faible équipement des TNS en prévoyance ?

On estime aujourd'hui qu'un entrepreneur sur deux seulement est couvert en prévoyance, c'est-à-dire contre les risques d'incapacité, d'invalidité et de décès. Une récente étude réalisée avec l'Argus de l'Assurance nous a permis d'identifier les raisons de cette faible couverture. 60% des TNS considèrent que la sélection médicale est un frein à la souscription d'une couverture prévoyance d'autant plus que les salariés n'y sont pas contraints. À cela s'ajoute la méconnaissance de ce qu'est la prévoyance, jugée de fait trop chère par 61% des travailleurs non salariés et complexe à comprendre pour 39% d'entre eux alors qu'ils manquent de temps pour les étudier.

Face à ces différents freins, quelles réponses apporte CIPRÉS Assurances ?

Nous avons lancé une offre sans équivalent sur le marché, Gamme Pro Evolutive, qui introduit des innovations majeures dans la prévoyance des TNS. En premier lieu, elle met fin à la sélection médicale pour tous les entrepreneurs, quels que

soient leur régime obligatoire et leur profession. Cette formalité est remplacée par une simple déclaration d'activité, qui est en soi un signe de bonne santé. La souscription est également simplifiée puisque que nos 4 200 courtiers partenaires proposent une adhésion en ligne, avec signature électronique. Le niveau de couverture se détermine très simplement à partir de la profession et la rémunération du TNS sans avoir à entrer dans la complexité des régimes obligatoires. La souscription d'une offre prévoyance pour les entrepreneurs est désormais simple et rapide.



L'objectif est-il de rapprocher la prévoyance des TNS de celle des salariés ?

Notre offre va effectivement dans ce sens. Les travailleurs indépendants, qu'ils soient commerçants, artisans, professionnels libéraux ou gérants minoritaires ou égalitaires de SARL, Présidents de SAS, SASU..., pouvaient ressentir une inégalité de traitement vis-à-vis des salariés. Au-delà de la suppression des formalités médicales, nous leur proposons une portabilité des droits en prévoyance pendant 12 mois en cas de cessation d'activité, ce qui était jusqu'alors réservée aux salariés. Aussi, nous permettons à ceux qui créent leur entreprise sous le statut particulier de mandataire social de bénéficier d'une indemnisation 100% forfaitaire en cas d'arrêt de travail.

Votre offre est donc un encouragement pour l'entrepreneuriat...

Nous voulons faire comprendre aux entrepreneurs qu'en oubliant de s'assurer personnellement, ils s'exposent à des risques lourds susceptibles de mettre en péril la pérennité de leur activité. Notre offre prévoyance à destination de tous les entrepreneurs permet de garantir leurs revenus en cas d'arrêt de travail et de protéger leurs proches en cas de décès. Mais elle va plus loin en termes de soutien à l'entrepreneuriat et à l'emploi. Les jeunes entrepreneurs bénéficient ainsi d'une réduction de 50% dégressive sur 5 ans. Quant aux entrepreneurs employeurs, nous leur accordons une réduction de 10% sur leur garantie incapacité de travail.



STATUT LÉGAL
Association à but non lucratif



SECTEURS
Tous les secteurs



STAFF
+/- 70 personnes



SPÉCIFICITÉS
Economiesuisse représente et promeut les intérêts de ses membres auprès des décideurs, des fonctionnaires et du public dans tous les domaines de la politique économique



100 MEMBRES
associations sectorielles
20 chambres de commerce cantonales



REPRÉSENTATIVITÉ
100 000 entreprises
2 millions d'employés



PRÉSIDENT
HEINZ KARRER
depuis 2013



DIRECTRICE GÉNÉRAL
MONIKA RÜHL



ÉVÉNEMENTS MAJEURS
Journée de l'économie suisse



economiesuisse

FÉDÉRATION DES ENTREPRISES SUISSES ECONOMIESUISSE

"THE ECONOMY.
ALL OF US"

Quelles sont vos cinq priorités pour l'Europe en 2017/2018 ?

- La croissance économique de l'Europe grâce à des marchés ouverts pour tous ;
- une bonne solution pour le Brexit ;
- des relations bilatérales prospères entre l'UE et la Suisse ;
- moins de réglementation et plus de fédéralisme dans l'UE ;
- un meilleur environnement pour l'investissement.

Qu'attendez-vous de la France et du nouveau gouvernement français pour relancer le projet européen ?

Réforme, réforme, réforme, réforme et plus de génie français !



WWW.ECONOMIESUISSE.CH



SCHWEIZERISCHER ARBEITGEBERVERBAND
UNION PATRONALE SUISSE

UNION PATRONALE SUISSE UPS



STATUT LÉGAL

Association à but non lucratif



SECTEURS

Tous secteurs dont éducation et développement, politique sociale, santé, international, droit du travail et marché du travail



SPÉCIFICITÉS

Marché du travail/droit du travail/partenaire social

- Éducation/formation professionnelle
- Politique sociale/Sécurité sociale/santé
- Politique internationale du travail



STAFF

+/- 17 personnes



REPRÉSENTATIVITÉ

100 000 entreprises
2 millions d'employés



MEMBRES

90 organisations régionales et sectorielles



ÉVÉNEMENTS MAJEURS

Journée des employeurs suisses



DIRECTEUR GÉNÉRAL

PROF. DR.
ROLAND A. MÜLLER



PRÉSIDENT

VALENTIN VOGT
depuis 2011

Quelles sont vos cinq priorités pour l'Europe en 2017/2018 ?

- Des relations bilatérales prospères entre l'UE et la Suisse ;
- une solution dans les négociations pour le Brexit ;
- la croissance économique de l'Europe ;
- la réduction du chômage en Europe (surtout chez les jeunes) ;
- le respect des compétences des partenaires sociaux (dans le pilier social).

Qu'attendez-vous de la France et du nouveau gouvernement français pour relancer le projet européen ?

Nous souhaitons que la France réforme le droit du travail pour réduire son chômage et qu'elle trouve des solutions pratiques pour les futures relations avec le Royaume-Uni. Nous attendons également une stricte application du principe de subsidiarité dans le domaine des affaires sociales (l'UE ne devrait traiter que les problèmes que les États membres ne peuvent pas gérer eux-mêmes), de trouver des solutions au vieillissement de la société et d'axer l'éducation et la formation sur le développement de réelles compétences.



WWW.ARBEITGEBER.CH



WWW.TISK.ORG.TR

Quelles sont vos priorités pour l'Europe en 2017/2018 ?

Croissance, progrès social, compétitivité mondiale et réforme institutionnelle de sécurité.



SPÉCIFICITÉS

1 bureau à Bruxelles
Publie une revue
régulièrement



STATUT LÉGAL

Association à but non lucratif



STAFF

+/- 50
personnes



REPRÉSENTATIVITÉ

Tous secteurs,
toutes tailles



MEMBRES

21 fédérations
d'employeurs



SECTEURS

Tourisme, santé, industrie,
énergie et administration locale...



DIRECTEUR GÉNÉRAL

AKANSEL KOÇ
depuis juin 2017



PRÉSIDENT

KUDRET ÖNEN
depuis décembre 2016



TÜRKİYE
İŞVEREN SENDİKALARI
KONFEDERASYONU

TURKISH
CONFEDERATION OF
EMPLOYER ASSOCIATIONS

CONFÉDÉRATION TURQUE DES ASSOCIATIONS D'EMPLOYEURS [TISK]



TÜSIAD

ASSOCIATION TURQUE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE [TÜSIAD]



STATUT LÉGAL

Association à but non lucratif



SECTEURS

Industrie et services



STAFF

+/- 75 personnes



SPÉCIFICITÉS

2 bureaux en Turquie : Ankara et Istanbul (OG)

Bureaux à Bruxelles, Washington, Berlin, Londres, Paris, Pékin.

Tüsiad Youth Platform : plateforme dédiée aux jeunes entrepreneurs et étudiants pour les mettre en relation avec le monde de l'entreprise

Membre de BusinessEurope et de Global Business Coalition



MEMBRES

4 000 entreprises représentées par
600 délégués à l'assemblée générale



REPRÉSENTATIVITÉ

50 % de la valeur ajoutée
80 % du commerce extérieur
Plus de **50 %** de la main-d'œuvre non publique et non agricole
80 % des recettes fiscales des entreprises



ÉVÉNEMENTS MAJEURS

Tüsiad Academia propose régulièrement des forums dans des universités



DIRECTEUR GÉNÉRAL

DR BAHADIR KALEAGASI



PRÉSIDENT

EROL BILECIK

Qu'attendez-vous de la France et du nouveau gouvernement français pour relancer le projet européen ?

Les défis mondiaux poussent l'Union européenne vers un dilemme inévitable que le nouveau gouvernement français doit surmonter avec ses partenaires de l'UE. Elle doit être un système politique plus solide et plus unifié dans la convergence économique et monétaire avancée. L'UE devrait également élargir son domaine de droit, de marché et de sécurité pour inclure de nouveaux pays et atteindre une taille critique qui lui permettra de faire face au XXI^e siècle. Une ingénierie institutionnelle novatrice pour une approche progressive est donc nécessaire. Des questions de sécurité à la croissance et à l'emploi, de l'économie numérique à l'environnement, les défis du XXI^e siècle exigent plus d'Europe : une Europe plus large, plus profonde et plus intelligente.

“INDÉPENDANT, INFLUENT, VOLONTAIRE”



WWW.TUSIAD.ORG



PARUTION TRIMESTRIELLE

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION

Michel Guilbaud

DIRECTEUR DE LA RÉDACTION

Olivier Midière

RÉDACTEUR EN CHEF

Alexandre Tonus

SECRETARIAT DE RÉDACTION

Karine Bellan

ICONOGRAPHIE

Mylène Despierre

CONTRIBUTEURS

Anthony Benhamou, Serge Bitton,
Erwan Carratero, Ophélie Dujarric,
Anne-Florence Fagès, Pauline Fiquemont,
Olivier Gainon, Rachel Gany,
Sandrine Javelaud, Gérard de Lavernée,
André-Luc Molinier, Béatrice Tonus,
Marie-Christine Vaccarezza,
Frédéric Vernhes

MEDEF, DR, © ISTOCK

**GROUPE CITHÉA COMMUNICATION
[DESIGN GRAPHIQUE, ÉDITION,
RÉGIE PUBLICITAIRE]**



Cithéa Communication
178 quai Louis Blériot. 75016 Paris
01 53 92 09 00 / Fax : 01 53 92 09 02
contact@citheacommunication.fr
www.citheacommunication.fr



DIRECTION DE CRÉATION
Cithéa Stratégies (Cyril Zafrani)

**CRÉATION MAQUETTE
& DIRECTION ARTISTIQUE**

V. Figuière
Max Reynaud



ISSN : 2490-8118
ISBN 978-2-86658-195-4
IMPRESSION & ROUTAGE
IMPRIMERIE MORAUULT
DÉPÔT LÉGAL : août 2017

Papier à base de fibres recyclées
et de fibres en provenance de forêts
certifiées PEFC.

Toute reproduction, représentation, traduction ou adaptation,
qu'elle soit intégrale ou partielle, quel qu'en soit le procédé, le
support ou le média, est strictement interdit sans l'autorisation
de la société Cithéa communication, sauf dans les cas prévus
par l'article L-122-5 du code de la propriété intellectuelle.
2015 Cithéa communication / Cithéa Stratégies - Tous droits
réservés. Le magazine n'est en aucun cas responsable
des photos, des textes et illustrations qui lui sont adressés.
La société Cithéa Communication ne saurait être tenue
responsable pour toute erreur ou omission dans les textes
et illustrations de la publication. Les informations contenues
dans cet ouvrage sont données à titre indicatif et ne sauraient
engager la responsabilité de Cithéa Communication.

Pour recevoir des exemplaires supplémentaires :
contact@citheacommunication.fr



MEDEF

MEDEF
55 avenue Bosquet. 75007
PARIS.
Tél. : 01 53 59 19 19
Site : www.medef.com



**TÉLÉCHARGEZ
L'APPLICATION FRANCE 2020
LE 15 SEPTEMBRE 2015**





INNOVATIVE LEADERS
FOR A RESPONSIBLE WORLD

- ▶ GRANDE ÉCOLE • MASTER
- ▶ BACHELOR • BBA
- ▶ SCIENCESCOM
- ▶ GRADUATE PROGRAMS
- ▶ EXECUTIVE EDUCATION



#LEARN
#CREATE
#SUCCEED

TOP 6
des écoles
de France au
Classement
SIGEM



www.audencia.com



NOUVELLE PEUGEOT 308

AUGMENTED TECHNOLOGY*



À PARTIR DE
239 €/MOIS⁽¹⁾

APRÈS UN 1^{ER} LOYER DE 2 500 €
ENTRETIEN ET PIÈCES D'USURE OFFERTS

NOUVELLE BOÎTE AUTOMATIQUE 8 RAPPORTS**

NAVIGATION 3D CONNECTÉE ET PEUGEOT CONNECT PACK**

AIDES À LA CONDUITE DERNIÈRE GÉNÉRATION**



PEUGEOT

IBTC Automobiles PEUGEOT SAS 144 503 RCS Paris

*TECHNOLOGIE AUGMENTÉE. ** DE SÉRIE OU OPTION SELON FINITION.

(1) En location longue durée sur 37 mois et pour 30 000 km. Exemple pour la location longue durée (LLD) d'une Nouvelle PEUGEOT 308 Allure 1,2L PureTech 110 S&S BVM5 BC neuve, hors options, incluant l'entretien, les pièces d'usure et l'assistance offerts pendant 37 mois. Montants exprimés TTC et hors prestations facultatives. **Modèle présenté : Nouvelle PEUGEOT 308 GT 1,6L THP 205 S&S BVM6, hors options : 309 €/mois après un 1^{er} loyer de 3 200 €.** Offre valable du 01/09/2017 au 31/10/2017, réservée aux personnes physiques pour un usage privé pour toute LLD d'une nouvelle PEUGEOT 308 neuve dans le réseau PEUGEOT participant, sous réserve d'acceptation du dossier par CREDIPAR, loueur et SA au capital de 1 385 170 008 €, RCS Nanterre n° 317 425 981, ORIAS 07004921-9, rue Henri-Barbusse 92230 Gennevilliers. Offre non valable pour les véhicules au prix PEUGEOT Webstore. Le PCS Entretien Plus peut être souscrit indépendamment de toute LLD aux conditions disponibles dans le réseau PEUGEOT participant.

PEUGEOT RECOMMANDE TOTAL Consommation mixte (en l/100 km) : de 3,1 à 6. Émissions de CO₂ (en g/km) : de 82 à 139.